



L'état de  
**l'insécurité alimentaire dans le monde**

2004

Suivi des progrès accomplis  
en vue de la réalisation des objectifs  
du Sommet mondial de l'alimentation et de  
la Déclaration du Millénaire



## Remerciements

Cette sixième édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* est le fruit d'une collaboration menée dans toute l'Organisation sous l'égide du Département économique et social (ES).

Cet ouvrage a été réalisé sous la direction générale de Hartwig de Haen, Sous-Directeur général (ES), avec l'aide de Kostas Stamoulis, Chef du Service du secteur agricole dans le développement économique, qui a présidé l'équipe technique. Andrew Marx, de KnowledgeView Ltd, a apporté un précieux concours à la conception et à la mise en forme rédactionnelle de cette publication.

Les autres membres de l'équipe technique étaient: Jelle Bruinsma, Unité des études prospectives globales; Randy Stringer, Division de l'analyse du développement agricole et économique; Ali Arslan Gurkan, Division des produits et du commerce international; Prakash Shetty, Division de l'alimentation et de la

nutrition; et Jorge Mernies, Division de la statistique.

Des contributions techniques ont été apportées par les fonctionnaires suivants: Josef Schmidhuber, Unité des études prospectives globales (ES); Jennifer Nyberg, Bureau du Sous-Directeur général (ES); Cinzia Cerri, Haluk Kasnakoglu, Seevalingum Ramasawmy et Ricardo Sibrian, Division de la statistique (ES); Luca Alinovi, Sumiter Broca, Gero Carletto, Benjamin Davis, Margarita Flores, Amdetsion Gebre-Michael, Guenter Hemrich, Naoki Horii, Madelon Meijer et Prabhu Pingali, Division de l'analyse du développement agricole et économique (ES); Terri Ballard, Gina Kennedy et Guy Nantel, Division de l'alimentation et de la nutrition (ES); Maarten Immink et Jenny Riches, Unité de coordination du SICIIV (ES); Concepción Calpe et Henri Josserand, Division des produits et du commerce international (ES); Lavinia Gasperini et Ester Zurberti, Division de la recherche, de la vulgarisation et de

la formation (SD); et Andrew MacMillan, Division des opérations de terrain (TC).

Les principales estimations de la consommation alimentaire et de la sous-alimentation utilisées dans le SOFI 2004 émanent, respectivement, de la Sous-Division des données de base et du Service d'analyse statistique de la Division de la statistique (ES).

La FAO remercie tout particulièrement l'équipe de Banson (Cambridge, Royaume-Uni) pour la conception et la présentation du document, l'appui rédactionnel et la préparation des graphiques.

Le Groupe de la conception et de la production éditoriales de la Division de l'information a été chargé de l'édition, du contrôle de qualité et de la production; les traductions ont été faites par le Groupe de la traduction, Division de la Conférence, du Conseil et du Protocole (GI).

Publié en 2004 par l'**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture**

Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La mention ou l'absence de mention de sociétés spécifiques, de leurs produits ou de leurs marques commerciales dans ces pages n'impliquent pas de préférence ou de jugement de la part de l'Organisation.

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales

sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef du Service de la gestion des publications, Division de l'information, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org)

© FAO 2004

ISBN 92-5-205178-3

Imprimé en Italie

## Photographies

En couverture (de gauche à droite):

Thi ha Thein Nyan/PNUE/Topham; Claudio Marcozzi/ PNUE/Topham; Felix O Granmakou/ PNUE/Topham.



L'état de  
**l'insécurité alimentaire dans le monde**

2004

Suivi des progrès accomplis  
en vue de la réalisation des objectifs  
du Sommet mondial de l'alimentation et de  
la Déclaration du Millénaire



# À propos de ce rapport

**L'**état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004 dresse un bilan des progrès accomplis et des revers subis dans la poursuite de l'objectif fixé par le Sommet mondial de l'alimentation (SMA) en 1996: diminuer de moitié, d'ici 2015, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde.

La première section du rapport, intitulée *La sous-alimentation dans le monde*, présente les dernières estimations du nombre

de personnes souffrant de sous-alimentation, parallèlement aux calculs préliminaires du fardeau économique imposé par la faim et par la malnutrition.

L'Article spécial de cette année explore les répercussions de la croissance des villes et des revenus dans les pays en développement sur le phénomène de la faim et sur la sécurité alimentaire.

La section *Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Sommet* donne

des exemples de problèmes ainsi que d'initiatives indispensables à la réalisation du Plan d'action du SMA et des Objectifs du Millénaire pour le développement qui l'accompagnent.

Les tableaux présentent des indicateurs détaillés donnant un état des lieux et décrivant les progrès accomplis dans les pays en développement et dans les pays en transition.

## Systemes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité



Le temps vole pour bon nombre d'entre nous, et j'ai du mal à croire que voici un an déjà, je me préparais à rédiger l'introduction de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2003*. Mais pour les centaines de millions de personnes tenaillées par la faim et qui se demandent quand elles auront leur prochain repas, l'année, une fois de plus, a été longue et pénible. Cette publication nous rappelle que le nombre des personnes affamées dans le monde demeure intolérablement élevé, que les progrès accomplis pour leur venir en aide sont d'une lenteur impardonnable et que le prix à payer en vies brisées et en ressources gaspillées dépasse l'entendement. Certes, pour les enfants et pour les adultes que notre action a pu atteindre, la vie a changé du tout au tout; mais pour tant d'autres, l'existence demeure rivée dans l'étau de la faim et de la pauvreté.

Dans le rapport de l'an dernier, je citais l'évaluation indépendante que s'attachait alors à réaliser le Groupe de travail interinstitutions sur les systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (GTI-SICIIV), évaluation dont les résultats nous ont, depuis, été présentés sans ambages: tout en prenant acte de certaines initiatives et réalisations tout à fait positives, le Groupe conclut que les SICIIV sont loin d'avoir répondu aux attentes. Nos membres se sont engagés à trouver de nouvelles façons de travailler ensemble pour répondre à un besoin encore plus urgent aujourd'hui que lors de la création des SICIIV. En avril 2004, à notre réunion annuelle, nous avons adopté un nouvel organigramme; nous nous employons actuellement à mettre au point notre plan d'activités futures, en veillant notamment à identifier les domaines hautement prioritaires pour les deux prochaines années.

Notre objectif reste inchangé: aider les pays à mettre sur pied des systèmes d'information de qualité sur l'insécurité alimentaire, afin d'obtenir en temps utile les données nécessaires à la formulation de politiques efficaces et au suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs, à l'échelle mondiale, nationale et locale. Nous ne devons pas nous contenter de faire un monde de différence pour une poignée d'affamés; nous nous devons d'édifier un monde différent, un monde dans lequel le fléau de la faim ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

**Lynn R. Brown (Banque mondiale)**  
Présidente, GTI-SICIIV

## Composition du GTI-SICIIV

### Organismes d'aide bilatérale et d'assistance technique

Agence australienne pour le développement international (AusAID)  
Agence canadienne de développement international (ACDI)  
Office de coopération EuropeAid (EuropeAid)  
Office allemand de la coopération technique (GTZ)  
Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni  
Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)  
Département de l'agriculture des États-Unis (USDA)

### Organisations des Nations Unies et de Bretton-Woods

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)  
Fonds international de développement agricole (FIDA)  
Organisation internationale du travail (OIT)  
Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA)  
Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA)  
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)  
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)  
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)  
Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)  
Banque mondiale (BM)  
Programme alimentaire mondial (PAM)  
Organisation mondiale de la santé (OMS)  
Organisation météorologique mondiale (OMM)  
Comité permanent de la nutrition du Système des Nations Unies (SCN)

### Organisations internationales pour la recherche agricole

Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI)  
Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)  
Service international pour la recherche agricole nationale (SIRAN)  
Centre international d'agriculture tropicale (CIAT)

### Organisations internationales non gouvernementales

Helen Keller International (HKI)  
Fondation Rockefeller  
Save the Children Fund – Royaume-Uni (SCF-UK)  
Institut mondial pour les ressources (WRI)

### Organisations régionales

Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC)  
Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)



# Table des matières

## 4 Avant-propos

Vers l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation:  
affronter les coûts écrasants de la faim

## 6 La sous-alimentation dans le monde

- 6 Dénombrement des victimes de la faim: dernières estimations
- 8 Le coût humain de la faim: des millions de décès prématurés et de vies détruites par l'invalidité
- 11 Le fardeau économique de la faim: des milliards perdus en productivité, revenu et potentiel de consommation
- 14 La mesure de la faim: des estimations plus justes pour une intervention plus efficace
- 16 Les «points chauds» de la faim

## 18 Cas particulier

- 18 Mondialisation, urbanisation et systèmes alimentaires en mutation dans les pays en développement
- 20 Incidences de la modification des systèmes alimentaires sur les petits agriculteurs des pays en développement
- 22 Le nouveau profil de la faim et de la malnutrition

## 24 Sur la voie des engagements du Sommet

- 24 Combattre activement la faim
- 26 Intégrer la résilience des systèmes alimentaires et des communautés à la réaction aux crises prolongées
- 28 Éducation des populations rurales et sécurité alimentaire
- 30 Le riz et la sécurité alimentaire
- 32 Prochaine étape: accélérer l'action pour ralentir la faim

## 34 Tableaux

## 40 Sources

## Vers l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation: affronter les coûts écrasants de la faim

**L'**examen à mi-parcours des progrès accomplis en vue de la réalisation de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation n'est plus très loin. Dans ce contexte, le dernier rapport de la FAO sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde met en lumière trois données irréfutables appelant trois conclusions très nettes.

Donnée numéro un: les efforts déployés à ce jour pour atténuer la faim chronique dans le monde en développement n'ont pas été suffisants, et de loin, pour permettre de réduire de moitié d'ici 2015 le nombre de personnes sous-alimentées (voir le graphique). Nous devons faire mieux.

Donnée numéro deux: en dépit de progrès lents et mal assurés à l'échelle mondiale, un grand nombre de pays, dans toutes les régions en développement, ont prouvé que la réussite est possible. Plus de 30 pays (population totale: plus de 2,2 milliards de personnes) ont réduit de 25 pour cent la prévalence de la sous-alimentation sur leur territoire, ce qui représente un grand pas vers la concrétisation de l'objectif du Sommet. Nous pouvons faire mieux.

Donnée numéro trois: l'inaction, c'est-à-dire l'absence d'interventions immédiates et vigoureuses pour réduire la faim partout sur la planète comporte des coûts stupéfiants. Voilà l'essentiel du message que j'adresse au lecteur. Chaque année qui passe sans amélioration de la situation coûte la vie à cinq millions d'enfants et le coût pour les pays en développement, en termes de perte de productivité et de revenu, se chiffre à des milliards de dollars. Or, le coût des interventions qui pourraient faire reculer la faim de manière sensible est minime par comparaison. Nous ne pouvons pas renoncer à faire mieux, nous n'en avons pas les moyens.

### **Nous DEVONS faire mieux**

---

Selon les dernières estimations de la FAO, le nombre d'habitants sous-alimentés dans les pays en développement n'a baissé que de 9 millions depuis la période de référence du Sommet mondial de l'alimentation, en dépit des engagements qui y ont été pris. Plus troublant encore: au cours de la période de cinq ans pour laquelle on dispose de données récentes, le nombre des victimes de la faim a même augmenté. En effet, dans trois des quatre régions en développement, il était plus élevé en 2000-2002 qu'en 1995-1997. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes est la seule à avoir fait reculer légèrement le nombre de personnes souffrant de la faim.

### **Nous POUVONS faire mieux**

---

Plus de 30 pays comptant ensemble près de la moitié de la population totale du monde en développement démontrent que des progrès rapides sont possibles et nous indiquent la voie à suivre.

Ces pays forment un groupe remarquable à plusieurs égards. Toutes les régions en développement y sont représentées, et non pas seulement celles qui ont affiché une forte croissance économique. L'Asie est loin devant les autres pour le recul de la sous-alimentation. Mais l'Afrique subsaharienne est la région où le plus grand nombre de pays ont réussi à réduire la prévalence de la faim d'au moins 25 pour cent (même si le niveau de départ était souvent très élevé).

D'autre part, une importante leçon ressort de l'expérience africaine, à savoir que les guerres et les troubles civils doivent être considérés comme des causes majeures, non seulement des urgences alimentaires ponctuelles mais également de la faim chronique généralisée. À peine sortis du cauchemar des conflits,

plusieurs de ces pays ont enregistré des progrès constants dans la lutte contre la faim depuis le Sommet et ont obtenu des résultats rapides depuis cinq ans.

Beaucoup de pays qui ont opéré ce virage avec succès ont un autre point commun: leur agriculture est beaucoup plus productive que la moyenne. Ainsi, les 30 pays ayant de bonnes chances d'atteindre l'objectif du Sommet ont enregistré une croissance annuelle moyenne de 3,2 pour cent de leur PIB agricole, près d'un point de pourcentage de plus que le monde en développement pris dans son ensemble.

Enfin, plusieurs de ces États ont résolu-ment mis en œuvre une stratégie sur deux fronts de lutte contre la sous-alimentation, visant d'une part à élargir les mesures de protection sociale – pour assurer aux plus démunis de quoi se nourrir – et, d'autre part, à s'attaquer aux causes profondes de la faim par le biais d'interventions propres à stimuler la production vivrière, à relever les niveaux d'employabilité et à réduire la pauvreté.

Dans certains cas, les deux fronts d'action peuvent converger dans un «cercle vertueux» qui associe meilleure alimentation, accroissement des disponibilités vivrières, hausse des revenus et amélioration de la sécurité alimentaire. Voilà ce qu'a montré le programme Faim Zéro institué au Brésil, où les achats de nourriture destinée aux repas à l'école et à d'autres programmes sociaux sont faits auprès des petites et moyennes exploitations agricoles locales.

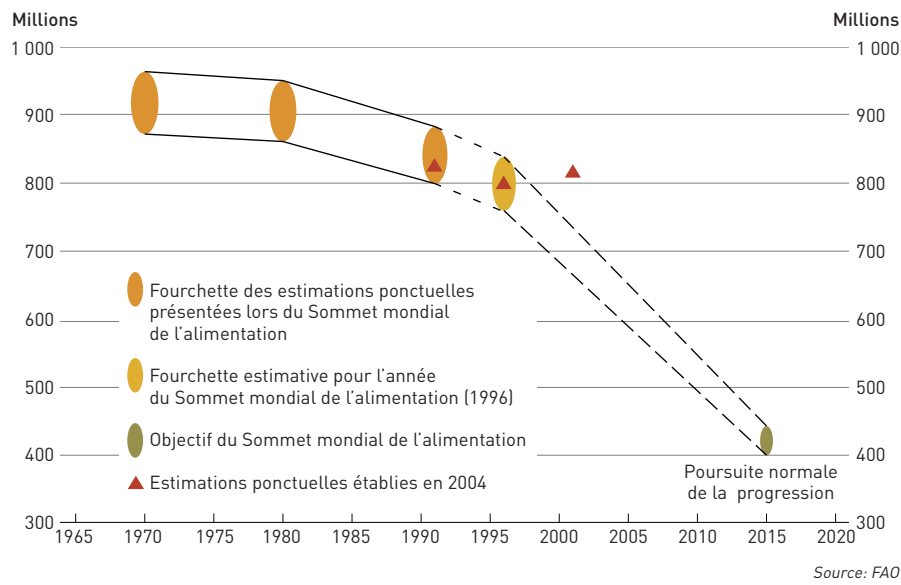
### **Nous ne pouvons pas renoncer à faire mieux, nous n'en avons pas les moyens**

---

Sur le plan moral, la seule pensée d'un enfant qui meurt toutes les cinq secondes de faim ou des conséquences de la sous-alimentation devrait suffire à nous convaincre que nous ne pouvons pas laisser ce fléau



### Nombre de personnes sous-alimentées dans le monde en développement: ordres de grandeur sur la base d'observations et de projections, comparaison avec l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation



poursuivre ses ravages. Il semblerait que tout soit dit.

En termes économiques, les données sont plus complexes, quoique tout aussi probantes. Chaque enfant dont le développement physique ou mental est retardé parce qu'il ne mange pas à sa faim perdra, au cours de sa vie, entre 5 et 10 pour cent de ses possibilités de revenu. À l'échelle planétaire, chaque année sans progrès sur le front de la faim provoquera des décès et des invalidités coûtant aux pays en développement, en valeur actualisée, la somme de 500 milliards de dollars EU, voire davantage, du fait des pertes de productivité correspondantes.

Cet écrasant fardeau échoit à ceux qui, précisément, n'ont pas les moyens de le supporter, des gens qui survivent avec moins d'un dollar par jour, des pays dont l'économie et le développement sont minés ou freinés par le manque de productivité et une pénurie de ressources.

Les études de l'Academy for Educational Development dont fait état la présente publication indiquent que, contre la modeste somme de 25 millions de dollars EU par année, 15 pays d'Afrique et d'Amérique latine pourraient réduire de moitié les carences en protéines de leur population d'ici 2015. Prolongé sur 10 ans, un investissement de cet ordre couvrirait des interventions ciblées permettant de

sauver presque 900 000 vies d'enfants, et rapporterait à long terme plus d'un milliard de dollars en gains de productivité.

Dans le cadre d'une estimation des coûts et des gains liés aux mesures à prendre pour accélérer les progrès en vue de la réalisation de l'objectif du Sommet, la FAO a calculé qu'un investissement public annuel de 24 milliards de dollars EU axé sur la protection de la vie et de la santé des populations, conjugué à des fonds complémentaires de source privée, conduirait à une hausse annuelle du PIB équivalant à 120 milliards de dollars EU.

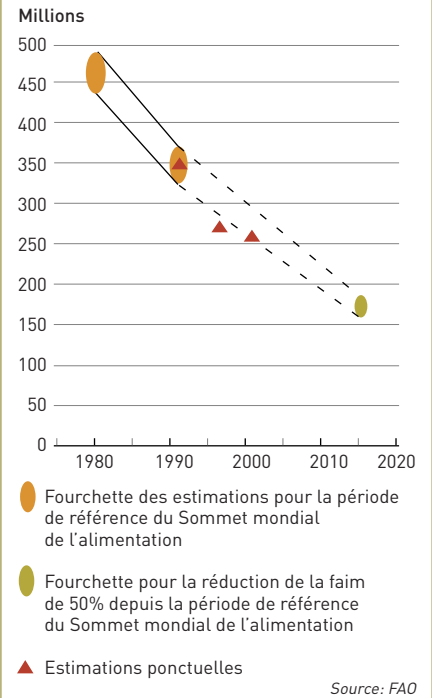
En termes plus simples, la question n'est pas de savoir si nous avons les moyens d'adopter les mesures urgentes qui s'imposent pour atteindre ou dépasser l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, mais plutôt de savoir si nous avons les moyens de ne pas le faire. Et la réponse, haute et claire, est non. Les personnes souffrant de la faim ne peuvent pas attendre. Le reste de la famille humaine non plus.



Jacques Diouf  
Directeur général de la FAO

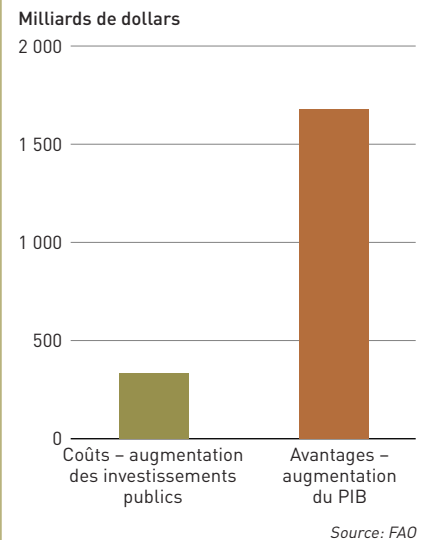
### La courbe des progrès

Nombre de personnes sous-alimentées dans la trentaine de pays qui ont fait de réels progrès vers la réalisation de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation



### Les progrès et leurs résultats

Augmentation de l'investissement public pour accélérer les progrès et atteindre l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, 2002-2015: estimation des coûts et avantages



# La sous-alimentation dans le monde

## Dénombrement des victimes de la faim: dernières estimations

La FAO estime le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde à 852 millions pour la période 2000-2002, soit 815 millions de personnes dans les pays en développement, 28 millions dans les pays en transition et 9 millions dans le monde industrialisé.

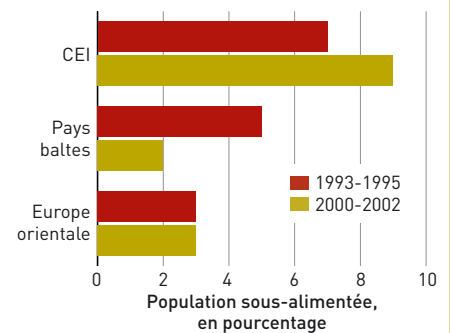
Dans les pays en développement, le nombre de victimes de la faim chronique n'a diminué que de 9 millions entre 1990-1992, période de référence du Sommet mondial de l'alimentation, et 2000-2002. Durant la deuxième moitié de la décennie, ce nombre a grimpé annuellement de presque 4 millions, annulant aux deux tiers la réduction de 27 millions enregistrée au cours des cinq années précédentes.

Ce renversement de tendance à mi-parcours s'explique principalement par l'évolution de la situation en Chine et en Inde. La Chine a fait des pas de géant durant la première moitié de la décennie, soustrayant presque 50 millions de personnes des rangs des sous-alimentés. En Inde, le chiffre correspondant est de 13 millions. Les progrès combinés de ces deux pays ont poussé à la baisse le total mondial, cela en dépit d'une

### La sous-alimentation dans les pays en transition

Dans les pays en transition, le nombre de personnes sous-alimentées a grimpé de 23 millions à 28 millions depuis le démantèlement de l'Union soviétique, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie en 1991-1993.

En effet, c'est dans la Communauté des États indépendants (CEI) que l'augmentation et la prévalence de la sous-alimentation sont les plus fortes; dans ces pays, elle touche non plus 7 pour cent mais 9 pour cent de la population.



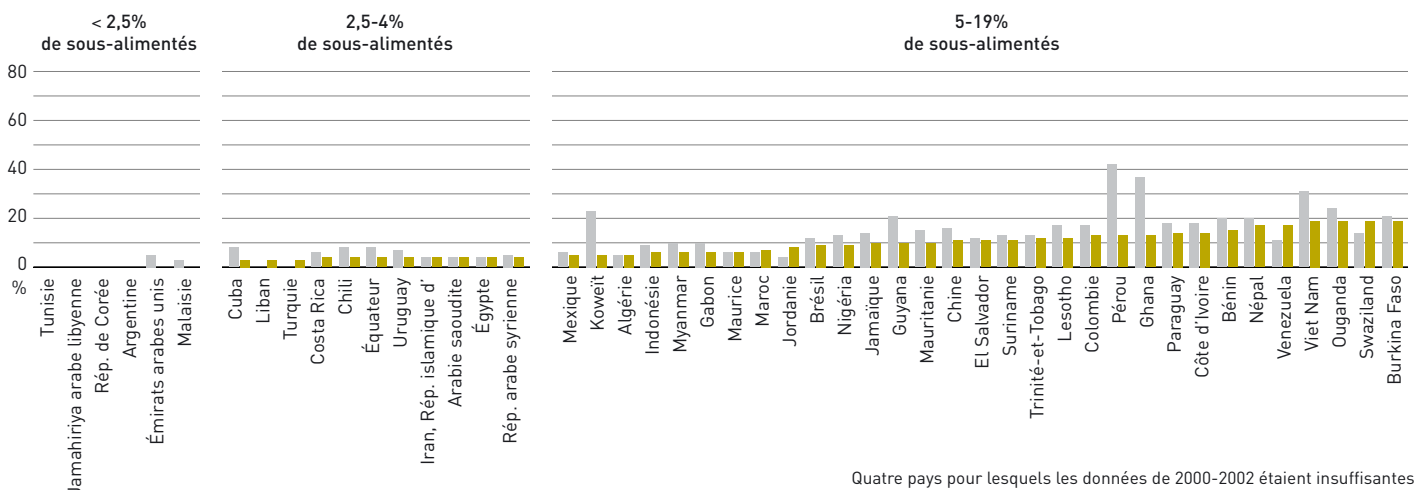
Source: FAO

augmentation de 34 millions du nombre des gens sous-alimentés dans le reste du monde en développement. Toutefois, dans la deuxième moitié de la période décennale, le rythme de cette réduction a ralenti en Chine, n'atteignant plus que quatre millions. Pendant ce temps, en Inde, le nombre des victimes de la faim chronique faisait un bond de 18 millions.

Mais le tableau n'est pas complètement sombre. Tout comme les gains en Chine et en Inde ont masqué durant les

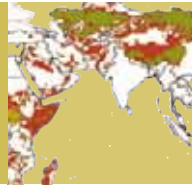
cinq premières années les reculs affichés ailleurs, la performance mitigée des deux géants asiatiques durant les cinq années suivantes cache une amélioration appréciable des tendances dans les autres pays en développement. Ainsi, après avoir grimpé de près de 7 millions par année, le nombre des victimes de la faim chronique dans les pays en développement, Chine et Inde exclues, s'est stabilisé durant la deuxième moitié de la période décennale et ne représentait plus que 18 pour cent

### Proportion de la population sous-alimentée dans les pays en développement, 1990-1992 et 2000-2002

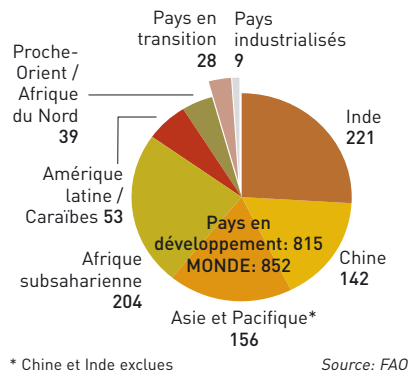


Quatre pays pour lesquels les données de 2000-2002 étaient insuffisantes - Afghanistan, Iraq, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Somalie - ne sont pas inclus dans ce graphique.

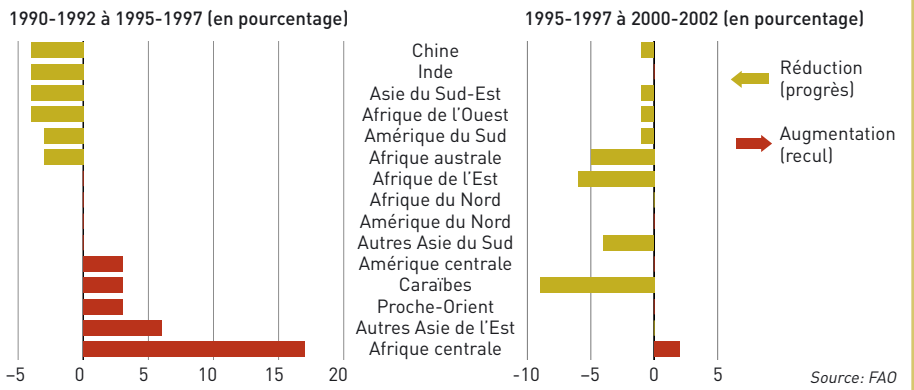




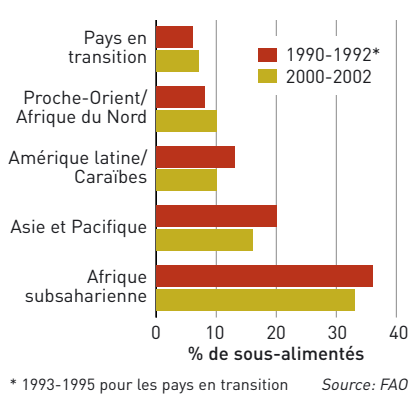
### Nombre de personnes sous-alimentées, 2000-2002 (millions)



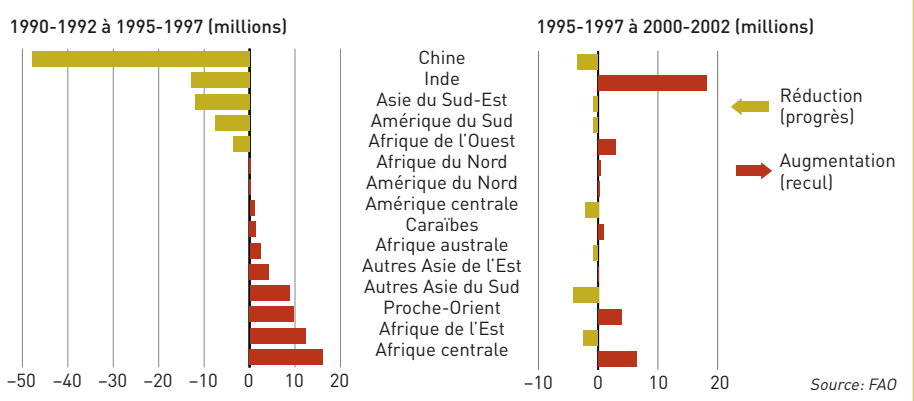
### Variations de la proportion des personnes sous-alimentées dans les sous-régions en développement



### Proportion des personnes sous-alimentées, par région



### Variations du nombre de personnes sous-alimentées dans les sous-régions en développement



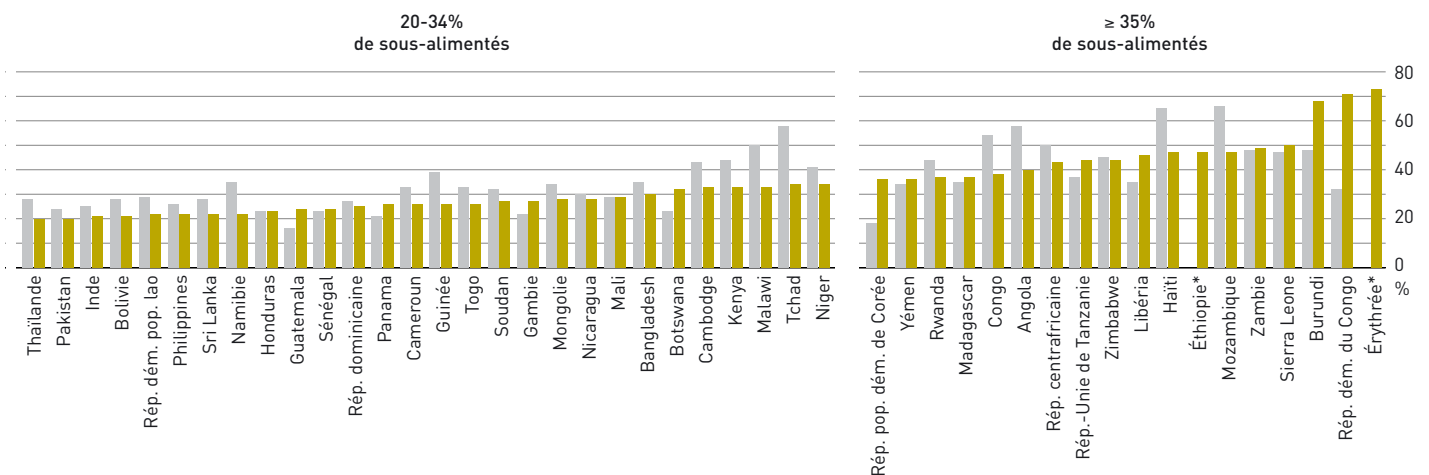
de la population totale, comparativement à 20 pour cent.

La bonne nouvelle, c'est que le virage le plus net dans les tendances concerne

l'Afrique subsaharienne. Entre 1995-1997 et 2000-2002, le nombre d'habitants sous-alimentés du continent a augmenté de 1 million par an contre 5 millions par an,

ce qui correspond à 33 pour cent de la population totale au lieu des 36 pour cent affichés de manière à peu près constante de 1990-1992.

Bandes grises: 1990-1992 Bandes colorées: 2000-2002 Pays regroupés en fonction de la prévalence de la sous-alimentation en 2000-2002



\* L'Éthiopie et l'Érythrée ne constituaient pas des entités séparées en 1990-1992.

# La sous-alimentation dans le monde

## Le coût humain de la faim: des millions de décès prématurés et de vies brisées par l'invalidité

La faim et la sous-alimentation font des ravages parmi les êtres humains, les ménages, les collectivités et les nations. Le manque de nourriture et les carences en vitamines et minéraux essentiels coûtent la vie à 5 millions d'enfants chaque année; dans les pays en développement, ils coûtent l'équivalent de 220 millions d'années de vie productive aux familles touchées par les décès prématurés et les incapacités liés à la sous-alimentation; enfin, ils coûtent au monde en développement des milliards de dollars en potentiel de productivité et de consommation ruiné.

### Le cercle vicieux de la pauvreté

Chaque année, plus de 20 millions de bébés de poids insuffisant voient le jour dans les pays en développement. En Inde et au Bangladesh, ils comptent pour plus de 30 pour cent des naissances.

Ces nouveau-nés partent perdants dans la vie. Ils courent des risques certains de

mourir en bas âge, d'éprouver durant l'enfance un retard de croissance physique ou mentale et, une fois adultes, de présenter une capacité limitée de travail et de gain; quant aux filles, elles sont menacées de mettre au monde, plus tard, des enfants de poids insuffisant (voir le diagramme).

Comparés à la normale, les nouveau-nés de moins de 2,5 kg ont quatre fois plus de chances de mourir à la naissance, et 18 fois plus s'ils pèsent moins de 2,0 kilogrammes. Ils afficheront également des taux bien plus élevés de sous-alimentation et de petite taille aux stades ultérieurs de leur vie. Une étude menée au Guatemala révèle que les bébés de sexe masculin de poids insuffisant à la naissance présentent à l'adolescence un déficit de 6,3 cm (taille), et de 3,8 kg (poids); chez les filles, les données correspondantes sont de 3,8 centimètres et de 5,6 kg.

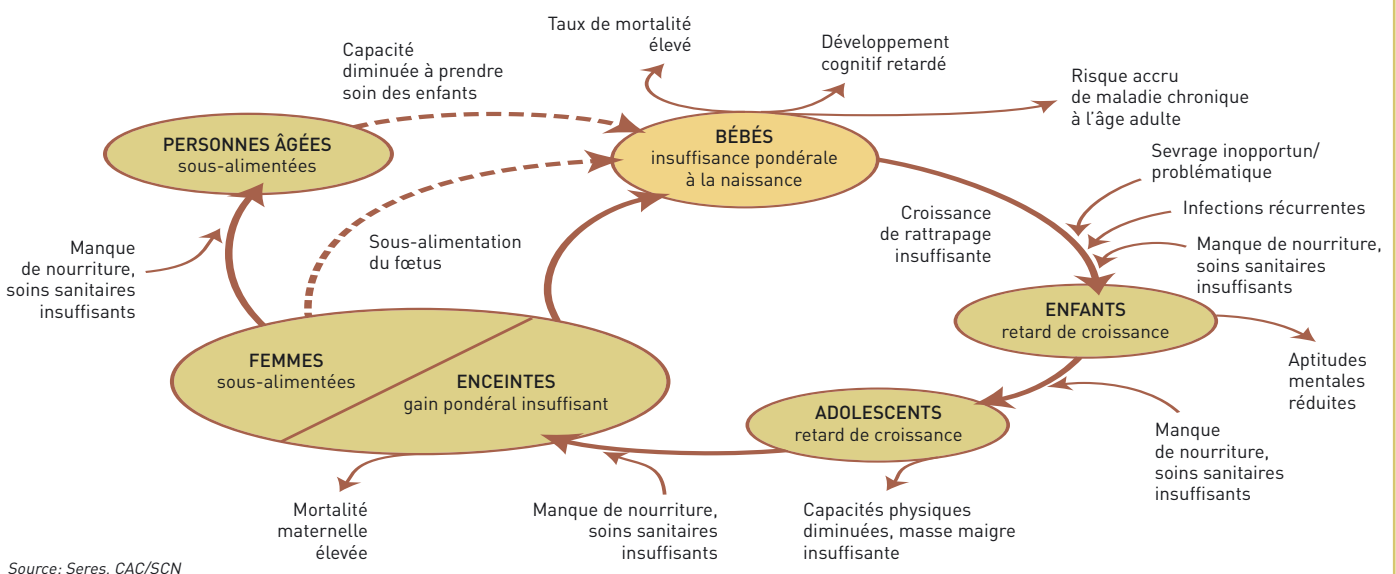
Près du tiers des enfants du monde en développement ont un retard de croissance suffisant pour mettre en cause la sous-alimentation chronique. Or, la petite taille,

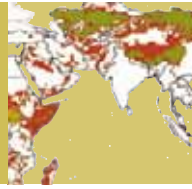
comme l'insuffisance pondérale, est liée non seulement à une prévalence accrue de maladies et de décès, de difficultés d'apprentissage et d'absentéisme scolaire durant l'enfance, mais, plus tard et pour le reste de l'existence, à une productivité et à des revenus moindres.

Lorsque le retard de croissance se manifeste avant l'âge de cinq ans, les dommages infligés au corps et à l'esprit sont généralement irréversibles (voir le graphique). Leurs conséquences – santé ruinée, avenir détruit – ne frappent pas seulement les victimes elles-mêmes mais se répercutent sur la génération suivante, les mères sous-alimentées donnant à leur tour naissance à des bébés de poids insuffisant. La petite taille maternelle est d'ailleurs, avec l'insuffisance pondérale et la faible prise de poids durant la grossesse, l'un des meilleurs indicateurs de risque d'insuffisance pondérale chez le nouveau-né.

La sous-alimentation et le retard de croissance sont fréquemment accompa-

### Impact de la faim et de la sous-alimentation à tous les stades de l'existence





gnés de carences en vitamines et minéraux, lesquelles touchent près de deux milliards d'êtres humains. Une insuffisance même légère de ces nutriments accroît sensiblement les risques de maladies graves et de décès. Elle peut aussi entraîner des déficiences cognitives permanentes chez les enfants et une perte de productivité irréversible chez les adultes. On sait, par exemple, que la carence en fer est liée chez la mère au risque de mourir en couches, chez l'enfant, aux handicaps moteurs ou intellectuels, et chez l'adulte, à une capacité de travail limitée. Or, elle concerne quelque 1,7 milliard de personnes sur la planète, dont la moitié souffrent d'anémie pour cette raison.

### Dénutrition et mortalité infantile

Plus des trois quarts des décès d'enfants ont pour origine des maladies néonatales ou infectieuses peu nombreuses et qui répondent aux traitements, en particulier la diarrhée, la pneumonie, la malaria et la rougeole. Une forte moitié de ces décès sont imputables à la vulnérabilité particulière des enfants sous-alimentés et de poids insuffisant (voir le graphique). Les carences en oligo-éléments aggravent d'ailleurs le péril des maladies infantiles. C'est ainsi qu'une carence en vitamine A augmente de 20 à 24 pour cent le risque de mourir des suites d'un accès de diarrhée, de pneumonie, ou de malaria.

Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 3,7 millions de décès dans le monde étaient liés en 2000 à l'insuffisance pondérale, et de 750 000 à 850 000 autres, à une carence dans l'un des trois oligo-éléments essentiels que sont le fer, la vitamine A et le zinc.

Une étude menée dans 59 pays en développement sur les tendances de la sous-alimentation et de la mortalité infantile entre 1966 et 1996 a révélé qu'une réduction des taux d'insuffisance pondérale entraîne une importante chute de la mortalité infantile, quelles que soient les variations des autres facteurs socio-économiques ou de politique publique en cause.

On apprend dans cette étude qu'une baisse de 60 pour cent du taux d'insuffisan-

ce pondérale a fait reculer de 16 pour cent les décès d'enfants en Amérique latine, et de 27 pour cent en Asie, au Proche-Orient et en Afrique du Nord. En Afrique subsaharienne, les programmes de vaccination, les antibiotiques et d'autres améliorations apportées à la prestation des soins de santé ont suffi à redresser la situation en dépit d'une hausse du taux d'insuffisance pondérale. Mais si la région avait progressé au même rythme que les autres à ce chapitre, les décès d'enfants auraient diminué bien davantage, à savoir de 60 pour cent plutôt que de 39 pour cent. Quant à l'avenir, les auteurs estiment qu'une réduction de 5 points de pourcentage de la prévalence de l'insuffisance pondérale pourrait se traduire par une baisse de quelque 30 pour cent de la mortalité chez les enfants.

Selon d'autres résultats de recherche récents, des interventions réalisables aujourd'hui, et qu'il serait possible concrètement d'étendre aux pays en développement, permettraient de réduire des deux tiers environ le nombre des décès d'enfants. Dans les 42 pays où plus de 90 pour cent de ces décès surviennent, il suffirait de quelques mesures alimentaires efficaces et peu coûteuses – allaitement maternel, complément d'alimentation, suppléments de vitamine A et de zinc – pour abaisser le taux de 25 pour cent, c'est-à-dire pour sauver 2,4 millions de jeunes vies chaque année.

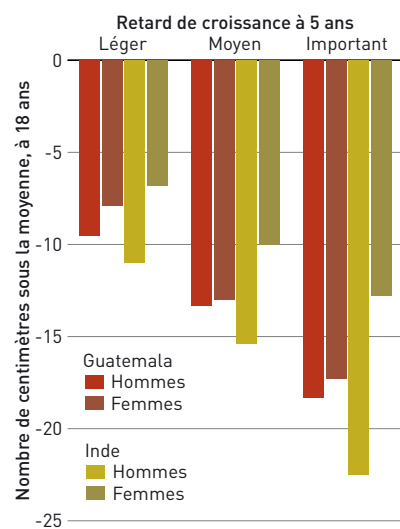
### Le coût de la faim exprimé en EVCI

Les personnes qui survivent à la sous-alimentation durant l'enfance sont nombreuses à souffrir d'incapacités physiques et intellectuelles permanentes. L'un des moyens de mesurer l'incidence de la sous-alimentation sur la santé et l'espérance de vie est l'indicateur EVCI (Espérance de vie corrigée de l'incapacité); celui-ci mesure la somme des années de vie perdues pour cause de mort prématurée ou d'incapacité, somme pondérée en fonction de la gravité de certaines maladies.

Une étude parrainée par l'OMS et la Banque mondiale, la Global Burden of Disease Study, fait état des années de vie saine perdues attribuables à toutes sortes de maladies ou de maux, évaluant leur pourcentage par facteur de risque – dont la sous-alimentation juvénile et maternelle. Dans la dernière édition de cette publication, l'insuffisance pondérale est en tête des facteurs de risque à l'échelle mondiale (voir le graphique page suivante); dans les pays en développement à taux de mortalité élevé – groupe de près de 70 pays avec une population globale dépassant 2,3 milliards de personnes – elle arrive première tant pour les décès prématurés que pour l'EVCI.

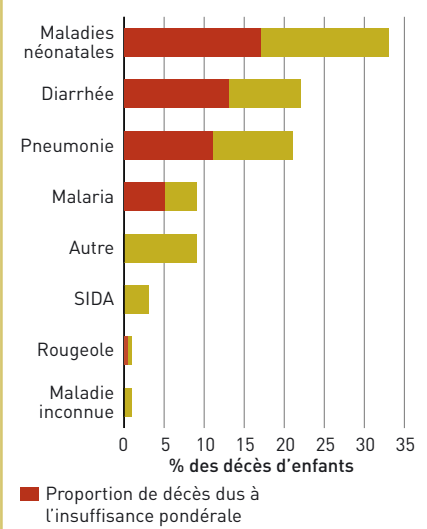
Six des 10 principaux facteurs de risque touchant l'EVCI dans ces pays sont liés à la faim et la sous-alimentation. Mentionnons

### Persistance à l'âge adulte du déficit de taille infantile



Source: Martorell, Khan et Schroeder

### Mortalité infantile dans le monde, par cause

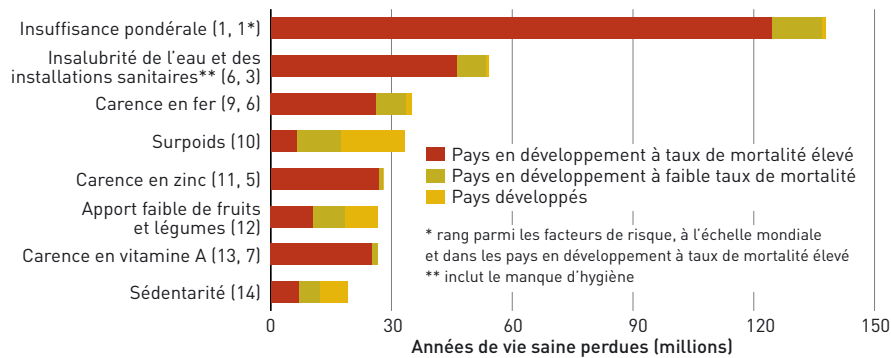


■ Proportion de décès dus à l'insuffisance pondérale

Source: Black, Morris et Bryce

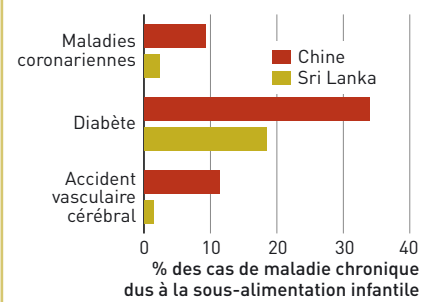
# La sous-alimentation dans le monde

## Années de vie saine perdues, par facteur de risque lié à la nutrition, 2000



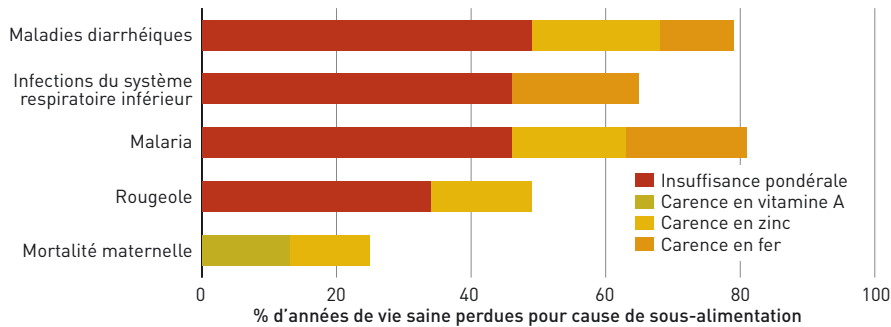
Source: OMS

## Maladies chroniques et sous-alimentation infantile, Chine et Sri Lanka



Source: Popkin, Horton et Kim

## Facteurs de risque nutritionnels pour les enfants et les femmes en couches dans les pays en développement à taux de mortalité élevé, 2000



Source: OMS

notamment l'insuffisance pondérale, les carences en zinc (au cinquième rang), en fer (sixième) et en vitamine A (septième), ainsi que l'insalubrité de l'eau et les lacunes en matière d'installations sanitaires et d'hygiène (troisième rang). Ces dernières aggravent la sous-alimentation en provoquant des infections qui entravent la digestion et la bonne assimilation des éléments nutritifs (voir le graphique).

La moitié des années de vie saine perdues imputables à la diarrhée, à la pneumonie et à la malaria dans les pays en développement à taux de mortalité élevé ont pour cause première une insuffisance de poids. Lorsque les carences en oligo-éléments figurent dans l'équation, la sous-alimentation explique non plus 60 pour cent mais 80 pour cent des années perdues liées à ces maladies.

Bien évidemment, l'insuffisance pondérale et les carences en oligo-éléments sont des facteurs de risque moins dominants dans les pays en développement plus avancés où les taux de mortalité sont plus

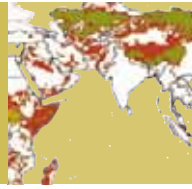
bas. Il n'empêche que, là aussi, les maux d'origine nutritionnelle sont à rattacher de près aux décès et incapacités. Dans cette catégorie de pays, qui inclut la Chine, plusieurs autres pays d'Asie et presque toute l'Amérique du Sud, l'insuffisance pondérale et la carence en fer sont au nombre des 10 facteurs de risque les plus importants, à côté du surpoids et de diverses autres déficiences nutritionnelles prédisposant aux maladies chroniques non transmissibles comme la maladie ischémique du cœur, l'hypertension artérielle et le diabète.

En général, ces maladies chroniques sont liées non pas au manque, mais à l'excès de nourriture. Les études montrent cependant qu'un poids insuffisant à la naissance et la dénutrition en bas âge aggravent le risque de devenir obèse à l'âge adulte ou d'être atteint d'une maladie d'origine nutritionnelle (voir aussi la page 23). En Chine, on attribue à la dénutrition infantile plus de 30 pour cent des cas de diabète de même qu'environ 10 pour cent des accidents vasculaires céré-

braux et des maladies coronariennes (voir le graphique).

Globalement, et sans compter son incidence sur les maladies chroniques touchant les adultes, la dénutrition des enfants et des mères entraîne, selon les estimations, une perte de plus de 220 millions d'années de vie saine dans le monde en développement. Quand on prend en compte les autres facteurs de risque liés à la nutrition, ce nombre atteint presque 340 millions, la moitié du total enregistré dans tout le monde en développement.

Ces chiffres représentent un déficit de productivité équivalent à celui que provoquerait la disparition ou la mise en état d'incapacité d'une population supérieure à celle des États-Unis. Ils illustrent aussi l'incommensurable souffrance que la catastrophe planétaire de la faim continue de causer à des millions de familles, de même que l'insupportable fardeau économique qui pèse sur l'ensemble du monde en développement.



# Le fardeau économique de la faim: des milliards perdus en productivité, revenus et potentiel de consommation

Quiconque fait le calcul du nombre de vies fauchées par la faim ou brisées par l'incapacité qu'elle engendre n'a aucun doute: la faim est moralement inacceptable. Et lorsqu'on mesure le coût du déficit de productivité qui s'ensuit année après année, il devient clair qu'elle est également intolérable du point de vue économique, non seulement pour les victimes mais pour les pays dont elle compromet le développement et la prospérité.

Le coût de la faim prend plusieurs formes. La première, et la plus évidente, est le fardeau économique direct de dégâts qu'il faut réparer. Pensons par exemple aux dépenses médicales liées au traitement des grossesses à problème et des accouchements de femmes anémiques ou de poids insuffisant, et aux soins des enfants atteints gravement, et à répétition, par la malaria, la pneumonie, la diarrhée ou la rougeole parce que leur organisme et leur système immunitaire sont affaiblis par la faim.

Un calcul très approximatif des coûts médicaux directs associés à la sous-alimentation infantile et maternelle dans les pays en développement, fondé sur la pro-

portion des années de vie saine perdues imputable à la faim, donne un total annuel de quelque 30 milliards de dollars EU, plus de cinq fois les sommes engagées à ce jour dans le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme.

Or, cela n'est rien à côté des coûts indirects que représente la perte de productivité et de revenus attribuable aux décès prématurés, aux incapacités, à l'absentéisme scolaire et aux occasions manquées de s'instruire et de travailler. Selon des estimations provisoires, les coûts indirects de la faim seraient de l'ordre de centaines de milliards de dollars.

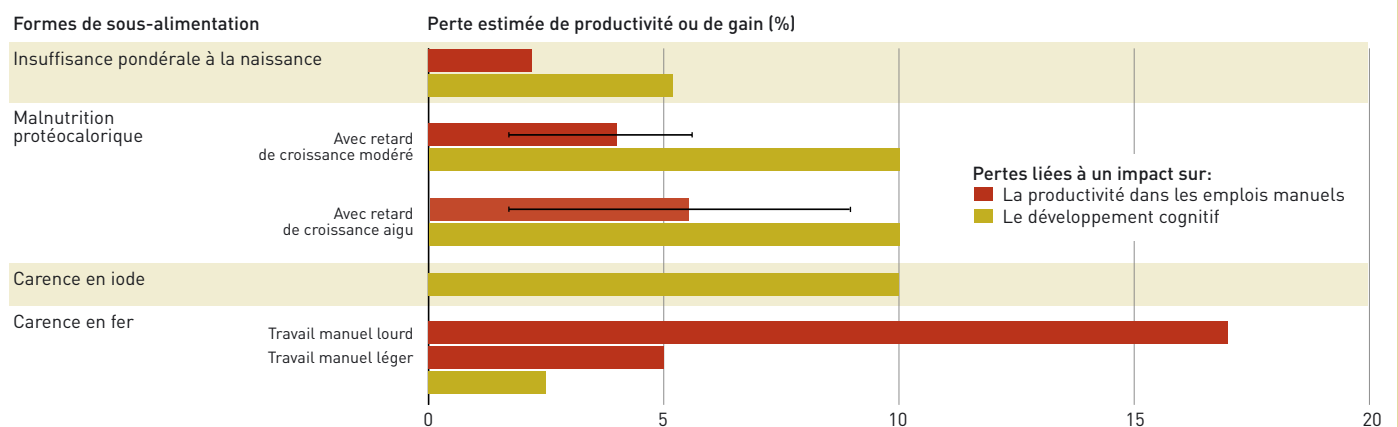
Ces coûts, directs ou indirects, sont le prix de la complaisance, le prix du renoncement face à la persistance de la faim parmi tant d'êtres humains. Ils sont inacceptables non seulement en termes absolus mais en comparaison de ce qu'il en coûterait pour prévenir et éliminer la faim et la sous-alimentation. De nombreuses études affirment que chaque dollar investi dans des interventions correctement ciblées sur la pénurie de nourriture et les carences en oligo-éléments rapporterait l'équivalent de 5 à 20 dollars.

## Les enfants paient le prix de la faim leur vie durant

Les estimations des coûts indirects de la faim sont généralement basées sur des études déterminant l'impact de formes spécifiques de sous-alimentation sur le développement physique et mental et le corrélant avec la diminution de la productivité et des revenus (voir le schéma). Ces études montrent notamment que:

- Les adultes ayant souffert d'un retard de croissance sont moins productifs et gagnent moins dans les métiers manuels (les retards de croissance sont causés par l'insuffisance pondérale à la naissance et les carences en protéocalories).
- Chaque année scolaire ratée durant l'enfance se traduit par une forte réduction des revenus la vie durant. Le sous-poids à la naissance, le retard de croissance et les carences en oligo-éléments ont tous été liés à une diminution de la fréquentation scolaire. Un suivi rigoureux d'enfants zimbabwéens touchés par la sécheresse a révélé que la sous-alimentation durant les mois critiques de développement avait réduit

### Impact de diverses formes de sous-alimentation sur la production et le gain d'une vie



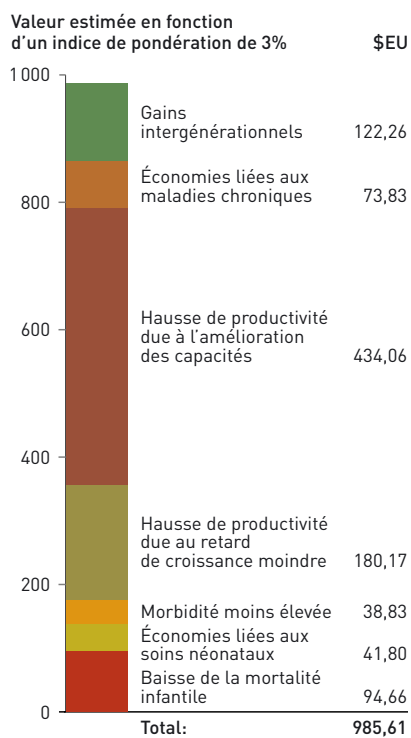
Source: Alderman et Behrman; Horton et Ross; Horton

# La sous-alimentation dans le monde

leur taille de 4,6 cm en moyenne et leur fréquentation scolaire de presque une année. Ces chiffres peuvent paraître négligeables mais ils correspondent à une perte de revenu estimée à 12 pour cent sur la durée de vie.

- L'affaiblissement des aptitudes cognitives, mesurée par des tests de quotient

## Estimation du gain que représente un nourrisson sous-alimenté en moins



Source: Alderman, Behrman et Hoddinott

intellectuel, mine la productivité et la capacité de gain. Selon les études, la carence en iode, qui atteint quelque 13 pour cent de la population mondiale, se traduirait par un écart de 10 à 15 points dans les résultats de tests de quotient intellectuel et réduirait la productivité de 10 pour cent.

Conjugués aux statistiques disponibles sur la prévalence de diverses formes de sous-alimentation, ces résultats permettent d'estimer de manière provisoire les coûts de la faim à l'échelle des pays et de la planète.

Un examen détaillé de la question révèle, par exemple, que sur une vie complète, l'économie réalisée pour chaque nourrisson échappant à l'insuffisance pondérale atteindrait près de 1 000 dollars EU (voir le graphique). Les bébés nés en sous-poids chaque année dans les pays en développement sont au nombre de 20 millions; l'inaction sur ce front pendant une année de plus coûterait donc quelque 20 milliards de dollars EU.

Ces économies s'appliquent tant aux coûts directs des soins aux nourrissons, aux malades et aux personnes souffrant de maladies chroniques, qu'aux coûts indirects liés à la perte de productivité pour cause d'interruption de la vie active ou de handicaps physiques ou mentaux. Comme elles sont estimées à leur valeur courante sur la base d'une augmentation de la productivité la vie durant, un indice de pondération est appliqué pour tenir compte de l'inflation et de la possibilité que les gens ne survivent pas ou que la

durée de leur vie active soit inférieure à la normale.

## Estimation des pertes sur toute une vie

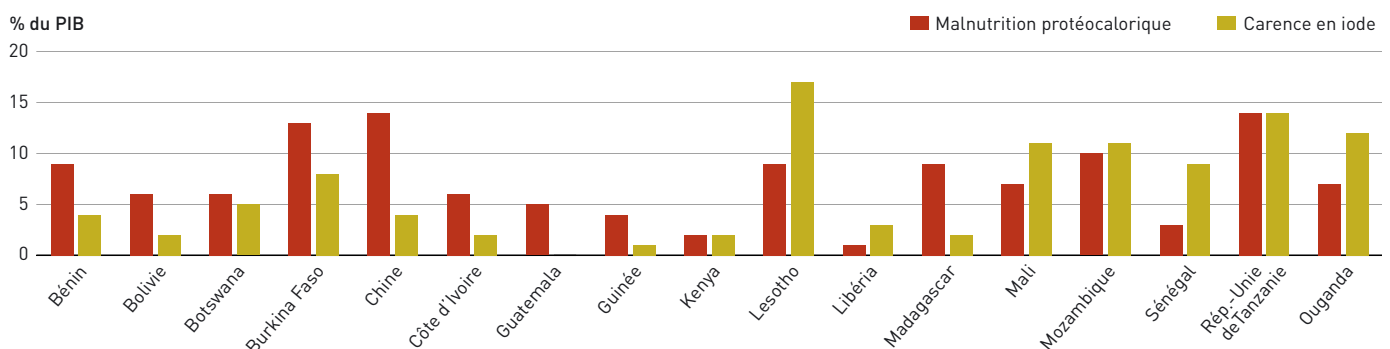
L'Academy for Educational Development (AED) a mis au point une méthodologie et des logiciels permettant de mesurer les coûts de diverses formes de sous-alimentation et les avantages d'intervenir pour la réduire ou l'éliminer. À partir de données sur 25 pays obtenues de l'AED, la FAO a calculé que, si les carences en iode et la malnutrition protéocalorique persistaient à leur niveau actuel pendant encore 10 ans, les dépenses qui leur sont liées atteindraient en valeur actualisée jusqu'à 15 pour cent du PIB annuel (voir le graphique).

Parallèlement, on a estimé dans un groupe de 10 autres pays les coûts annuels à long terme rattachés à la persistance des carences en fer à leur niveau actuel. En pourcentage du PIB, les dépenses en valeur actualisée liées à l'anémie ferriprive varient entre 2 pour cent environ pour le Honduras et 8 pour cent pour le Bangladesh (voir le graphique à la page suivante). Mais en Inde, où le PIB en 2002 dépassait 500 milliards de dollars EU, l'estimation est plutôt de l'ordre d'au moins 30 milliards de dollars EU.

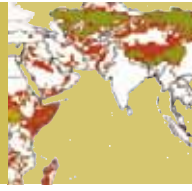
Il s'agit là, comme pour les données de l'AED, de coûts actualisés se rapportant à des formes spécifiques de sous-alimentation et calculés sur la durée d'une vie. Si l'on estime, par exemple, que l'anémie coûte au Bangladesh l'équivalent de 8 pour

## Coûts de la malnutrition protéocalorique et de la carence en iode

Estimation pondérée des coûts à long terme de la persistance aux niveaux actuels, pendant encore 10 ans, de la malnutrition protéocalorique et de la carence en iode, en pourcentage de la valeur annuelle du PIB, pour un choix de pays.

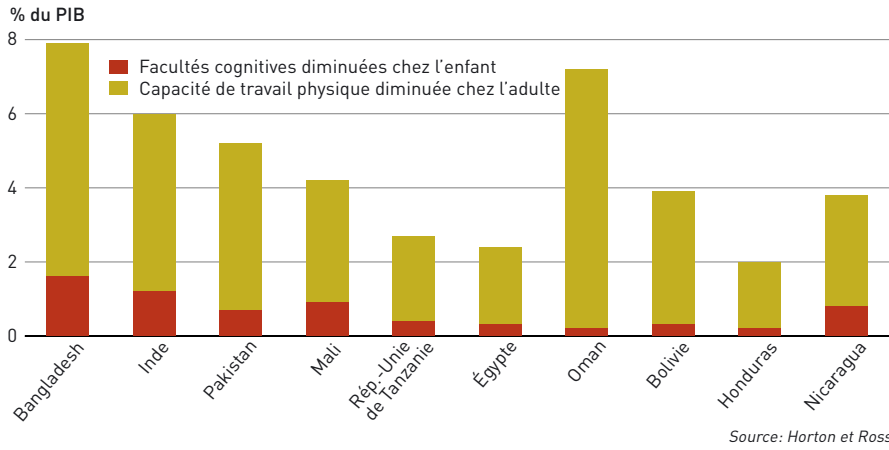


Source: FAO, à partir des données de l'AED



## Coûts de l'anémie ferriprive

Estimation pondérée des coûts à long terme de la persistance aux niveaux actuels, pendant encore 10 ans, de l'anémie ferriprive, en pourcentage de la valeur annuelle du PIB, par pays



Source: Horton et Ross

cent de son PIB, cela ne signifie pas qu'elle ampute le PIB de 8 pour cent par année, mais que, chaque année où l'on continuera de négliger de combattre l'anémie, les dépenses (en valeur courante) qu'il faudra engager sur la durée de vie des enfants actuellement âgés de cinq ans s'élèveront à 8 pour cent du PIB annuel.

Ces chiffres sont cependant loin de rendre compte de tout le fardeau économique de la faim. Ainsi:

- ils s'appliquent aux activités commerciales seulement, excluant la valeur du travail effectué au foyer;
- ils ne prennent pas en compte le fait que les salaires devraient augmenter au fil des ans;
- ils ne prennent généralement pas en compte, non plus, le problème de la transmission de la sous-alimentation d'une génération à l'autre, les mères sous-alimentées mettant au monde des bébés de poids insuffisant;
- le calcul de la valeur actualisée des coûts sur une vie entière est fondé sur des indices quelque peu arbitraires, difficiles à déterminer, et qui peuvent conduire à des variations importantes dans l'estimation des gains.

Mêmes approximatives cependant, ces mesures mettent en lumière l'énormité du coût de la faim. Considérons, sur la base de la plus faible estimation, les pertes de productivité et de revenu liées à chaque forme de sous-alimentation; rajustons-les ensuite pour tenir compte de la probabilité d'un recoupement important entre les

deux. Il se trouve que, même en fonction d'hypothèses aussi strictes que celles-ci, les coûts liés à la malnutrition protéocalorique, à l'insuffisance pondérale et aux carences en oligo-éléments s'élèveraient ensemble, en valeur actualisée courante, à 5 ou 10 pour cent au moins du PIB des pays en développement, soit un total variant entre 500 milliards et un billion de dollars EU.

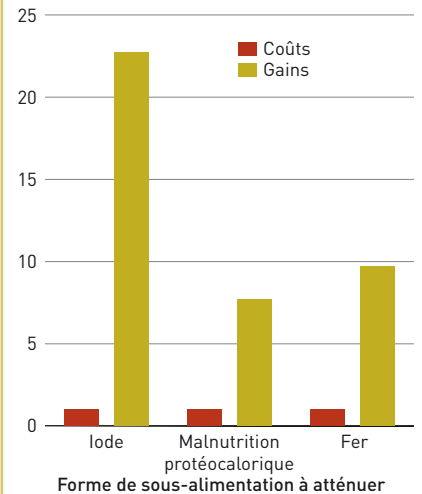
Pour les gouvernements nationaux, des manques à gagner de cette ampleur représentent évidemment un terrible fardeau. Or, les estimations de l'AED par pays montrent qu'en regard de ces sommes, les dépenses qu'il faudrait engager pour réduire ou éliminer la sous-alimentation sont minimes: dans les 25 pays visés par les statistiques de l'AED, le gain réalisable en intervenant contre la malnutrition protéocalorique est en moyenne 7,7 fois plus important que le coût des interventions. Pour les carences en fer et en iode, les multiples sont respectivement de 9,8 et 22,7 (voir le graphique).

### Le coût d'un échec en regard de l'objectif du SMA

Considérant la question sous un autre angle, la FAO a mené une étude macro-économique en vue d'évaluer l'intérêt de réduire la sous-alimentation au niveau requis pour atteindre l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA). On a calculé le gain de production qui résulterait d'un recul à 400 millions du nombre

## Coûts et gains liés aux interventions visant à réduire la faim et la sous-alimentation

Gains exprimés en multiple des coûts (coûts = 1)\*



\*Moyenne pour 25 pays selon les données de l'AED

Source: FAO, à partir des données de l'AED

de personnes sous-alimentées dans le monde en développement d'ici 2015, par comparaison avec les 600 millions prévus dans une modélisation normale (effectuée par la FAO) excluant une action concertée pour vaincre la faim.

Sur la base de l'allongement de l'espérance de vie qui résulterait d'une augmentation des disponibilités alimentaires suffisante pour atteindre l'objectif du SMA, la valeur pondérée de l'augmentation de production réalisable d'ici 2015 serait de l'ordre de 3 billions de dollars EU, ce qui se traduit par un gain annuel de 120 milliards de dollars EU.

Là encore, les chiffres sont sans doute bien en deçà de la réalité. Mais, tout comme les données de l'AED, ils révèlent clairement qu'il en coûte très cher de ne rien faire pour éliminer la faim persistante, beaucoup plus cher en tout cas que d'agir. L'étude de la FAO mentionnée plus haut indique qu'une hausse annuelle de 24 milliards de dollars EU de l'investissement public suffirait pour réaliser l'objectif du SMA et donc procurer des gains de 120 milliards de dollars EU par an.

# La sous-alimentation dans le monde

## La mesure de la faim: des estimations plus justes pour une intervention plus efficace

Les estimations de la FAO quant au nombre d'êtres humains qui sont sous-alimentés constituent la partie la plus fréquemment citée de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* et celle qui suscite le plus d'intérêt. Les chaînes d'information s'en servent invariablement pour décrire les progrès réalisés à l'égard des cibles du Sommet mondial de l'alimentation et des Objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir réduire la faim de moitié d'ici l'an 2015.

Vu toute l'attention dont ces prévisions annuelles font l'objet, on ne s'étonnera pas que la méthodologie utilisée pour les calculer soit examinée et analysée entre experts, de la FAO comme de l'extérieur. Ceux-ci ont relevé des lacunes tant dans l'éventail des données que dans les méthodes d'analyse employées par la FAO.

Soucieuse d'améliorer ses estimations, l'Organisation a tenu un colloque scientifique international en 2002 en vue de réviser les divers procédés servant à mesurer la pénurie alimentaire et la dénutrition. Depuis, elle a pris des mesures tant pour amender sa propre méthodologie que pour valider des approches différentes et complémentaires.

### Mesurer la pénurie alimentaire

Pour établir ses estimations, la FAO mesure la pénurie de nourriture, dans chaque pays, à partir de trois paramètres clés: la quantité moyenne de nourriture disponible par personne, les degrés d'inégalité dans l'accès à la nourriture et l'apport calorique minimum requis par personne.

Les données relatives aux disponibilités vivrières sont tirées des «bilans alimentaires» annuels de la FAO établis pour chaque denrée selon le calcul suivant: production nationale plus importations plus ponctions sur les réserves nationales, moins quantités exportées, gaspillées, données en pâture au bétail ou employées à

des fins autres que l'alimentation humaine; le total calorique de toute la nourriture disponible pour la consommation humaine est ensuite divisé par le nombre d'habitants, ce qui donne la valeur moyenne de l'apport calorique quotidien par personne.

Pour tenir compte des inégalités dans l'accès à la nourriture, on établit un «coefficient de variation» à partir des statistiques portant sur les ménages. Parallèlement, comme un adulte de grande taille consomme quasiment deux fois plus de calories qu'un enfant de trois ans, le calcul de l'apport calorique minimum par habitant prend aussi en compte la composition démographique par âge, sexe et taille corporelle. La FAO considère comme sous-alimentées les personnes dont la consommation quotidienne de nourriture est inférieure à l'apport calorique minimum.

La méthode de calcul employée par la FAO présente de nombreux avantages, dont celui de reposer sur des données que la plupart des pays conçoivent à peu près de la même façon et qui peuvent être mises à jour régulièrement. Elle permet donc de comparer les pays entre eux et d'une période à l'autre.

Mais ce système comporte des lacunes évidentes. Ainsi, les estimations produites par la FAO ne sont fiables et justes que dans la mesure de l'exactitude des données servant à établir les bilans alimentaires, les degrés d'inégalité et les seuils minimums de l'apport calorique quotidien. Dans de nombreux pays, les statistiques liées aux deux premiers paramètres ne sont pas sûres. Or, une variation même légère de l'un ou de l'autre peut conduire à des estimations très différentes du niveau de sous-alimentation (voir le graphique).

En outre, des prévisions fondées sur des statistiques nationales de production et de commerce ne sont guère utiles quand il s'agit de cerner les points chauds de la faim, que ce soit par région ou par groupe socioéconomique.

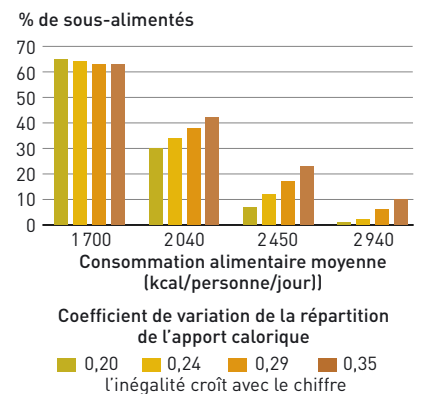
### Autres approches, autres dimensions

Bon nombre des propositions présentées au colloque en vue d'améliorer les estimations de la FAO vont dans le sens d'un recours accru aux informations obtenues par des enquêtes sur les budgets des ménages.

De ces sondages, menés dans un nombre toujours croissant de pays en développement, proviennent des données qui peuvent être utilisées dans le calcul de deux des paramètres de la FAO, soit la consommation alimentaire quotidienne et le degré d'inégalité d'accès à la nourriture. Ces données peuvent également servir à mesurer d'autres aspects de la faim et de l'insécurité alimentaire, comme la mauvaise qualité de l'alimentation et la vulnérabilité à la faim, et pour en suivre l'évolution dans différents lieux et groupes de population.

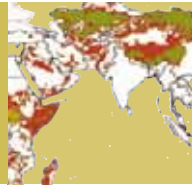
Les sondages eux-mêmes ne sont pas sans défaut, cependant. Tous les pays n'en conduisent pas à intervalle régulier et ceux qui le font ne les mettent à jour que

### Incidence de la consommation alimentaire moyenne et de l'inégalité d'accès à la nourriture sur les estimations de sous-alimentation



Source: FAO





tous les trois à cinq ans; de plus, il arrive souvent que les résultats ne permettent pas de comparer les pays ou même les sondages entre eux. Ils ont donc une utilité limitée en ce qui concerne les suivis annuels, nationaux ou mondiaux.

L'état nutritionnel d'un individu se détériore en réponse au manque de nourriture mais aussi aux maladies récurrentes et aux mauvaises conditions sanitaires ou autres qui empêchent son organisme de tirer pleinement bénéfice des aliments consommés. Les estimations de la FAO ne rendent compte que de la pénurie alimentaire, mais il existe par ailleurs des indicateurs portant sur les autres facteurs liés à l'état nutritionnel, comme la proportion d'enfants accusant un retard de croissance (c'est-à-dire de taille trop courte pour leur âge) ou un poids insuffisant.

La plupart des pays collectent régulièrement des données anthropométriques de ce genre mais ils le font à intervalles de plusieurs années et limitent leurs enquêtes aux enfants.

Bien que la prévalence du retard de croissance ou de l'insuffisance pondérale soit rarement aussi forte que celle de la sous-alimentation, l'ampleur relative des deux phénomènes et leurs tendances générales coïncident habituellement (voir le graphique). Les données anthropométriques sont très utiles pour mettre en relief ces tendances de même que pour évaluer les interventions visant des groupes par-

ticulièrement vulnérables, comme les femmes et les enfants.

### Renforcer les efforts de suivi

Depuis la tenue du colloque, la FAO a travaillé de concert avec 50 pays en vue de renforcer leur capacité à appliquer les méthodes qu'utilise l'Organisation pour mesurer le manque de nourriture au sein de groupes particuliers. La consommation moyenne par habitant, l'un des paramètres clés qui sous-tendent ses estimations, peut être établie soit à partir des bilans alimentaires nationaux, soit à partir d'enquêtes sur les budget des ménages. Les chiffres fournis dans le présent rapport sont fondés sur les bilans alimentaires, seule source d'information régulière et cohérente sur la situation à l'échelle tant mondiale que régionale.

En revanche, pour ce qui est de cibler des régions géographiques ou des groupes au sein des pays, on peut appliquer la méthodologie de la FAO à des données d'enquête – touchant la consommation alimentaire et l'inégalité d'accès – récoltées auprès des ménages.

L'adoption de cette approche a permis aux autorités nationales d'utiliser des données relatives aux revenus et dépenses des ménages pour évaluer les niveaux de prévalence de la faim dans des zones géographiques particulières (urbaines, rurales résidentielles, écologiquement

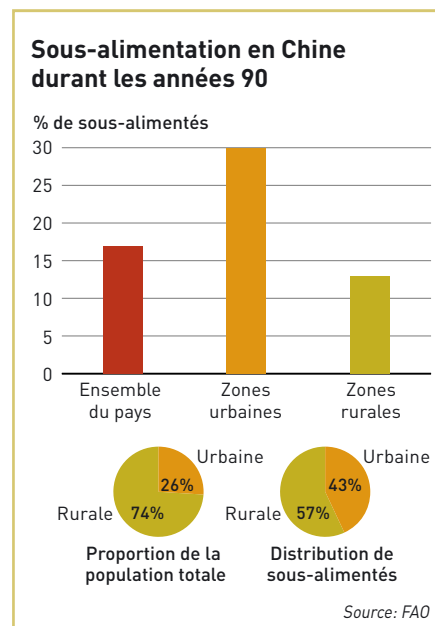
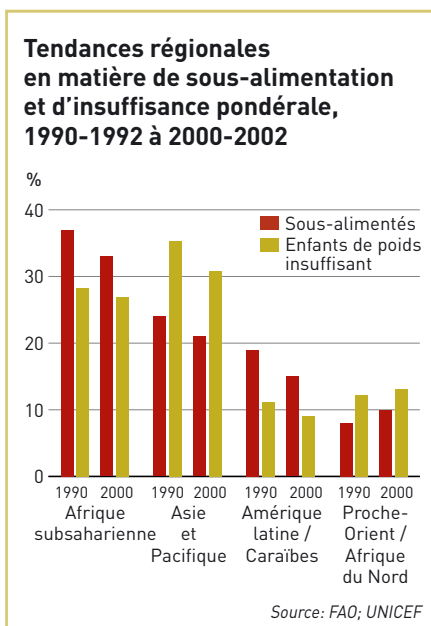
vulnérables) ou parmi des groupes définis en fonction du niveau de revenu, de l'occupation principale ou de l'activité économique (voir le graphique).

Dans ses estimations, la FAO a toujours eu recours aux données sur les budgets des ménages pour établir le coefficient de variation du paramètre «inégalité d'accès à la nourriture». Mais le coefficient étant appliqué à la série chronologique entière qui concerne un pays, on reproche à ces estimations de ne pas rendre compte des variations temporelles du paramètre inégalité.

En réponse aux critiques exprimées à ce sujet lors du colloque, l'Organisation a fait une étude sur les tendances en matière d'inégalité d'accès dans les pays en développement. L'étude a révélé que l'inégalité est en baisse dans 28 des 38 pays ayant effectué un minimum de deux enquêtes à résultats fiables et susceptibles de comparaison. Lorsque des données de cette qualité seront devenues plus faciles à obtenir, elles seront incorporées dans les estimations de l'Organisation.

Les experts commencent à se mettre d'accord sur le fait que toutes les dimensions de la faim et de la sous-alimentation, à l'échelle de la planète entière comme de chaque pays, ne peuvent être représentées à l'aide d'un seul indicateur. Par contre, on peut appliquer diverses méthodes permettant de créer un éventail d'indicateurs différents.

De grands progrès ont été faits dans cette voie. Ainsi, la FAO et la Banque mondiale ont uni leurs efforts pour élaborer des catégories de données rendant compte tout à la fois de la pénurie de nourriture, des revenus, de la consommation alimentaire et de facteurs anthropométriques. À mesure que se multiplieront les succès de cette nature, on pourra mieux suivre les progrès réalisés à l'égard des cibles du Sommet mondial de l'alimentation et des Objectifs du Millénaire pour le développement, et donc mieux orienter l'action requise de toute urgence pour accélérer ces progrès.



# La sous-alimentation dans le monde

## Les «points chauds» de la faim

En juillet 2004, 35 pays faisaient face à des crises alimentaires nécessitant une aide d'urgence. La situation n'a pas beaucoup évolué depuis la publication de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2003*: la plupart des crises continuent de toucher l'Afrique, et ont été causées par la sécheresse, un conflit ou une combinaison des deux (se reporter à la carte); et presque toutes sont de nature persistante, leur durée moyenne étant de neuf ans.

Dans la seule Afrique de l'Est, la sécurité alimentaire de plus de 13 millions de personnes a été menacée, tant en raison de l'irrégularité des pluies que des troubles civils, récents ou en cours. Dans la région du Darfour, au Soudan, les conflits ont chassé plus d'un million de personnes de leurs foyers et de leurs champs, ce qui a provoqué une crise majeure. Ailleurs dans la sous-région (parties de l'Éthiopie, de l'Érythrée, de Somalie, d'Ouganda et du Kenya), la sécheresse récurrente a

gâché les récoltes et entraîné de grosses pertes de bétail.

### Les lieux et causes de la famine: tendances

Les urgences alimentaires sont de plus en plus nombreuses depuis deux décennies. Durant les années 80, on en comptait une quinzaine par année; depuis le tournant du millénaire, la moyenne est passée à plus de 30. Cette augmentation touche surtout l'Afrique, où les crises alimentaires sont presque trois fois plus fréquentes (voir graphique).

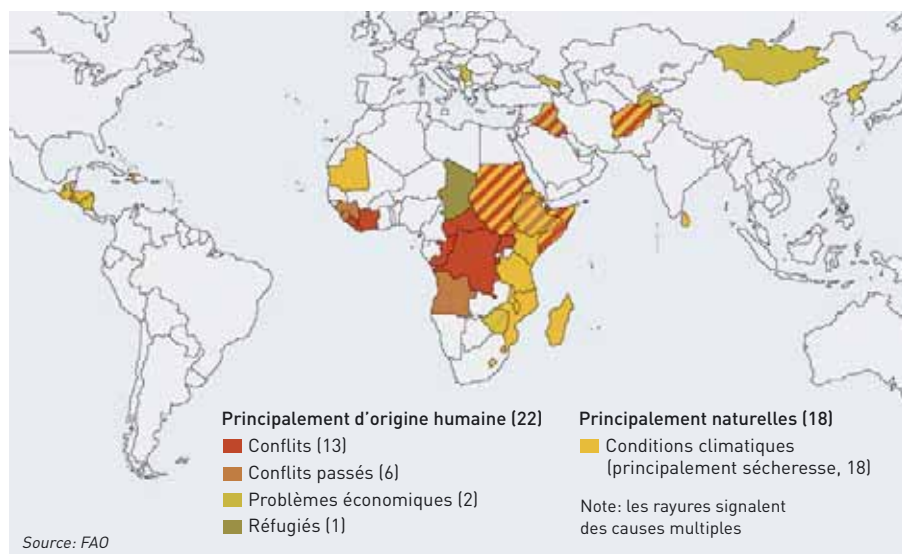
De même, les causes de la famine ont acquis un profil différent avec le temps. Depuis 1992, la proportion des urgences alimentaires principalement dues à l'action humaine (conflits, problèmes économiques) a plus que doublé, passant de 15 pour cent environ à plus de 35 pour cent (voir graphique).

Très souvent, les facteurs d'origine humaine et naturelle se renforcent les uns les autres, engendrant les crises les plus graves et les plus longues. Entre 1986 et 2004, 18 pays étaient «en crise» plus de la moitié du temps et, dans tous les cas, la guerre ou les bouleversements économiques et sociaux avaient soit provoqué soit aggravé la situation (voir graphique ci-contre). On le voit par cet exemple, les crises prolongées et fréquentes entraînent dans leur sillage une sous-alimentation répandue et chronique. D'après les dernières estimations de la FAO, 13 de ces 18 pays comptent parmi ceux où plus de 35 pour cent de la population ne mange pas à sa faim.

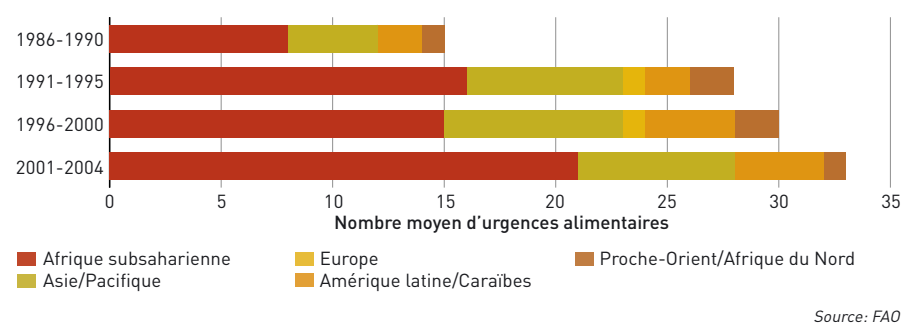
### Surveiller les «points chauds» de la faim

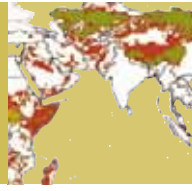
Pour pouvoir identifier et surveiller les éventuels «points chauds» de la faim, il faut prendre en considération la géographie

### Principales causes des urgences alimentaires, 2003-2004

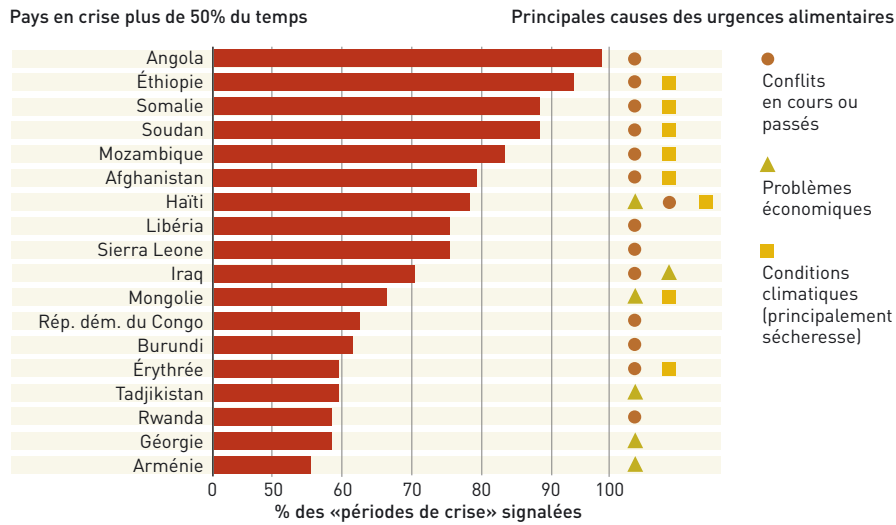


### Urgences alimentaires par région





### Fréquence et causes principales des urgences alimentaires chroniques, 1986-2004



Source: FAO

particulière des lieux et les multiples causes des urgences alimentaires. Les conditions climatiques et les perspectives de récoltes dans les régions régulièrement frappées par la mousson peuvent être déterminées relativement facilement. En revanche, lorsque le facteur humain semble être à l'origine d'une urgence alimentaire, on doit évaluer de manière continue tout un éventail d'indicateurs environnementaux, économiques, sociaux et politiques, tâche beaucoup plus complexe. Une fois l'urgence bien définie dans tous ses aspects, c'est le suivi qui fournira l'information nécessaire à l'organisation d'opérations de secours et de mesures de rétablissement efficaces.

De nombreux pays au climat défavorable jouissent d'une économie relativement stable et sont dotés de plans publics de prévention et d'atténuation des crises assortis de bonnes filières de secours et de

redressement. Mais lorsqu'il y a un conflit ou que l'économie s'effondre, les programmes et l'infrastructure de prévention, de secours et de rétablissement sont généralement perturbés, sinon ruinés.

C'est en Afrique que se trouvent le plus grand nombre et la proportion la plus élevée de pays en proie à une crise alimentaire, et cela est très manifeste, surtout lorsqu'on compare attentivement les sous-régions du continent. L'Afrique de l'Est, par exemple, n'a pas seulement été le théâtre de plusieurs des crises les plus graves en 2003-2004, mais elle abrite six pays qui sont en crise plus de la moitié du temps depuis 1986. La sous-région est régulièrement frappée par la sécheresse et occasionnellement par des pluies torrentielles et des inondations. Mais les pays qui sont les plus durement touchés dans la sous-région sont ceux où sévissent des

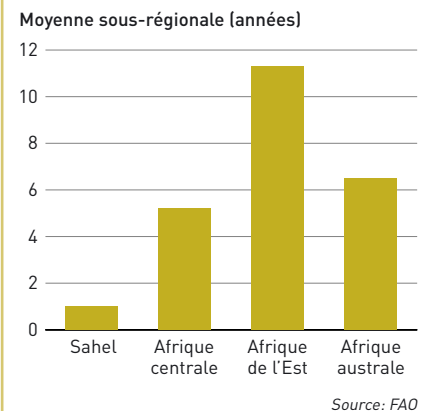
conflits. La crise humanitaire au Darfour, par exemple, a englouti une zone généralement favorisée par de bonnes pluies et de bonnes récoltes. Elle a été déclenchée par un conflit armé, qui a forcé quelque 1,2 million de personnes à abandonner leurs champs et leurs troupeaux.

Le Soudan, comme d'autres pays de l'Afrique de l'Est, est moins vulnérable aux conditions météorologiques que le Sahel voisin, où l'unique campagne agricole annuelle s'accompagne en moyenne, dans les bonnes années, de 575 mm de pluie seulement, et où la sécheresse est fréquente.

Les pays du Sahel, par contre, sont relativement épargnés par les conflits. Après une série de terribles sécheresses, ils ont commencé à prendre en compte la volatilité des conditions météorologiques dans leurs politiques agricoles et commerciales de même que dans leurs systèmes de culture. En conséquence, ils ont moins tendance à sombrer dans les crises que d'autres pays du continent. Et quand elles surviennent, les crises y sont en général moins graves et beaucoup moins longues. Depuis le milieu des années 80, les plus longues crises ont duré en moyenne un an au Sahel, comparativement à plus de 11 ans en Afrique de l'Est (voir graphique).

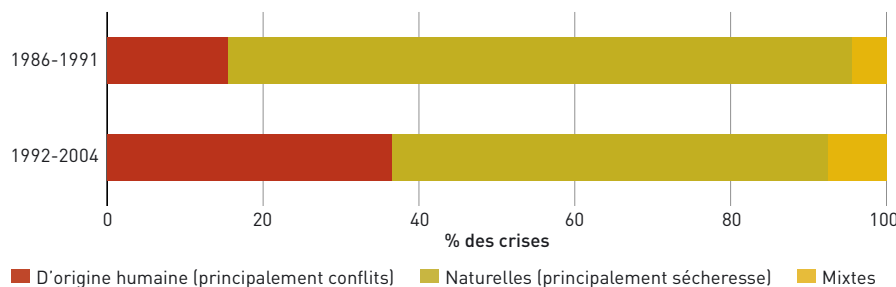
Pour venir les urgences alimentaires et pour y répondre efficacement quand elles éclatent, il faut absolument tenir compte des causes particulières sous-jacentes à la faim et à la pauvreté, et du degré de vulnérabilité aux catastrophes naturelles et aux crises d'origine humaine.

### Durée des crises les plus longues dans les pays d'Afrique, 1986-2004



Source: FAO

### Principales causes des crises alimentaires



Source: FAO

# Cas particulier

## Mondialisation, urbanisation et systèmes alimentaires en mutation dans les pays en développement

Plus de 800 millions de personnes dans les pays en développement souffrent encore de dénutrition chronique. Aussi la faim et la sécurité alimentaire demeureront-elles hautement prioritaires dans les politiques de l'alimentation des années à venir. Cela dit, des changements démographiques et économiques profonds transforment rapidement les systèmes alimentaires et, en voie de conséquence, la nature et l'ampleur des défis nutritionnels qui y sont liés.

Bien que le rythme du changement varie considérablement d'une région du monde en développement à l'autre, les tendances communes sont nombreuses: la proportion des populations urbanisées est en croissance; le revenu et l'apport calorique moyens par habitant augmentent; les cours des produits de base et des denrées alimentaires sont en baisse; enfin, l'intégration toujours plus poussée du commerce mondial et l'amélioration des moyens de transport encouragent la concentration de l'industrie alimentaire et une convergence des régimes comme des préférences alimentaires.

### La croissance urbaine et l'augmentation des revenus

Selon les dernières estimations des Nations Unies, l'augmentation démographique attendue dans les pays en développement à l'horizon 2000-2030 concernera presque exclusivement les villes. Si le mouvement actuel se poursuit, la population urbaine sera aussi nombreuse que celle des campagnes aux alentours de 2017; et en 2030, les citadins représenteront près de 60 pour cent de l'ensemble de la population des pays en développement.

Le développement économique ne fait pas que stimuler la croissance des villes, il pousse également à la hausse le revenu par habitant. Parallèlement, la proportion de gens qui vivent dans le dénuement extrême et souffrent de la faim diminue lentement. D'après les plus récentes projections de la Banque mondiale, le revenu par habitant devrait progresser à un rythme annuel de 3,4 pour cent durant la période 2006-2015, soit deux fois plus vite que durant les années 90.

La moyenne de l'apport calorique journalier augmentera vraisemblablement de près de 200 kilocalories par jour au cours

de la même période (voir graphique), les gains les plus marqués allant à l'Afrique subsaharienne et à l'Asie du Sud; il convient toutefois de noter qu'ils demeureront, dans ces régions, bien en deçà des progrès nécessaires pour atteindre l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation.

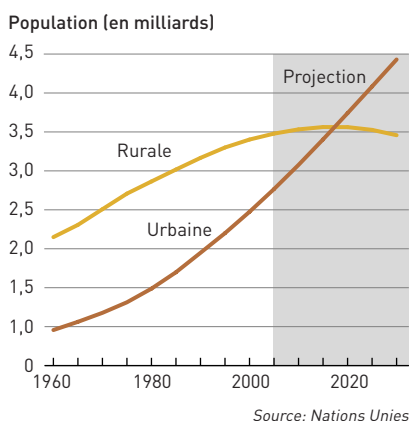
### La convergence des régimes alimentaires

L'expansion urbaine conjuguée à la hausse des revenus a entraîné des changements appréciables non seulement dans la quantité, mais aussi dans la nature des aliments de consommation courante dans les pays en développement.

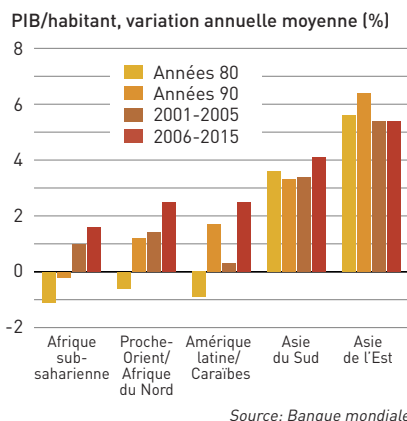
Le renforcement de l'apport calorique s'accompagne en effet d'une augmentation correspondante de la part des huiles végétales, de la viande, du sucre et du blé dans le régime alimentaire, laquelle reflète principalement la préférence des consommateurs pour les aliments plus chers et plus prisés qu'ils ont désormais les moyens de se procurer.

D'autres facteurs sont en cause, comme le déclin marqué des prix et la forte accélération des importations de blé et d'autres

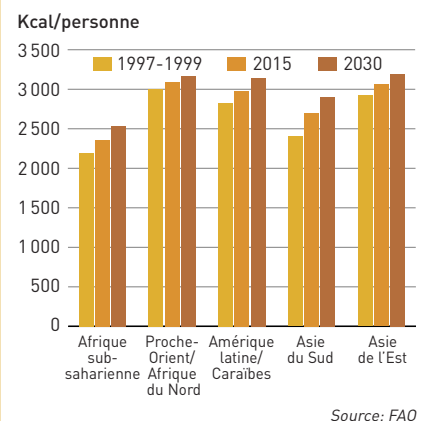
#### L'urbanisation dans les pays en développement, 1960-2030



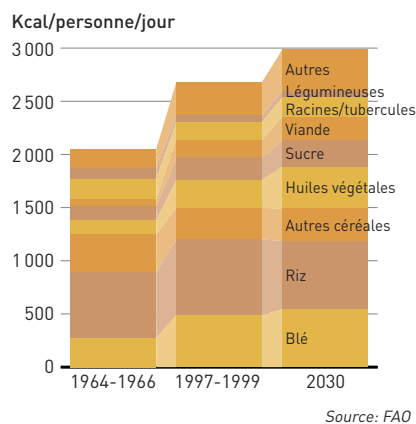
#### Évolution du PIB, par habitant et par région, 1980-2015



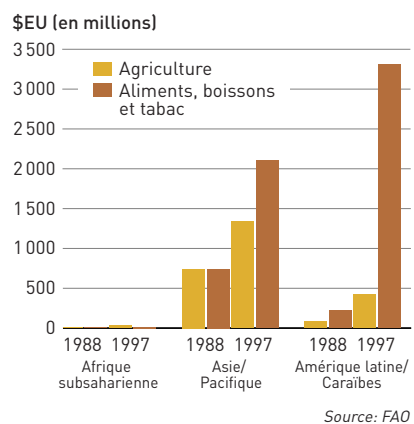
#### Apport calorique moyen, par région, 1997-2030



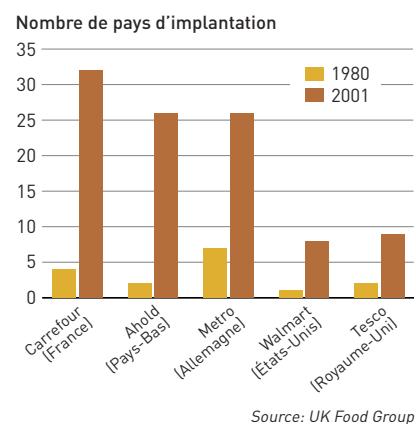
### Modification des régimes alimentaires dans les pays en développement, 1964-1966-2030



### Investissement étranger, secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, 1988-1997



### Expansion mondiale des supermarchés transnationaux, 1980-2001



produits de base provenant généralement de pays industrialisés situés en zone tempérée. Les importations nettes de ces produits ont grimpé de 13 pour cent dans les pays en développement au cours des 40 dernières années; or, on s'attend à ce qu'elles progressent de 345 pour cent d'ici 2030, ce qui témoigne clairement d'une évolution des systèmes et des préférences alimentaires.

Selon les spécialistes de la nutrition, cette nouvelle conjoncture expliquerait deux tendances distinctes: la convergence des régimes alimentaires, et la modification des habitudes. Par convergence, on entend la similitude croissante des régimes alimentaires à l'échelle mondiale. Fondée sur un nombre réduit de céréales de base (le blé et le riz), l'alimentation comporte davantage de viande, de produits laitiers, d'huiles, de sel et de sucre, et moins de fibres (voir graphique). La modification des habitudes, d'autre part, est en rapport avec l'accélération du rythme de la vie en milieu urbain. Dans les ménages où les deux conjoints mettent beaucoup de temps à se rendre au travail et ont des horaires exigeants, les repas comportent davantage d'aliments de marque transformés et se prennent plus souvent hors de la maison.

#### La concentration des circuits de transformation des produits alimentaires et de vente au détail

La convergence et la modification des régimes alimentaires sont également at-

tribuables à une concentration croissante des secteurs de la transformation et de la vente. En Amérique latine et en Asie, régions où ces tendances sont le plus prononcées, les investissements des entreprises transnationales de l'alimentation ainsi que la part du marché alimentaire conquise par les supermarchés ont enregistré une croissance phénoménale.

Entre 1988 et 1997, l'industrie alimentaire a largement dépassé le secteur agricole au chapitre des investissements étrangers directs, passant de 743 millions à plus de 2,1 milliards de dollars EU en Asie, et de 222 millions à 3,3 milliards de dollars en Amérique latine (voir graphique).

Au cours d'une période à peu près équivalente, la proportion des achats d'aliments effectués en supermarché a plus que doublé, tant en Amérique latine qu'en Asie de l'Est et du Sud-Est (voir graphique page suivante). Les supermarchés latino-américains, en une seule décennie, ont gagné presque autant de terrain que les supermarchés des États-Unis d'Amérique en 50 ans. Dans les grands pays développés de la région, qui représentent les trois quarts de son économie, leur part de marché atteignait 60 pour cent en 2000, comparativement à 15-20 pour cent en 1990. En Asie, le boom, survenu plus tard, a été encore plus rapide. C'est ainsi que dans les villes de Chine, la part de marché des supermarchés a progressé de plus de 50 pour cent en deux ans à peine (1999 à 2001).

Les entreprises transnationales ont de leur côté joué un rôle déterminant. Entre

1980 et 2001, les cinq plus grandes chaînes d'alimentation de la planète – elles sont toutes en Europe ou aux États-Unis – ont affiché une hausse d'au moins 270 pour cent du nombre de pays où elles sont implantées (voir graphique). Cette formidable expansion et la concentration croissante de l'industrie comptent parmi les causes et les conséquences les plus visibles de la transformation et de la consolidation des systèmes alimentaires mondiaux dans tous leurs aspects: production agricole, échanges, transformation, commerce de détail, consommation. Or, ces changements ont des incidences profondes sur la sécurité alimentaire comme sur le bien-être nutritionnel des gens qui se trouvent aux extrémités de la chaîne, soit les agriculteurs contraints de se conformer aux exigences et aux normes de marchés en évolution, et les citoyens toujours plus nombreux à se tourner vers les aliments transformés mis à leur disposition par les vendeurs ambulants ou les établissements de restauration rapide.

# Cas particulier

## Incidences de la modification des systèmes alimentaires sur les petits agriculteurs des pays en développement

La transformation des marchés alimentaires, stimulée par l'urbanisation et la croissance des revenus, a d'importantes incidences sur la sécurité alimentaire de millions de gens ne vivant pas en zone urbaine et manquant de moyens économiques, à savoir les petits agriculteurs et les paysans sans terre des régions rurales, qui constituent la vaste majorité de la population mondiale touchée par la faim chronique. Dans leur cas, la mondialisation de l'industrie alimentaire et l'expansion des supermarchés présentent tant une possibilité d'accès à de nouveaux marchés plus lucratifs, qu'un risque élevé de marginalisation et de pauvreté accrues.

Depuis quelques décennies, une poignée d'entreprises transnationales verticalement intégrées étendent leur contrôle sur le commerce, la transformation et le marché des produits alimentaires. À elles seules, les 30 plus grosses chaînes d'alimentation contrôlent environ le tiers du marché mondial. En Amérique du Sud et en Asie de l'Est, la part de marché détenue par les supermarchés a fortement progressé, passant de moins de 20 pour cent à plus de 50 pour cent en 10 ans (voir

graphique). En outre, les grandes chaînes, qui appartiennent en majorité à des multinationales géantes, réalisent entre 65 et 95 pour cent des ventes totales des supermarchés d'Amérique latine (voir graphique).

### Opportunités et risques

Dans les villes, la présence grandissante des supermarchés se traduit pour les consommateurs par un choix plus vaste, des commodités additionnelles, de meilleurs prix, ainsi qu'une amélioration de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments. Mais elle a également mené à la création de filières d'approvisionnement concentrées, où, de plus en plus, les acheteurs de quelques géants de la transformation et de la vente de détail fixent les normes, les prix et les calendriers de livraison.

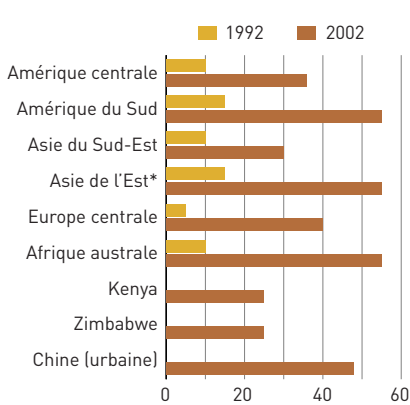
La mondialisation des processus d'achat des supermarchés a suscité pour un certain nombre d'agriculteurs des pays en développement des occasions d'affaires inégalées. À noter le cas du Kenya, où la valeur des exportations de fruits et légumes frais et de fleurs coupées destinés aux supermarchés européens a atteint

le chiffre de 300 millions de dollars EU par an. Les petits agriculteurs kényans qui travaillent pour l'exportation gagnent maintenant un revenu nettement plus élevé que les autres ménages ruraux. Selon une étude récente, le taux de pauvreté de ces derniers diminuerait d'environ 25 pour cent s'ils pouvaient s'adonner à la culture d'exportation (voir graphique).

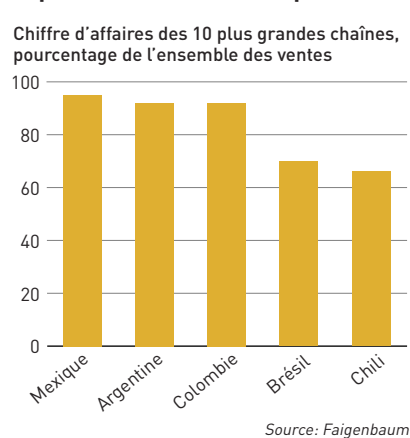
Toutefois, pendant que les exportations nationales se développaient, le rôle des petits propriétaires locaux dans cette expansion allait s'amenuisant. Avant la phase d'expansion des années 90, 70 pour cent des fruits et des légumes exportés par le Kenya provenaient de petites exploitations. À la fin de la décennie, les fermes détenues ou louées directement par les importateurs des pays développés en produisaient 40 pour cent, et les grandes entreprises commerciales, 42 pour cent. La part des petits exploitants dans les exportations de produits maraîchers n'était plus que de 18 pour cent.

En outre, l'arrivée des supermarchés dans les pays en développement a fait naître un marché interne caractérisé par des achats centralisés et des normes de qualité élevées, qui dans la majorité des

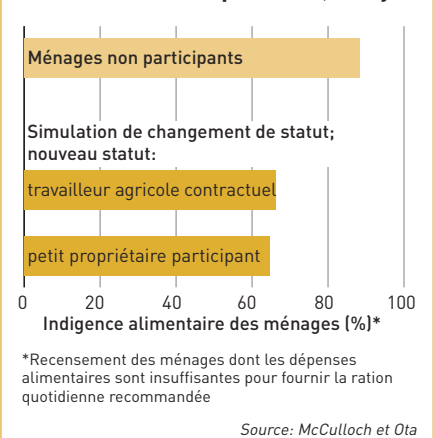
### Part des supermarchés dans la vente de détail



### Concentration du secteur des supermarchés en Amérique latine



### Exportations horticoles et réduction de la pauvreté, Kenya



cas a rapidement dépassé en volume le marché d'exportation. En Amérique latine, par exemple, les supermarchés achètent 2,5 fois plus de produits maraîchers des cultivateurs locaux que la région n'exporte vers le reste du monde. Comme ceux du monde industrialisé, les supermarchés latino-américains font affaire de préférence avec un nombre limité de fournisseurs capables de répondre à leurs exigences (voir graphique page précédente).

Avec un marché de plus de 50 millions de consommateurs, Carrefour, la plus grande chaîne de supermarchés au monde, a ouvert un gigantesque centre de distribution à São Paulo (Brésil). Or, pour approvisionner l'ensemble de ses magasins brésiliens et de ses centres de distribution répartis dans 21 pays, la multinationale achète ses melons chez trois fournisseurs seulement, dans le nord-est du pays.

Au Brésil, la concentration de l'industrie a également frappé de plein fouet les petits producteurs laitiers. Au cours de la période 1997-2001, plus de 75 000 d'entre eux ont été «écartés» par les 12 plus grandes entreprises de transformation (voir graphique). On suppose que la plupart ont été éliminés du secteur. En Asie, le phénomène est encore plus rapide. En moins de cinq ans, la première chaîne de supermarchés de Thaïlande a réduit de 250 à 10 seulement le nombre de ses fournisseurs de légumes.

Les petits exploitants ont beaucoup d'obstacles à surmonter s'ils veulent avoir une chance de compter parmi les fournisseurs des supermarchés. Les normes de

qualité et de fiabilité qui leur sont imposées peuvent les contraindre à de gros investissements dans l'irrigation, l'aménagement de serres, l'achat de camions, la réfrigération des locaux et la technologie d'emballage. En outre les coûts de transaction liés à la négociation et à la gestion de contrats avec les petits producteurs peuvent être beaucoup plus élevés.

### Autonomiser les petits producteurs

En général, les petits exploitants qui ont réussi à se classer parmi les fournisseurs des supermarchés l'ont fait en créant des coopératives ou en devenant producteurs satellites. Dans bien des cas ils ont eu accès au départ à des informations, une formation et des fonds de démarrage fournis par des organismes publics ou privés de développement.

C'est ainsi qu'en Zambie, un consortium d'organisations gouvernementales et industrielles a participé à la création d'un partenariat réunissant des représentants de ministères publics, de la première chaîne de supermarchés du pays, de fournisseurs d'intrants agricoles et des agriculteurs pauvres de Luangeni. Grâce à cette initiative, les petits exploitants ont commencé à produire des légumes de haute qualité pour la chaîne Shoprite, relevant par la même occasion leur niveau de vie et la qualité de leur propre nutrition.

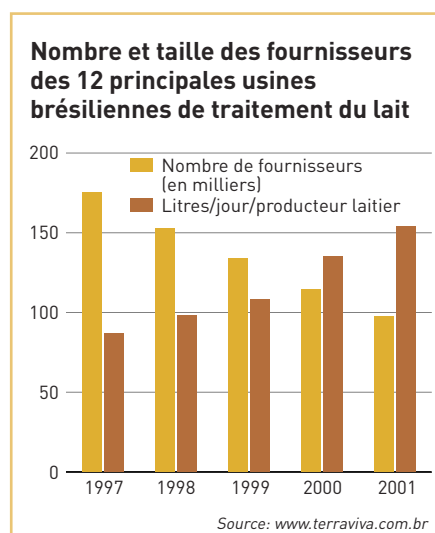
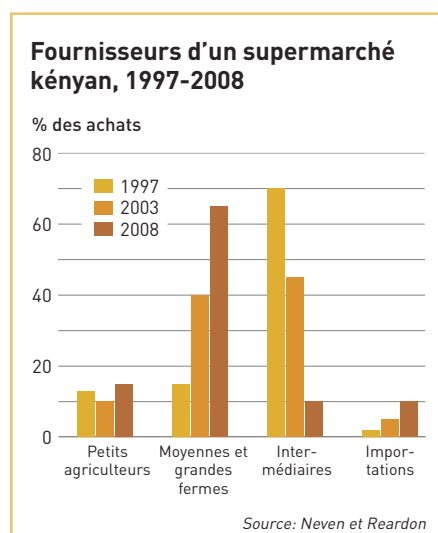
Plusieurs coopératives agricoles ont réussi à pénétrer les marchés lucratifs

et florissants des produits «biologiques», «respectueux de l'environnement» et du «commerce équitable». Ces produits, pour lesquels les agriculteurs doivent obtenir une certification, obtiennent des prix élevés et sont d'autant plus rentables que leur culture exige moins d'intrants (pesticides et engrais) et fait appel à une main-d'œuvre bon marché.

La coopérative mexicaine Del Cabo, par exemple, s'est fortement développée depuis qu'elle approvisionne des supermarchés des États-Unis en tomates cerises bio. Fondée au milieu des années 80, elle réunit maintenant 250 fermes familiales, dont un grand nombre d'une superficie inférieure à deux hectares. Le revenu moyen des membres de la coopérative est ainsi passé de 3 000 à plus de 20 000 dollars EU.

Les produits certifiés jouissent généralement d'un meilleur accès aux marchés des pays industrialisés. Ils pourraient bien aussi être promis à un bel avenir à l'échelle locale, les consommateurs des pays en développement se faisant également plus exigeants du point de vue de la qualité, de la sécurité sanitaire et des pratiques agricoles durables. Mais le processus de certification lui-même est coûteux et représente souvent un obstacle insurmontable pour les petits exploitants qui n'ont pas accès au crédit, à l'information ou à la formation qui leur permettraient d'exploiter ces créneaux de vente.

Une chaîne de supermarchés d'Amérique centrale dont le marché autrefois confiné à une clientèle urbaine bien nantie s'étend maintenant aux classes moyenne et ouvrière, estime que 17 pour cent seulement de la population demeure hors d'atteinte: le segment le plus pauvre, celui des ruraux. Autant dire que la minorité de petits exploitants qui ne réussiront pas à se faire une place dans le grand marché mondialisé pourrait bien être condamnée à une marginalisation permanente, exclue qu'elle serait du circuit de production comme de celui de la consommation alimentaire.



# Cas particulier

## Le nouveau profil de la faim et de la malnutrition

La hausse des revenus et le recul de la faim et de la malnutrition sont généralement associés dans les pays en développement à la croissance rapide des zones urbaines. S'il est vrai que la proportion de gens pauvres et souffrant de la faim est ordinairement plus faible dans les villes que dans les campagnes, leur nombre s'accroît rapidement à mesure que la population urbaine augmente.

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires a réalisé une étude sur les tendances de la pauvreté et de la malnutrition en milieu urbain entre 1985 et 1996 dans 14 pays en développement. Dans la majorité de ces pays, le nombre d'enfants des villes qui présentent une insuffisance pondérale est en hausse, et monte plus vite qu'en milieu rural. Dans 11 des 14 pays, le pourcentage de petits citadins parmi les enfants d'âge préscolaire présentant une insuffisance pondérale grimpe également (voir graphique).

Plus de 40 pour cent de la population urbaine des pays en développement vivent dans les bidonvilles. C'est dire qu'environ 950 millions de personnes sont privées d'au moins un «service» de première nécessité comme un espace vital suffisant, de l'eau

propre et des installations sanitaires convenables. Beaucoup n'ont pas suffisamment à manger non plus, et cela même si dans bon nombre des pays concernés, les pauvres des zones urbaines consacrent 60 pour cent de leur revenu, sinon davantage, à l'achat de nourriture. En Inde, 36 pour cent des enfants des villes présentent un retard de croissance, et 38 pour cent, une insuffisance pondérale.

Une étude récente de la FAO compare les niveaux urbain et rural de retard de croissance en Angola, en République centrafricaine et au Sénégal. Bien que les régions rurales soient plus durement touchées dans l'ensemble, une fois la situation économique prise en considération, le retard de croissance est également prévalent dans les villes (voir graphique).

### Nouveaux modes de vie, alimentation différente

L'urbanisation conjuguée à la mondialisation des systèmes alimentaires est en train de reconfigurer non seulement la carte mais aussi le profil de la faim et de la malnutrition dans les pays en développement.

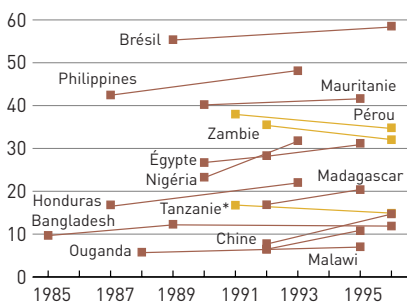
Dans l'ensemble des régions, la consommation d'huiles végétales et de denrées d'origine animale (viande, produits laitiers, œufs et poisson) a doublé entre 1961 et 2000. Là où l'expansion urbaine et la croissance des revenus se sont accélérées, les habitudes alimentaires ont changé. Dans les villes de Chine, par exemple, le pourcentage d'adultes consommant beaucoup de matières grasses, c'est-à-dire où les matières grasses représentent plus de 30 pour cent de l'apport calorique, a grimpé en flèche en à peine six ans, passant de 33 pour cent en 1991 à 61 pour cent en 1997.

Les nouveaux choix alimentaires et l'augmentation de la consommation d'aliments transformés sont le résultat de changements dans le mode de vie mais aussi d'une forte expansion de la restauration rapide et des chaînes de supermarchés. En 1987, Kentucky Fried Chicken (KFC) ouvrait le premier restaurant-minute à Beijing. Quinze ans plus tard, la chaîne comptait 600 établissements sur le territoire chinois, et le chiffre d'affaires total en Chine dépassait 24 milliards de dollars EU par année.

Sans doute, les populations urbaines pauvres n'ont pas les moyens de fréquenter

### Tendances de la sous-alimentation en milieu urbain dans les pays en développement

Enfants de poids insuffisant, % de leur nombre total

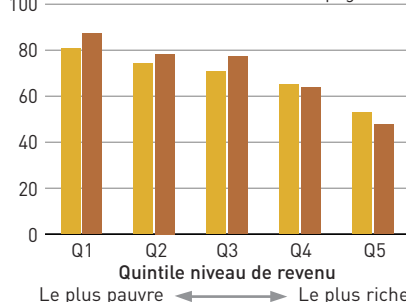


\*Rep.-Unie de

Source: IFPRI

### Retard de croissance, ventilation urbains/ruraux et niveau de revenu, trois pays d'Afrique

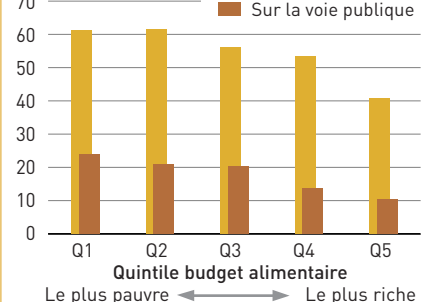
Retard de croissance, %



Source: FAO

### Aliments non préparés et repas achetés sur la voie publique, part du budget familial, Accra, Ghana

% du budget total



Source: IFPRI



ces restaurants, mais elles n'échappent pas pour autant aux effets de l'urbanisation décrits plus haut. À Bangkok comme à Bamako, il n'est pas rare pour les gens pauvres de se procurer la moitié de leurs aliments, sinon plus, auprès des vendeurs de la voie publique. Selon une étude faite à Accra, au Ghana, les plus démunis d'entre eux consacrent 40 pour cent de leur budget d'alimentation, et 25 pour cent de leur budget total, aux repas achetés sur la voie publique (voir graphique).

### Nouvelle alimentation, graves problèmes

Ces régimes alimentaires à haute teneur en huiles, viande et produits laitiers et faibles en fibres, conjugués à la proportion croissante de repas-minute par rapport aux repas cuisinés à la maison, mettent beaucoup de pays en développement devant un double défi: une forte prévalence de sous-alimentation, compliquée par la progression de maladies non transmissibles liées à l'alimentation, notamment le diabète et les maladies cardiovasculaires.

On estime à 84 millions le nombre d'adultes souffrant de diabète dans les pays en développement. Or, ce nombre pourrait grimper à 228 millions d'ici 2025, l'Inde et la Chine comptant 40 pour cent des personnes touchées (voir graphique). L'incidence de l'obésité, des maladies du cœur et d'autres désordres d'origine alimentaire est également en hausse, et cela non seulement dans les villes mais aussi dans les campagnes,

où s'étend l'influence des changements économiques et sociaux à l'origine de la «transition nutritionnelle».

Les recherches sont de plus en plus probantes: ce sont les pauvres qui sont menacés le plus directement par la faim et les carences en oligoéléments, et ce sont également eux que guettent le diabète, l'obésité et l'hypertension. Selon une étude récente portant sur l'évolution des tendances nutritionnelles en Amérique latine et les facteurs qui les déterminent, l'obésité est plus courante et se répand plus vite parmi les populations indigentes. Les chercheurs en concluent que ce problème aussi bien que les maladies chroniques qu'il entraîne s'aggraveront probablement dans les pays où l'urbanisation et la croissance économique s'accompagnent de malnutrition maternelle et infantile.

On sait depuis longtemps que les mères sous-alimentées sont plus sujettes que les autres à mettre au monde des enfants de poids insuffisant et présentant des retards de développement physique et cognitif. Ce qui ressort actuellement des études, c'est que l'insuffisance de poids à la naissance et le retard de croissance au cours de la petite enfance augmentent eux-mêmes les risques de diabète, de maladies du cœur et d'autres maux normalement liés à la surconsommation alimentaire et au manque d'activité physique.

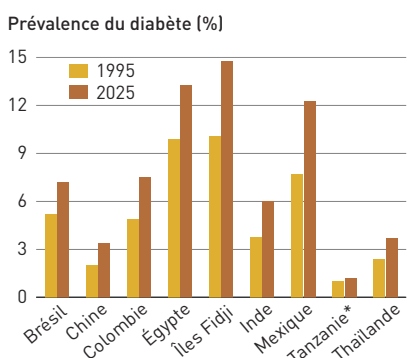
Cette théorie est appelée «hypothèse de Barker», du nom de l'auteur d'une étude démontrant un lien chez les adultes entre des taux élevés de décès dû aux

maladies du cœur et aux accidents cérébrovasculaires, et l'insuffisance de poids à la naissance. Certains voient là un effet de la «programmation fœtale» par laquelle, dans le processus d'adaptation au manque de nourriture, l'organisme favorise la survie à court terme au détriment de la santé future. Cette hypothèse est encore débattue mais d'autres études mettent en lumière des corrélations semblables, cette fois entre le petit poids à la naissance et l'incidence de la résistance à l'insuline et du diabète de type 2 (voir graphique).

Des recherches conduites à Mysore, dans le sud de l'Inde, ont confirmé, tant chez les hommes que les femmes, le rapport entre l'insuffisance de poids à la naissance et le risque de maladie cardiovasculaire et de résistance à l'insuline. Mais elles révèlent aussi que les bébés gras et de petite taille nés de mères obèses sont les plus gravement menacés par le diabète. On peut conclure de tout cela que l'épidémie de diabète qui s'annonce en Inde pourrait avoir pour origines tant la sous-alimentation que l'urbanisation. Si l'on se fie à l'hypothèse de Barker, un grand nombre de mères représentées dans ces travaux avaient elles-mêmes un déficit de poids à la naissance, ce qui les a prédisposées à l'obésité et à la résistance à l'insuline. En déménageant à la ville, elles ont modifié leur alimentation et diminué leur degré d'activité physique, augmentant le risque d'hyperglycémie. Or l'hyperglycémie durant la grossesse est associée aux naissances de bébés gras, de petite taille, et à risque de souffrir du diabète à l'âge adulte, exactement comme l'indique l'étude de Mysore.

Pour relever le double défi de la faim chronique et de l'incidence croissante des maladies non transmissibles, des politiques alimentaires et nutritionnelles ciblant les groupes vulnérables en milieu urbain et rural s'imposent donc. L'accès des enfants et des femmes en âge de procréer à de la nourriture en quantité et variété suffisantes est essentiel si l'on veut rompre le cycle de la faim et de la sous-alimentation transmises de génération en génération et qui affligent les pauvres durant toute une existence vidée de promesses.

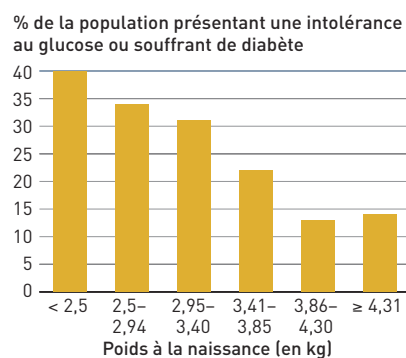
### Prévalence du diabète dans certains pays en développement, 1995-2025



\*Rép.-Unie de

Source: OMS

### Prévalence de l'intolérance au glucose, du diabète et du déficit pondéral à la naissance



Source: Barker

# Sur la voie des engagements du Sommet

## Combattre activement la faim

### La «Révolution blanche» de l'Inde

En Inde, la croissance rapide et continue du secteur laitier a tellement contribué à atténuer la pauvreté et à améliorer la nutrition que l'on parle de «Révolution blanche», avec une production laitière passée de moins de 30 millions de tonnes en 1980 à près de 87 millions de tonnes en 2003 (voir graphique). Aujourd'hui, l'Inde est le principal producteur laitier de la planète. En dépit de la progression démographique soutenue, la disponibilité par personne a atteint 80 kilocalories par jour en 2000, alors qu'elle était de 50 kilocalories par jour en 1980.

L'augmentation de la disponibilité de lait représente une amélioration importante de la nutrition, notamment dans un pays

où les végétariens sont très nombreux et dépendent des produits laitiers pour la majeure partie de l'apport en protéines animales.

La production laitière a considérablement renforcé les revenus de 80 à 100 millions de ménages, pour la plupart composés de petits agriculteurs ou d'exploitants marginaux, dont les parcelles sont souvent trop petites pour faire vivre leurs familles, ainsi que de travailleurs sans terre, tributaires des pâturages et forêts communautaires pour le fourrage. Plus de 70 pour cent du lait produit en Inde provient de ménages dont le cheptel laitier se limite à une ou deux têtes.

En règle générale, la production laitière fournit près d'un quart du revenu des ménages ruraux. Cependant, son importance dépasse largement cette proportion pour les pauvres et pour les femmes, ces dernières s'acquittant de plus de 90 pour cent des tâches liées aux soins et à l'entretien des vaches laitières. Dans les ménages sans terre, la production laitière représente plus de la moitié du revenu, contre moins de 20 pour cent dans les grandes exploitations.

Le catalyseur de la production laitière des petits exploitants et de la Révolution blanche de l'Inde a été l'expansion d'un réseau de coopératives laitières d'envergure nationale. La démarche coopérative doit son succès à la réussite d'une initiative locale, prise à Anand, au Gujarat, voici un demi-siècle. Depuis 1970, l'expérience a été reproduite dans l'ensemble du territoire indien grâce à un programme en trois phases intitulé Opération Inondation (Operation Flood) et appuyé par le gouvernement, l'Anand Milk Union Limited, la FAO et la Banque mondiale. En 2002, plus de 11,2 millions de ménages participaient à 101 000 coopératives laitières de village (voir graphique).

L'importance des produits laitiers dans le régime alimentaire de la population indienne n'a cessé de croître parallèlement à

la production laitière et aux revenus qu'elle a générés. Entre 1970 et 2000, la proportion du budget des ménages destinée à l'achat de produits laitiers dans les régions rurales est passée de 10 à 15 pour cent.

Bien que l'Opération inondation soit à présent achevée, la production laitière de l'Inde devrait, selon les prévisions, tripler d'ici 2020. Avec l'appui des politiques gouvernementales, qui facilitent le crédit rural et fournissent les services de soutien essentiels à la promotion de la production laitière des ménages ruraux pauvres, la Révolution blanche continuera de jouer un rôle marquant dans la réduction de la pauvreté et de la faim en Inde.

### Le droit à l'alimentation gagne des appuis

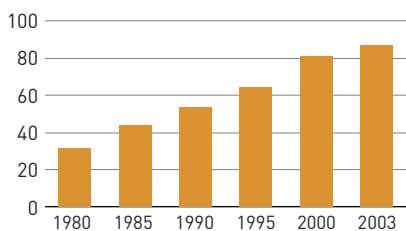
Après plus d'une année de travaux, un groupe de travail intergouvernemental auquel a été confiée l'élaboration de directives volontaires visant à l'instauration progressive du droit à une alimentation adéquate, doit soumettre son rapport en temps utile pour la session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO, en septembre 2004. Ces directives ont pour but d'aider de façon concrète les pays à introduire le droit à l'alimentation.

Entre-temps, de nombreux pays ont pris des mesures concrètes pour faire en sorte que le droit à l'alimentation ne reste pas une simple déclaration de principe, mais soit un droit dont le respect est garanti.

L'Afrique du Sud est le pays le plus avancé dans ce domaine. En effet, le droit à l'alimentation est consacré dans la constitution post-apartheid adoptée en 1996, qui fait obligation à l'État de garantir que tout un chacun ait accès, en tout temps, à une alimentation adéquate. Le Gouvernement sud-africain a pris d'autres mesures en vue de préciser et d'honorer cette obligation, en élaborant une législation très détaillée sur les problèmes alimentaires, le National

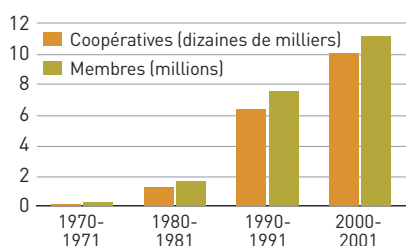
#### Production laitière en Inde, 1980-2003

Millions de tonnes



Source: FAOSTAT

#### Expansion du réseau de coopératives laitières en Inde, 1970-2002



Source: FAO



Food Security Draft Bill (projet de loi sur la sécurité alimentaire nationale). L'Inde et l'Ouganda ont également renforcé récemment le droit à l'alimentation qui, de principe directeur, s'est vu conférer le statut de droit opposable en justice.

En Inde, les organisations non gouvernementales ont réussi à introduire en justice des actions mettant en jeu le droit à l'alimentation. À titre d'exemple, la People's Union for Civil Liberties (Union populaire pour les libertés civiles), a soutenu devant les tribunaux que le système de distribution publique de nourriture ne fonctionne pas dans certains districts et qu'aucun effort n'a été fait pour empêcher les décès liés à la faim. Bien que la Cour suprême n'ait pas encore rendu son jugement définitif sur cette affaire, elle a pris des mesures conservatoires enjoignant au gouvernement d'introduire la fourniture de repas de midi dans toutes les écoles primaires, de distribuer 35 kg de céréales par mois à 15 millions de ménages indigents et de doubler le financement du programme d'emploi rural le plus important du pays.

Les procédures judiciaires risquant d'être lentes et coûteuses, on a recours dans certains pays à des mécanismes quasi judiciaires pour revendiquer le droit à l'alimentation. Ainsi, au Brésil, le Ministério Público (Ministère public) peut engager une procédure civile contre toute personne physique ou morale, y compris contre des or-

ganismes gouvernementaux, «en vue de la protection du patrimoine public et social, de l'environnement et d'autres intérêts diffus et collectifs». Depuis que la Constitution de 1988 a élargi le champ d'application de ces «actions civiles publiques», les procureurs de l'État ont utilisé de plus en plus fréquemment ce mécanisme pour obtenir la consécration de droits tels que le droit à l'alimentation, qui pourraient découler du droit constitutionnel à «l'éducation, la santé, le travail, les loisirs, la sécurité, le bien-être social, la protection de la maternité et de l'enfance». Au demeurant, un sondage d'opinion parmi les procureurs de l'État a révélé que ces derniers considèrent que le Ministère public peut, plus que tout autre institution ou secteur, contribuer à élargir et à consolider de tels «droits diffus et collectifs» (voir graphique).

#### **Le Groupe de travail de lutte contre la faim encourage l'action**

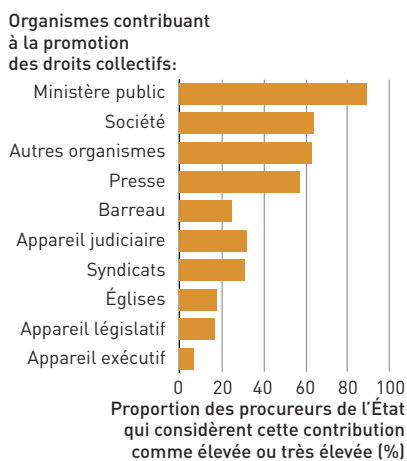
Dans les Objectifs du Millénaire pour le développement adoptés par les Nations Unies, comme dans la Déclaration de Rome publiée par les chefs d'État et de gouvernement réunis au Sommet mondial de l'alimentation, figure l'engagement de réduire la faim de moitié d'ici 2015. Le Projet du Millénaire adopté par les Nations Unies s'est accompagné de la création d'un groupe de travail de lutte contre la faim chargé de promouvoir la prise immédiate de mesures contribuant à cet objectif. Ce groupe se compose d'experts en nutrition, en agronomie, en durabilité environnementale, en recherche, en renforcement des capacités, en gestion des entreprises et en télécommunications, provenant d'un large

éventail d'organisations et d'institutions publiques et privées.

Le Groupe de travail a entrepris des recherches visant à mieux cerner et localiser les collectivités souffrant de la faim. À cette fin il a utilisé un ensemble de cartes mettant en relief les foyers de famine de la planète, pour définir les typologies générales du phénomène de la faim. S'appuyant sur les informations disponibles, le Groupe de travail est parvenu à la conclusion qu'environ la moitié des personnes souffrant de la faim dans le monde appartiennent à des communautés de petits exploitants agricoles, tandis que 20 pour cent sont des ruraux sans terre, et près de 10 pour cent, des communautés qui tirent leurs moyens d'existence des activités pastorales, de la pêche ou des ressources forestières. Les 20 pour cent restants habitent dans les villes (voir graphique).

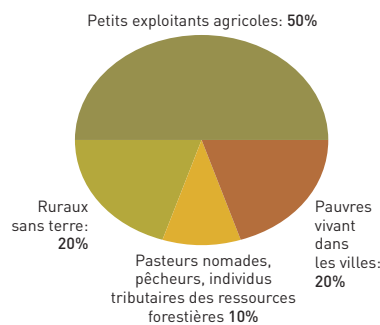
Au sein de ces communautés, la faim touche de façon disproportionnée les groupes les plus vulnérables, notamment les enfants de moins de cinq ans, les femmes en âge de procréer et les mères d'enfants en bas âge, ainsi que les malades et les infirmes. Le Groupe de travail a lancé un appel pour que soient prises, de façon urgente, des initiatives dotées d'un financement adéquat, afin d'améliorer les services de santé et de nutrition durant la période périnatale et pour faire parvenir de la nourriture aux personnes qui en ont besoin. Le Groupe de travail a également souligné la nécessité de renouveler et de renforcer le soutien apporté aux petits exploitants agricoles, en accordant une attention particulière à l'amélioration de la fertilité des sols, à la gestion des eaux, à la qualité des semences et à la restauration ou à la réorganisation des services de vulgarisation. Toutes les recommandations du Groupe de travail visent principalement les investissements en faveur des catégories défavorisées et des infrastructures et services qui leur sont indispensables pour s'échapper du cercle intolérable de pauvreté et de faim dans lequel ils sont enfermés. Dans la foulée des premières mesures adoptées par un certain nombre de pays d'Afrique, le Groupe de travail compte procéder à une estimation des investissements nécessaires et lancer un appel à l'ONU et à ses pays membres pour obtenir les financements qui s'imposent.

#### **Opinions des membres du Ministère public concernant les contributions aux droits collectifs, Brésil**



Source: Arantes

#### **Groupes souffrant de la faim**



Source: Hunger Task Force

# Sur la voie des engagements du Sommet

## Intégrer la résilience des systèmes alimentaires et des communautés à la réaction aux crises prolongées

Les 21 crises humanitaires les plus graves qui ont marqué l'année 2003 ont affecté plus de 45 millions de personnes. La majeure partie de ces crises se sont prolongées pendant de nombreuses années après avoir été, pour nombre d'entre elles, provoquées par des conflits armés et aggravées par la sécheresse, les inondations et les conséquences de la pandémie de sida (voir la carte). Les crises prolongées perturbent la production et sapent la sécurité alimentaire, parce qu'elles chassent les populations de leur domicile, s'attaquent aux fondements mêmes de leur subsistance et rongent le tissu social constitué par les familles, les communautés et les pays.

Il est fréquent, toutefois, que les agriculteurs et leur communauté manifestent une capacité d'adaptation remarquable face à de telles catastrophes. Ainsi, alors que l'Angola émergeait de près de trois décennies de guerre civile, dans de nombreuses régions, les institutions villageoises traditionnelles étaient demeurées en grande partie intactes, faisant preuve d'une capacité durable de gestion des terres allouées et des petits périmètres d'irrigation. À Sri Lanka, déchiré par les guerres, une étude de cas a montré que les agriculteurs d'un village tamil, forcés

d'abandonner la culture traditionnelle du riz dans les basses terres, avaient réussi à se procurer d'importants revenus en se tournant vers la pratique des cultures pluviales dans les collines voisines et en louant leurs services comme travailleurs. Les rapports décrivant la situation dans d'autres pays ravagés par la guerre, les catastrophes naturelles et le VIH/SIDA font, eux aussi, état d'une capacité d'adaptation analogue face aux catastrophes naturelles.

Ces dernières années, il a été de plus en plus largement admis que la réponse aux crises chroniques et prolongées ne doit pas se borner à mobiliser de façon répétée les secours d'urgence au moment où les conditions humanitaires se détériorent. En effet, les mesures de secours et de redressement sont infiniment plus efficaces si elles s'appuient sur les mécanismes d'adaptabilité plutôt que sur la fourniture pure et simple de moyens, de techniques et d'apports institutionnels externes.

### Résilience, secours et relèvement

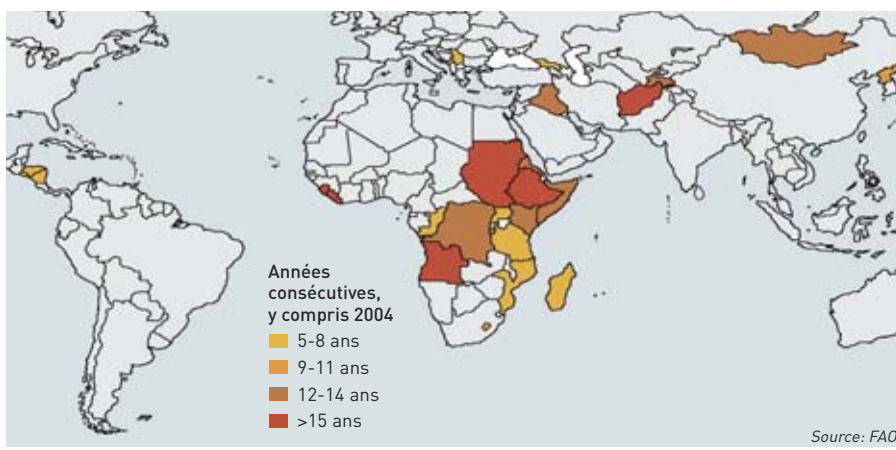
Des études ont permis de cerner plusieurs mécanismes déterminants de l'adaptabilité des systèmes et des communautés agri-

coles. En outre, les secours d'urgence et les activités de relèvement ont obtenu des succès notables en se basant sur de tels mécanismes:

**Le renforcement de la diversité:** les communautés qui pratiquent la polyculture, qui élèvent du bétail et se consacrent à d'autres activités génératrices de nourriture et de revenus, sont souvent en mesure de s'adapter et de survivre aux perturbations infligées à la production alimentaire et aux institutions sociales. Dans l'ouest du Soudan, très exposé à la sécheresse, les communautés agricoles consacraient traditionnellement la majeure partie de leurs terres aux cultures, n'en réservant qu'une portion restreinte aux pâturages. La nourriture et les revenus tirés de leurs troupeaux les aidaient à survivre pendant les années, de plus en plus fréquentes, au cours desquelles la sécheresse détruisait leur récolte. Afin de renforcer leur capacité d'adaptation à ces crises répétitives et persistantes, on entreprit de tirer parti de la diversité offerte en encourageant une redistribution importante des ressources en faveur de l'élevage. Une fois le projet achevé, la proportion des terres consacrées au pâturage était passée de moins de 30 pour cent à plus de 80 pour cent (voir graphique page ci-contre). La réaffectation des terres fut accompagnée de tout un éventail d'autres activités, au nombre desquelles la remise en état des parcours, l'amélioration de l'accès au crédit et des services vétérinaires, toutes initiatives qui vinrent renforcer la diversité, augmentant la capacité d'adaptation et améliorant la sécurité alimentaire.

**L'appui aux institutions locales:** lorsque les crises se prolongent, elles entraînent souvent l'effondrement des structures gouvernementales et commerciales, laissant les communautés livrées à elles-mêmes. Leurs chances de survie dépendent alors, bien souvent, de la vigueur et de l'adaptabilité des réseaux traditionnels d'entraide communautaire. À ce propos, les marchés locaux des semences ont été identifiés comme fai-

Localisation et durée des crises alimentaires prolongées, y compris 2004





sant partie des institutions pouvant générer une certaine adaptabilité durant les crises et, par la suite, une dynamique de redressement. Ainsi, les organismes de secours d'urgence ont observé que la distribution de coupons destinés à être échangés sur les marchés locaux de semences est souvent beaucoup plus efficace que la distribution de semences d'origine commerciale. Les foires aux semences permettent aux agriculteurs d'accéder à une gamme beaucoup plus large de cultures et de variétés répondant aux conditions locales. À titre d'exemple, à l'occasion des foires organisées par les services du Secours catholique dans cinq pays d'Afrique de l'Est, les agriculteurs ont pu échanger leurs coupons contre, en moyenne, sept différentes cultures et près de 10 variétés pour chaque culture. De plus, du fait que le budget du projet n'est pas employé pour acheter des semences, de 65 à 80 pour cent des fonds alloués restent entre les mains de la communauté, et notamment des femmes. Rappelons que près de la moitié des ventes de semences dans les foires qui se tiennent au Kenya, au Soudan et en Ouganda, et plus de 80 pour cent des mêmes ventes de semences en République-Unie de Tanzanie, sont à mettre à l'actif des femmes.

**Promouvoir l'adaptation et s'appuyer sur les connaissances locales:** bien souvent, les institutions traditionnelles et les connaissances transmises de génération en génération constituent un socle précieux pour l'adaptabilité. Cependant, les crises présentent souvent des défis inédits nécessitant des réponses créatrices. Afin de renforcer les connaissances locales et de s'appuyer sur la capacité d'adaptation et de réorganisa-

tion des agriculteurs, un certain nombre de projets ont tiré parti avec succès des écoles pratiques d'agriculture. Ainsi, un projet mis en œuvre au Zimbabwe s'est appuyé sur des cours à orientation participative dirigés par des agriculteurs locaux, pour enseigner à des veuves du sida comment produire du coton biologique. Alors que, traditionnellement, le coton était considéré comme une «culture masculine», du fait, notamment, que les femmes avaient rarement les moyens d'acquérir les coûteux intrants nécessaires à la culture traditionnelle du coton, celle du coton biologique a permis de réduire de façon substantielle aussi bien les coûts des intrants que les besoins en main-d'œuvre. En dépit du déclin des rendements moyens, inférieurs à ceux obtenus pour les cultures traditionnelles, l'économie réalisée au titre des pesticides, à savoir 48 dollars EU par hectare en moyenne, a permis aux cultivatrices de coton biologique d'en obtenir des bénéfices nettement plus élevés (voir graphique).

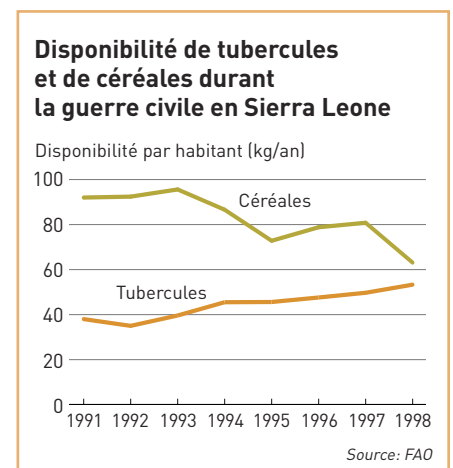
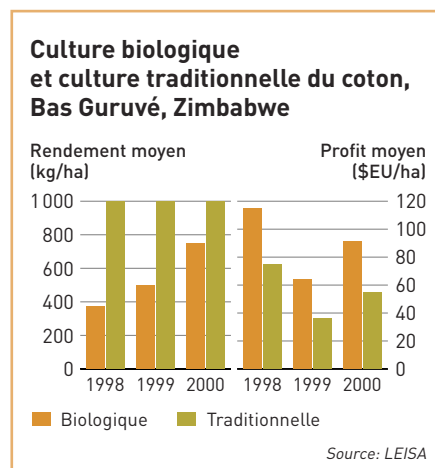
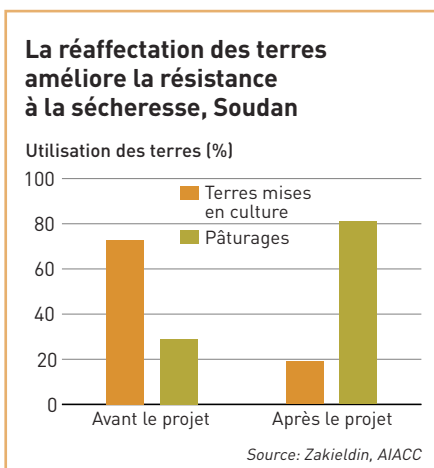
Les composantes de cette adaptabilité constituent autant d'éléments importants pour structurer les efforts visant à reconstruire l'économie rurale de la Sierra Leone, réduite à néant par plus d'une décennie de guerre civile, et pour atteindre l'objectif national qui est d'éliminer la faim d'ici 2007. Ainsi, pour compenser la chute brutale de la disponibilité en céréales occasionnée par la guerre, les agriculteurs se sont rabattus sur des cultures nécessitant une quantité plus faible d'intrants et ne dépendant pas de l'accès à des marchés éloignés. L'augmentation rapide de la production de manioc et d'autres tubercules (voir graphique) contribua simultanément

à maintenir la diversité et à promouvoir la production de manioc, deux aspects qui sont apparus comme décisifs, durant la campagne de reconstruction, pour redresser la situation et préparer l'avenir.

Les efforts de reconstruction ont également mis à contribution les patrimoines de connaissances locales et mobilisé les équipes traditionnelles à l'échelon des villages pour aider à identifier, multiplier et distribuer des variétés locales de semences très appréciées. L'expérience des écoles pratiques d'agriculture est aujourd'hui étendue à tous les ménages ruraux du pays, afin de stimuler l'innovation et de promouvoir les institutions participatives dans le cadre communautaire.

À mesure que s'enrichissent les enseignements tirés de l'expérience, on voit mieux combien il importe de renforcer la capacité d'adaptation des sociétés et des systèmes alimentaires avant que n'éclate une crise, et d'incorporer le facteur d'adaptabilité aux stratégies de réponse aux crises prolongées, dans un cadre prévoyant:

- une compréhension évolutive des possibilités et des capacités au niveau communautaire;
- une approche participative pour la définition des priorités communautaires;
- des stratégies et des politiques orientées vers les préoccupations à long terme des communautés en matière de sécurité alimentaire;
- des mécanismes visant à garantir que les évaluations de la sécurité alimentaire, le suivi des programmes et les évaluations d'impact tiennent compte de l'adaptabilité des systèmes alimentaires et communautaires.



# Sur la voie des engagements du Sommet

## Éducation des populations rurales et sécurité alimentaire

La grande majorité des 852 millions de personnes qui souffrent de sous-alimentation chronique vivent dans les régions rurales du monde en développement. Il en va de même pour la majeure partie des 860 millions d'adultes illettrés – en majorité des femmes – et les 130 millions d'enfants – surtout des fillettes – qui ne sont pas scolarisés. Il n'est pas fortuit que la faim, l'analphabétisme et la non-scolarisation affectent souvent de façon concomitante une région ou une population. Ce phénomène ne reflète pas

simplement le fait que la faim comme le manque d'instruction sont des caractéristiques de la pauvreté extrême. La faim, la malnutrition et l'insécurité alimentaire attaquent les aptitudes cognitives et réduisent la fréquentation scolaire. À l'inverse, l'analphabétisme et le manque d'instruction réduisent la capacité de gain et contribuent de façon directe à la faim et à la pauvreté.

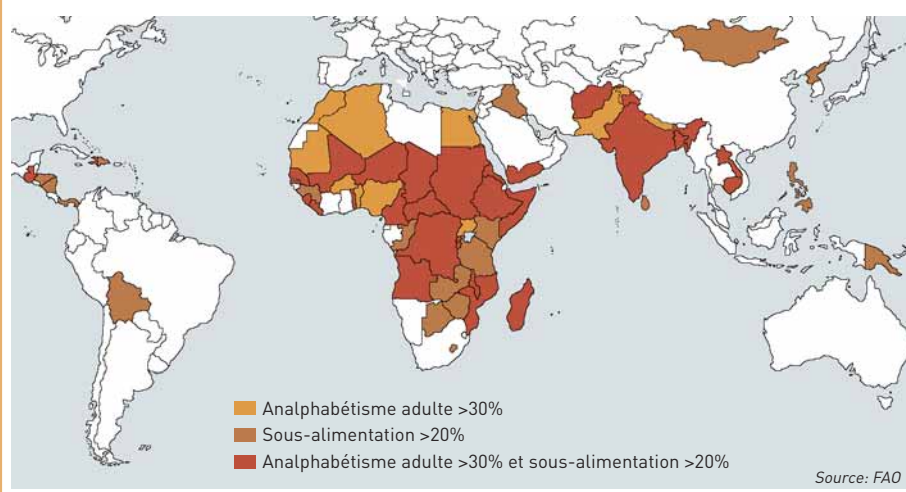
Les taux de fréquentation scolaire et d'alphabetisation sont particulièrement faibles parmi les femmes et les jeunes

filles des régions rurales (voir graphique). Dans les 50 pays en développement pour lesquels on dispose de données, le taux de scolarisation primaire des fillettes des campagnes n'atteint en moyenne que 58 pour cent, contre 63 pour cent pour les jeunes garçons et plus de 75 pour cent pour les enfants vivant dans les villes. Il s'ensuit que près des deux tiers de la population analphabète du monde en développement sont composés de femmes, et que l'inégalité est nettement plus accusée dans les campagnes.

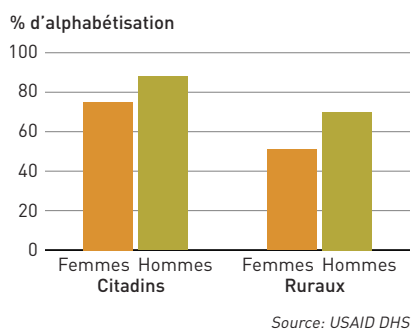
Les enfants souffrant de la faim et de la malnutrition sont moins enclins à fréquenter l'école, et, lorsqu'ils y vont, leur capacité d'apprentissage accuse un retard. Une étude menée dans les campagnes du Pakistan a démontré qu'il suffirait d'une amélioration marginale de la nutrition pour augmenter la probabilité de fréquentation scolaire de 4 pour cent chez les garçons et de 19 pour cent chez les filles. Un poids faible à la naissance, les carences en protéines, l'anémie ferriprive et le déficit en iode sont tous liés aux déficiences cognitives qui sapent la capacité d'apprentissage des enfants. Ainsi, selon les estimations, la déficience en iode affecterait 1,6 milliard de personnes à travers le monde, et on lui attribue une réduction moyenne de 13,5 points du quotient intellectuel d'une population.

Quant au manque d'instruction, il réduit la productivité et la capacité de gain, tout en augmentant la vulnérabilité à la faim et à la pauvreté extrême. Les recherches indiquent qu'un agriculteur ayant accompli quatre années d'instruction élémentaire présenterait, en moyenne, un surcroît de productivité de 8,7 pour cent relativement à un homologue sans aucune instruction. Lorsque viennent s'ajouter des paramètres complémentaires tels que les engrais, les nouvelles semences ou les machines agricoles, la productivité augmente alors de 13 pour cent.

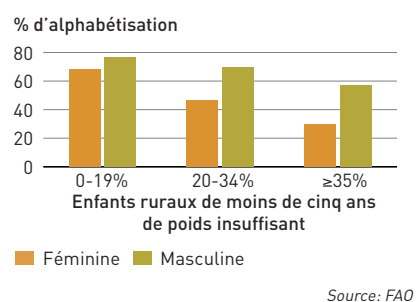
### Corrélation entre des taux élevés d'analphabétisme et la sous-alimentation



### Alphabetisation rurale et urbaine, 1990-1995 (22 pays)

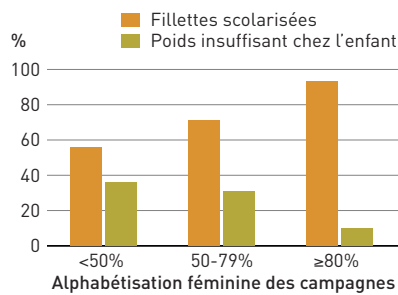


### Alphabetisation et prévalence de la dénutrition chez les enfants des campagnes





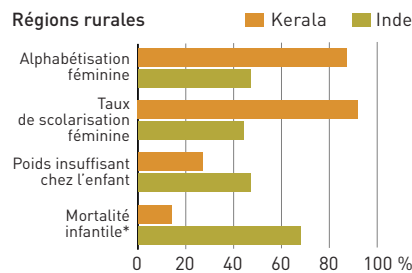
### Dénutrition infantile et taux net de scolarisation des fillettes des campagnes\*



\*18 pays regroupés selon le taux d'alphabétisation féminine

Source: UNICEF; OMS; UNESCO; FAO

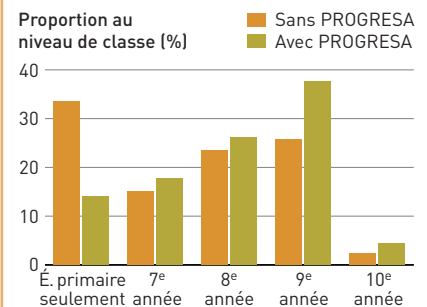
### Éducation et nutrition des populations rurales du Kerala et de l'ensemble de l'Inde



\* Mortalité infantile pour 1 000 naissances vivantes

Source: PNUD; Commission de planification du Gouvernement de l'Inde

### Impact du programme PROGRESA sur le taux de fréquentation scolaire\*



\*Simulation de la répartition à 14 ans

Source: Behrman, Sengupta et Todd

### Une éducation meilleure, nourriture du corps et de l'esprit

L'amélioration de l'éducation peut se révéler une démarche des plus efficaces pour combattre la faim et la malnutrition. En effet, les taux de malnutrition reculent à mesure qu'augmente l'alphabétisation, notamment celle des femmes. Par ailleurs, il existe une corrélation entre l'amélioration du taux d'alphabétisation des femmes rurales et une scolarisation accrue des fillettes au niveau de l'école primaire, parallèlement à un abaissement du taux de malnutrition (voir graphique).

Ajoutons que l'éducation constitue la première ligne de défense contre le VIH/SIDA. Une étude récente menée en Ouganda révèle en effet que les personnes ayant achevé le cycle primaire sont deux fois moins exposées à contracter le VIH que celles totalement ou quasiment dépourvues d'instruction – et la probabilité tombe à 15 pour cent pour celles qui ont reçu une éducation secondaire.

L'État du Kerala, en Inde, est souvent cité comme la parfaite illustration du cercle vertueux des bénéfices découlant des investissements dans l'éducation et la nutrition. Après l'indépendance, les gouvernements qui se sont succédé au Kerala ont fait de l'éducation une priorité, en accordant une attention particulière aux fillettes et aux femmes des régions rurales.

L'investissement s'est révélé productif: bien que le Kerala ne soit pas l'un des États les plus riches de l'Inde, il occupe, et de loin, la première place pour l'alphabétisation des femmes et leur taux de fréquentation scolaire. Le Kerala peut en

outre s'enorgueillir d'avoir le taux le plus faible de malnutrition parmi les enfants, outre un taux de mortalité infantile cinq fois inférieur à celui de l'ensemble du pays (voir graphique).

Un certain nombre de pays, ayant pris acte de l'importance de l'éducation des populations rurales, ont adopté des politiques destinées à la rendre plus accessible et plus pertinente. Près de la moitié des écoles rurales de Colombie, par exemple, ont adopté le modèle de la Escuela Nueva (École nouvelle). Ces écoles privilégient l'apprentissage participatif et appliquent un programme d'études qui associe le contenu national de base à des modules d'inspiration locale correspondant à la culture et aux besoins de la population rurale, tout en appelant à une participation active des parents aux activités scolaires. Dans ces écoles, le taux d'abandon est nettement moins élevé, et les notes obtenues en espagnol et en mathématiques par les élèves de troisième année sont sensiblement meilleures que dans les écoles traditionnelles.

En Inde, l'État du Madhya Pradesh s'est engagé à construire, dans un délai de 90 jours, une école primaire dans toutes les communautés rurales qui fourniraient l'espace à cette fin et engageraient un enseignant qualifié. Aujourd'hui, tous les enfants de cet État en âge de fréquenter l'école primaire sont scolarisés.

Dans plusieurs pays, les programmes qui s'attaquent de façon directe et concomitante aux carences éducatives et à la malnutrition ont obtenu des résultats tout à fait positifs.

Au Bangladesh, le programme Vivres-

contre-scolarisation permet aux familles de recevoir de la nourriture lorsqu'elles envoient leurs enfants à l'école plutôt que de les mettre au travail. Une évaluation conduite au bout de huit ans par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires a révélé que des gains avaient été réalisés en matière tant éducative que nutritionnelle; la fréquentation de l'école primaire avait augmenté, notamment pour les fillettes, les absences ainsi que les taux d'abandon étaient en déclin, et la consommation de calories et de protéines parmi les familles participantes avait enregistré de nets progrès.

Le programme mexicain PROGRESA (Programa de Educación, Salud y Alimentación) a instauré la distribution de primes en argent liquide à plus de 2,6 millions de familles rurales pauvres, à condition qu'elles envoient leurs enfants à l'école. Les catégories qui en ont tiré le plus grand profit sont les adolescents et les filles, plus exposés à l'abandon scolaire avant le passage au niveau secondaire. Ce programme offre aussi des compléments nutritionnels aux nouveau-nés et aux enfants en bas âge des familles participantes.

Après trois années d'application du programme PROGRESA, le taux d'inscription pour l'année critique de transition entre le primaire et le secondaire avait augmenté de 20 pour cent pour les filles et de 10 pour cent pour les garçons. La simulation de l'impact sur une période plus longue indique qu'en moyenne, les enfants bénéficiaires gagnent 60 pour cent d'une année scolaire, et que 19 pour cent d'entre eux passeront un certain temps dans le cycle secondaire (voir graphique).

# Sur la voie des engagements du Sommet

## Le riz et la sécurité alimentaire

Le riz occupe une place centrale dans la sécurité alimentaire mondiale. Principale source de calories pour près de la moitié de la population de la planète, il est l'aliment de base de 34 pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique (voir carte). Dans plusieurs pays d'Asie, la population est tributaire du riz pour plus des deux tiers des calories absorbées et 60 pour cent des protéines contenues dans le régime alimentaire.

La culture et la transformation du riz constituent de surcroît la principale source d'emploi et de revenu pour environ 2 milliards de personnes. Près de 90 pour cent de la production mondiale de riz proviennent de petites exploitations situées dans les pays en développement. Dans nombre des pays les plus pauvres d'Asie, 60 pour cent des terres arables sont consacrées à la culture du riz, et les couches les plus pauvres de la population dépensent entre 20 et 40 pour cent de leur revenu pour s'en procurer.

### Rendements meilleurs, prix moins élevés

Au cours des 40 dernières années, les progrès technologiques et l'évolution des politiques ont entraîné des progrès rapides de la production rizicole, parallèlement à un déclin très marqué des prix. Les variétés à haut rendement introduites durant la Révolution verte ont considérablement stimulé la production. Entre 1961 et 1990, la production mondiale a plus que doublé, passant de 216 à 518 millions de tonnes. Les rendements ont également fait un bond, passant de moins de 1 900 kg à l'hectare à plus de 3 500 kg à l'hectare, tandis que les prix réels chutaient de plus de 50 pour cent (voir graphique).

Grâce à l'augmentation de l'offre de riz à des prix plus abordables, on a vu décroître rapidement le nombre de personnes souffrant de la faim dans les pays où le riz

constitue la denrée alimentaire de base. En Asie, la consommation annuelle par habitant a progressé de plus de 20 kg, tandis que la proportion des personnes sous-alimentées tombait de près de 40 pour cent à 16 pour cent.

### L'évolution des modes de consommation

Au cours des quatre dernières décennies, on a assisté à une évolution convergente des modes de consommation du riz dans différentes régions. En Asie, où le riz constitue depuis des siècles la base de l'alimentation, la consommation par habitant a augmenté rapidement au cours des années 60 et 70. Entre-temps, la gamme des régimes alimentaires s'est étendue, faisant décroître la contribution relative du riz. En revanche, dans certaines régions d'Afrique, du Proche-Orient et d'Amérique latine ainsi que des Caraïbes, la consommation de riz a notablement progressé, tant du point de vue du volume que de la proportion occupée dans l'apport calorique (voir graphique). Aujourd'hui, le riz est la source de nourriture dont la progression est la plus rapide en Afrique.

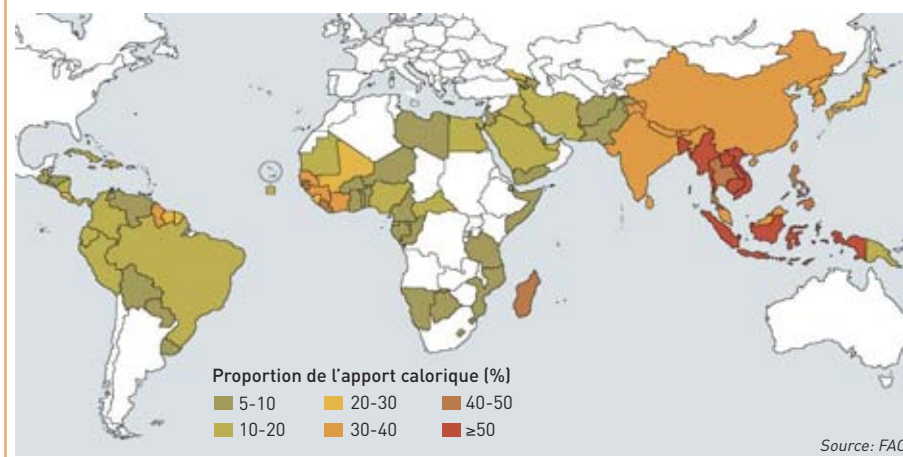
### Relever le défi

Selon les estimations de l'Institut international de recherches sur le riz (IRRI), d'ici 2025, le nombre de personnes tributaires du riz comme principale source d'alimentation augmentera de plus de 40 pour cent, faisant un bond de 2,7 milliards à 3,9 milliards. Pour faire face à cette demande, il va falloir adapter les politiques gouvernementales ainsi que les pratiques culturelles afin de sous-tendre des augmentations durables de la production rizicole.

Les gouvernements devront étudier avec soin leurs politiques agricoles et commerciales afin que le riz reste une denrée abordable pour les consommateurs pauvres, tout en restant une source de profit pour les petits agriculteurs. À titre d'exemple, en Indonésie, l'Office de la logistique (Bulog) garantit aux agriculteurs un prix plancher pour l'achat de leur production de riz et distribue plus de 2 millions de tonnes de riz subventionné aux ménages pauvres, par le biais d'un programme ciblé d'assistance sociale.

En Afrique de l'Ouest, plusieurs gouvernements ont adopté des mesures destinées à accroître la production. Au Mali, le sec-

Contribution du riz à l'apport calorique, 1999-2001







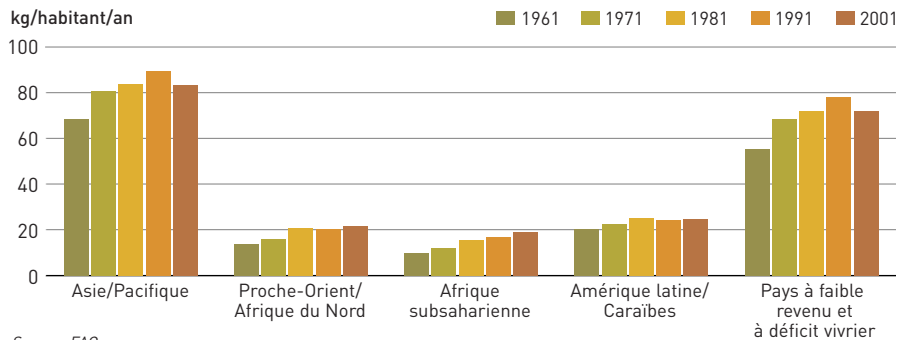
teur du riz a progressé rapidement au cours de la dernière décennie, et la libéralisation des prix a encouragé les agriculteurs et les distributeurs à investir dans l'expansion de la production. Parallèlement, la prolifération des petites meuneries villageoises a entraîné une réduction marquée des coûts de transformation, tandis que le gouvernement intensifie les investissements publics dans l'infrastructure. Aujourd'hui, le Mali, où les surfaces propres à la riziculture irriguée sont importantes, ambitionne de devenir «le grenier à riz du Sahel» en faisant passer sa production de 735 000 tonnes à 4,5 millions de tonnes d'ici 2010.

### Réduire l'écart de productivité

Compte tenu des limites des surfaces qui se prêtent à une expansion de la production rizicole, il conviendra, pour répondre à la demande croissante, de réduire «l'écart de productivité» entre les taux obtenus dans les stations de recherche et ceux que parviennent à atteindre les agriculteurs sur le terrain. Les experts de la FAO estiment qu'il faudra réaliser un gain de 1 pour cent par an si l'on veut satisfaire la demande sans alimenter la spirale des prix.

L'adoption de variétés hybrides de riz constitue souvent une méthode avérée d'intensification de la production. Ces variétés donnent généralement un rendement supérieur de 15 à 20 pour cent à celui des meilleures variétés à haut rendement. Depuis la mise en culture réussie de la première variété hybride en 1974, la Chine a augmenté sa production de près

### Consommation annuelle de riz par habitant, ventilation régionale, 1961-2001



de 50 pour cent, alors même que les terres cultivées en riz subissaient une réduction de près d'un quart.

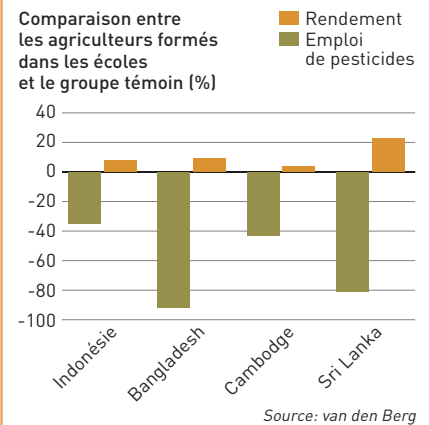
Les progrès accomplis dans la culture du riz ont également permis de réaliser des gains importants en Afrique de l'Ouest. L'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest a en effet réussi à croiser les variétés africaines présentant une bonne résistance à des variétés à rendement élevé importées d'Asie, obtenant la qualité connue aujourd'hui sous l'appellation NERICA (nouveau riz pour l'Afrique). Ainsi, avec une augmentation minimale de l'utilisation d'engrais, ces nouvelles variétés permettent d'accroître jusqu'à 150 pour cent le rendement obtenu dans les hautes terres et dans les basses terres à culture pluviale. Le Nigéria, par exemple, a privilégié le recours à la variété NERICA comme pivot de sa campagne d'augmentation de la production, laquelle devrait passer d'une moyenne de 3 millions de tonnes en 2000-2002 à près de 15 millions en 2007.

### Autonomiser les petits agriculteurs

Les progrès technologiques peuvent, certes, améliorer les rendements, et les politiques gouvernementales constituer un cadre favorable à la production et à la commercialisation de la production rizicole. Cependant, si l'on veut consolider les succès obtenus en matière de sécurité alimentaire, il faut permettre aux millions de petits agriculteurs de bénéficier de ces progrès, afin que l'augmentation de la production s'inscrive dans des systèmes agricoles durables et diversifiés.

Les écoles pratiques d'agriculture représentent dans ce domaine une démarche

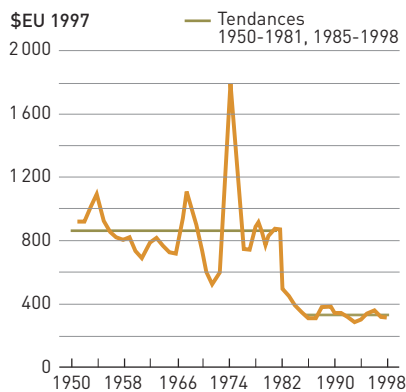
### Les écoles pratiques d'agriculture réduisent l'emploi de pesticides et améliorent les rendements



qui a fait ses preuves, puisque entre 1990 et 2000, plus de 2 millions de riziculteurs asiatiques y ont participé et y ont gagné un surcroît d'autonomie, apprenant notamment à réduire leur utilisation de pesticides et à faire un emploi plus judicieux et plus durable des engrais mais aussi de l'eau. Cet enseignement s'est traduit par une réduction des coûts, une augmentation des rendements et une progression des revenus (voir graphique).

Autre exemple, à Sri Lanka, les agriculteurs qui ont participé aux écoles pratiques d'agriculture ont réduit le recours aux pesticides de plus de 80 pour cent, tout en augmentant leur rendement au-delà de 20 pour cent. Ainsi, grâce aux économies substantielles réalisées sur les pesticides, conjuguées à l'amélioration des rendements, ils ont plus que doublé leurs revenus provenant de la riziculture.

### Cours mondiaux du riz, 1950-1998



# Sur la voie des engagements du Sommet

## Prochaine étape: accélérer l'action pour ralentir la faim

Il reste peu de temps pour atteindre l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA), et beaucoup de chemin à parcourir. Le temps est venu d'accélérer la cadence et de prendre les mesures qui s'imposent et dont nous savons qu'elles sont réalisables.

Les progrès se sont longtemps fait attendre mais l'objectif du SMA n'est pas hors d'atteinte et nous avons les moyens financiers d'y arriver. Des améliorations rapides sont encore possibles, les études le montrent, à condition d'appliquer une stratégie sur deux fronts visant les causes aussi bien que les conséquences de la pauvreté extrême et de la faim (voir le schéma). Cette stratégie consiste, premièrement, à intervenir pour améliorer la situation alimentaire et les revenus des pauvres en revalorisant leurs activités de production; et, deuxièmement, à procurer aux familles les plus nécessiteuses un accès direct et immédiat à la nourriture par le biais de programmes ciblés.

Pour atteindre l'objectif du SMA, la stratégie sur deux fronts doit se concrétiser

en programmes appliqués sur une vaste échelle dans les pays où la faim est généralisée et les ressources, particulièrement limitées.

Dans ce contexte, il importe de donner la priorité, au cours de la prochaine décennie, aux mesures qui auront un impact immédiat sur la sécurité alimentaire des millions de personnes vulnérables. Là où les ressources manquent, il faut adopter des moyens peu coûteux d'aider les petits agriculteurs à augmenter leur production au bénéfice de leur famille et de leur collectivité. Parallèlement, les mesures de protection ciblées doivent de toute urgence être élargies.

### **Améliorer la productivité, l'état nutritionnel et les moyens d'existence des pauvres**

La grande majorité des affamés du monde vivent dans les campagnes et sont tributaires de l'agriculture tant pour le revenu que pour la nourriture. Une hausse même modeste de la production agricole dans un

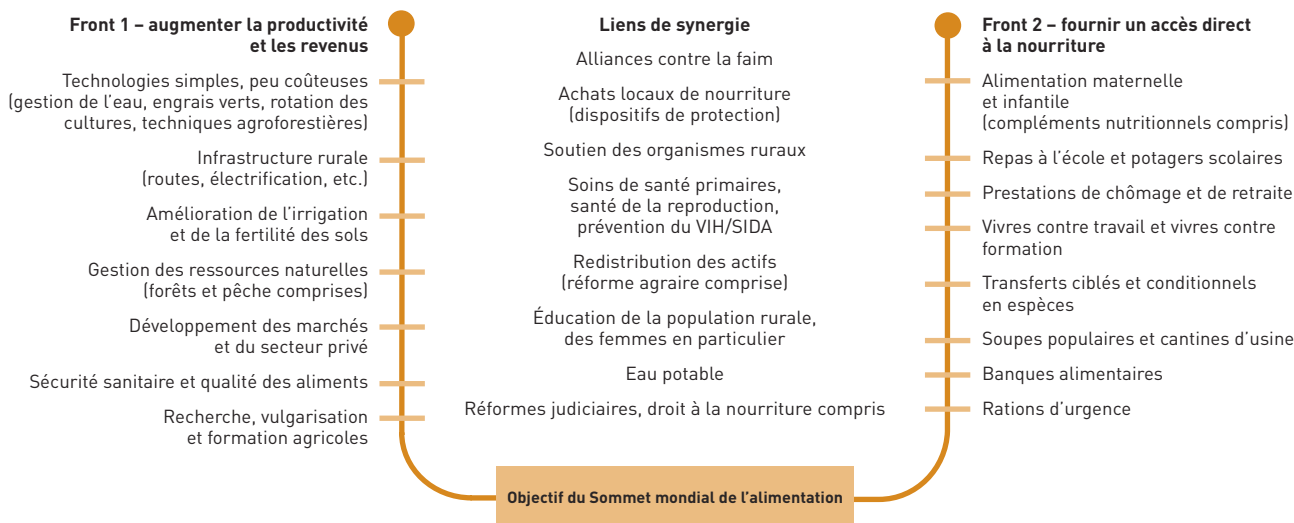
très grand nombre de petites exploitations agricoles permettrait d'améliorer le régime alimentaire et de faire chuter radicalement la faim et la pauvreté en zone rurale.

L'augmentation de la productivité des petits agriculteurs a des effets bénéfiques en cascade dans toutes les collectivités rurales pauvres. Les petits exploitants qui disposent d'un revenu supplémentaire l'utilisent pour se procurer des biens et services à forte utilisation de main-d'œuvre dans le secteur non agricole local – ce qui améliore les revenus de tous les ruraux, y compris les travailleurs sans terre, qui dans bien des pays représentent une forte proportion des plus démunis.

### **Élargir les dispositifs de protection sociale et renforcer les programmes de transfert**

Devant l'urgence des besoins, la façon la plus rapide de réduire la faim est, dans bien des cas, d'offrir une assistance directe aux ménages les plus démunis pour s'assurer qu'ils aient à manger. Pour donner aux in-

### Accélérer la stratégie sur deux fronts pour éradiquer la faim



Source: FAO



terventions une portée étendue et durable, il faut élargir les dispositifs de protection et renforcer les programmes de transfert de fonds en portant une attention particulière aux groupes les plus vulnérables: femmes enceintes ou qui allaitent, nourrissons et enfants en bas âge, enfants d'âge scolaire, jeunes chômeurs urbains, et personnes âgées, handicapées ou malades, y compris celles atteintes du VIH/SIDA.

Rien n'empêche d'incorporer, dans les dispositifs de protection, des éléments qui viendront appuyer la démarche de développement. Dans nombre de cas, les banques de vivres et les distributions alimentaires dans les écoles peuvent, à condition que la nourriture soit achetée localement auprès des petits agriculteurs, stimuler les revenus, améliorer la sécurité alimentaire et encourager le développement dans les communautés rurales vulnérables. De la même façon, les interventions alimentaires en faveur de personnes inscrites à l'école ou à des cours de formation contribueront à améliorer en même temps leur état nutritionnel et leurs perspectives d'emploi.

### Donner les moyens nécessaires aux communautés rurales

Souvent, ce sont les communautés rurales qui sont les mieux à même d'identifier les causes locales profondes de la faim chronique et de trouver les solutions les plus efficaces exigeant le moins de ressources externes.

L'expérience a montré que les mesures de soutien à l'éducation des adultes et à

l'habilitation des collectivités, telles les écoles pratiques d'agriculture, aident les agriculteurs à augmenter leur production et permettent de mieux cibler les dispositifs de protection sociale.

La Sierra Leone a fait des écoles pratiques d'agriculture un élément clé d'une campagne de mobilisation générale visant à éliminer la faim d'ici cinq ans. On prévoit qu'en septembre 2006, plus de 200 000 des 450 000 agriculteurs du pays auront reçu une formation autofinancée axée sur la sécurité alimentaire (voir le graphique).

### Un financement plus généreux, des engagements plus fermes

Pour mettre en œuvre les interventions directes qui permettront d'atteindre l'objectif du SMA tout en augmentant les investissements à long terme requis pour l'agriculture et le développement rural durables, il faudra également relever le niveau des engagements financiers et raffermir les volontés politiques. Par bonheur, plusieurs pays ont entrepris de mobiliser la volonté politique et de préconiser des mécanismes de financement novateurs.

Décrivant la faim comme «la pire des armes de destruction massive», le Président du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva, a plaidé en faveur d'un impôt sur le commerce international des armes et sur certaines transactions financières en usage dans les «paradis fiscaux». Les Présidents du Chili, de l'Espagne et de la France, de même que le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, se sont

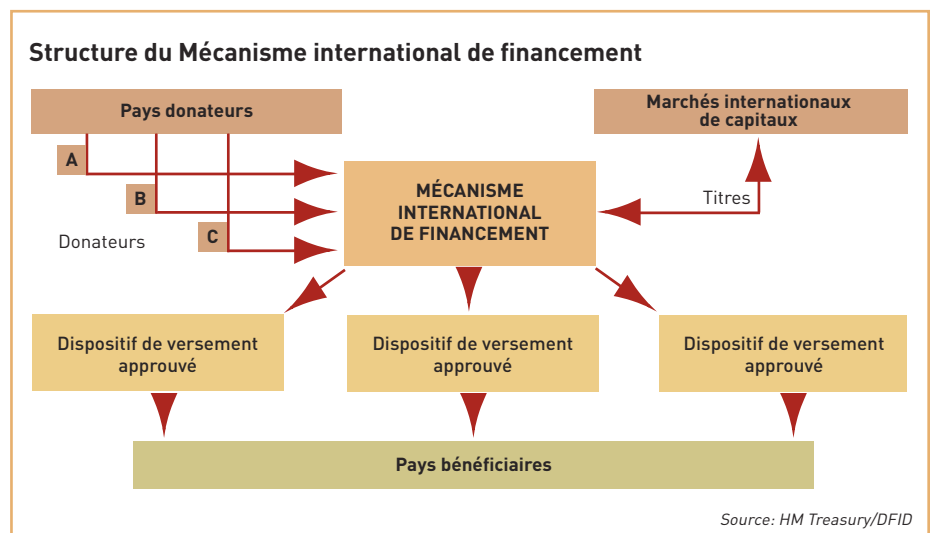
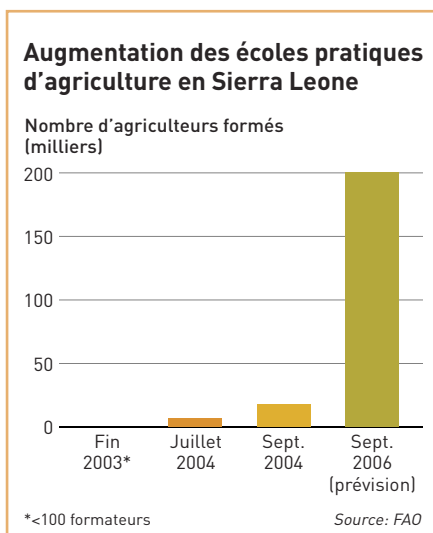
jointes au Président Lula pour mettre sur pied un «Groupe des cinq contre la faim», qui examine actuellement un éventail de mécanismes de financement possibles.

Le Royaume-Uni a proposé pour sa part de créer un Mécanisme international de financement permettant de «débloquer l'aide en une fois afin d'accélérer les progrès en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement». Par le moyen de titres garantis par des engagements à long terme des pays donateurs, le nouveau mécanisme verserait aux pays les plus pauvres de la planète 50 milliards de dollars EU par an au titre de l'aide au développement, et cela jusqu'en 2015 (voir le schéma).

Le 20 septembre 2004, plus de 100 pays ont participé à un Sommet d'un jour des dirigeants mondiaux sur la lutte contre la faim au Siège de l'ONU, à New York. À l'issue de cette rencontre, ils se sont engagés à soutenir une campagne annuelle visant à réunir ces fonds supplémentaires de 50 milliards de dollars EU pour combattre la faim, déclarant:

«Le plus grand scandale n'est pas celui de la faim, c'est celui de la persistance de la faim dans un monde qui a les moyens de l'éradiquer. Le temps est venu d'agir.»

«La faim ne peut pas attendre.»



# Tableaux

**Tableau 1. PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans les pays en développement et les pays en transition**

MONDE EN DÉVELOPPEMENT Région/sous-région/pays [catégorie de sous-alimentés]	Population totale			Nombre de personnes sous-alimentées			Proportion de sous-alimentés dans la population totale		
	1990-1992	1995-1997 millions	2000-2002	1990-1992	1995-1997 millions	2000-2002	1990-1992	1995-1997 %	2000-2002
<b>MONDE EN DÉVELOPPEMENT</b>	<b>4 058,7</b>	<b>4 431,1</b>	<b>4 796,7</b>	<b>823,8</b>	<b>796,7</b>	<b>814,6</b>	<b>20</b>	<b>18</b>	<b>17</b>
<b>ASIE ET PACIFIQUE*</b>	<b>2 815,2</b>	<b>3 039,5</b>	<b>3 256,1</b>	<b>569,2</b>	<b>509,5</b>	<b>519,0</b>	<b>20</b>	<b>17</b>	<b>16</b>
<b>ASIE DE L'EST</b>	<b>1 241,5</b>	<b>1 307,2</b>	<b>1 364,5</b>	<b>198,8</b>	<b>155,1</b>	<b>151,7</b>	<b>16</b>	<b>12</b>	<b>11</b>
Chine [3]	1 175,7	1 237,8	1 292,5	193,5	145,6	142,1	16	12	11
Rép. pop. dém. de Corée [5]	20,3	21,6	22,4	3,7	7,6	8,1	18	35	36
Mongolie [4]	2,3	2,4	2,5	0,8	1,1	0,7	34	46	28
Rép. de Corée [1]	43,3	45,4	47,1	0,8	0,8	0,7	—	—	—
<b>ASIE DU SUD-EST</b>	<b>444,2</b>	<b>484,7</b>	<b>522,8</b>	<b>78,4</b>	<b>66,3</b>	<b>65,5</b>	<b>18</b>	<b>14</b>	<b>13</b>
Cambodge [4]	10,1	11,8	13,5	4,3	5,2	4,4	43	44	33
Indonésie [3]	185,2	200,1	214,3	16,4	11,2	12,6	9	6	6
Rép. dém. pop. lao [4]	4,2	4,8	5,4	1,2	1,3	1,2	29	28	22
Malaisie [1]	18,3	20,9	23,5	0,5	0,5	0,6	3	—	—
Myanmar [3]	41,2	44,8	48,2	4,0	3,2	2,8	10	7	6
Philippines [4]	62,5	69,9	77,1	16,2	16,3	17,2	26	23	22
Thaïlande [4]	55,1	58,5	61,6	15,2	12,0	12,2	28	20	20
Viet Nam [3]	67,5	74,0	79,2	20,6	16,7	14,7	31	23	19
<b>ASIE DU SUD</b>	<b>1 125,3</b>	<b>1 242,7</b>	<b>1 363,3</b>	<b>291,3</b>	<b>287,3</b>	<b>301,1</b>	<b>26</b>	<b>23</b>	<b>22</b>
Bangladesh [4]	112,1	126,3	140,9	39,2	50,4	42,5	35	40	30
Inde [4]	863,3	948,6	1 033,3	215,8	203,0	221,1	25	21	21
Népal [3]	19,1	21,4	24,1	3,9	5,6	4,0	20	26	17
Pakistan [4]	113,7	128,4	146,3	27,7	23,8	29,3	24	19	20
Sri Lanka [4]	17,0	17,9	18,8	4,8	4,6	4,1	28	26	22
<b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>	<b>443,4</b>	<b>482,5</b>	<b>521,2</b>	<b>59,5</b>	<b>54,8</b>	<b>52,9</b>	<b>13</b>	<b>11</b>	<b>10</b>
<b>AMÉRIQUE DU NORD</b>	<b>84,8</b>	<b>92,7</b>	<b>100,5</b>	<b>4,6</b>	<b>5,0</b>	<b>5,2</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
Mexique [3]	84,8	92,7	100,5	4,6	5,0	5,2	5	5	5
<b>AMÉRIQUE CENTRALE</b>	<b>28,8</b>	<b>32,7</b>	<b>36,9</b>	<b>5,0</b>	<b>6,5</b>	<b>7,4</b>	<b>17</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
Costa Rica [2]	3,2	3,6	4,0	0,2	0,2	0,2	6	5	4
El Salvador [3]	5,2	5,8	6,3	0,6	0,8	0,7	12	14	11
Guatemala [4]	9,0	10,3	11,7	1,4	2,2	2,8	16	21	24
Honduras [4]	5,0	5,8	6,6	1,1	1,2	1,5	23	21	22
Nicaragua [4]	3,9	4,6	5,2	1,2	1,5	1,4	30	33	27
Panama [4]	2,5	2,7	3,0	0,5	0,6	0,8	21	23	26
<b>CARAÏBES</b>	<b>28,5</b>	<b>30,2</b>	<b>31,7</b>	<b>7,8</b>	<b>8,9</b>	<b>6,7</b>	<b>27</b>	<b>30</b>	<b>21</b>
Cuba [2]	10,7	11,0	11,2	0,8	1,9	0,4	8	18	3
Rép. dominicaine [4]	7,2	7,8	8,5	1,9	2,0	2,1	27	26	25
Haïti [5]	7,0	7,6	8,1	4,6	4,5	3,8	65	59	47
Jamaïque [3]	2,4	2,5	2,6	0,3	0,3	0,3	14	11	10
Trinité-et-Tobago [3]	1,2	1,3	1,3	0,2	0,2	0,2	13	15	12
<b>AMÉRIQUE DU SUD</b>	<b>301,3</b>	<b>327,0</b>	<b>352,2</b>	<b>42,0</b>	<b>34,4</b>	<b>33,6</b>	<b>14</b>	<b>11</b>	<b>10</b>
Argentine [1]	33,0	35,2	37,5	0,7	0,4	0,6	—	—	—
Bolivie [4]	6,8	7,6	8,5	1,9	1,9	1,8	28	25	21
Brésil [3]	151,2	162,8	174,0	18,5	16,5	15,6	12	10	9
Chili [2]	13,3	14,4	15,4	1,1	0,7	0,6	8	5	4
Colombie [3]	35,7	39,3	42,8	6,1	5,1	5,7	17	13	13
Équateur [2]	10,5	11,6	12,6	0,9	0,6	0,6	8	5	4
Guyana [3]	0,7	0,7	0,8	0,2	0,1	0,1	21	12	9
Paraguay [3]	4,3	5,0	5,6	0,8	0,7	0,8	18	13	14
Pérou [3]	22,2	24,3	26,4	9,3	4,6	3,4	42	19	13
Suriname [3]	0,4	0,4	0,4	0,1	0,0	0,0	13	10	11
Uruguay [2]	3,1	3,2	3,4	0,2	0,1	0,1	6	4	4
Venezuela [3]	20,0	22,4	24,8	2,3	3,5	4,3	11	16	17

Tableau 1 (suite). PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans les pays en développement et les pays en transition

MONDE EN DÉVELOPPEMENT Région/sous-région/pays [catégorie de sous-alimentés]	Population totale			Nombre de personnes sous-alimentées			Proportion de sous-alimentés dans la population totale		
	1990-1992	1995-1997 millions	2000-2002	1990-1992	1995-1997 millions	2000-2002	1990-1992	1995-1997 %	2000-2002
<b>PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD*</b>	<b>322,8</b>	<b>362,6</b>	<b>399,4</b>	<b>24,8</b>	<b>34,9</b>	<b>39,2</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
<b>PROCHE-ORIENT*</b>	<b>202,5</b>	<b>230,2</b>	<b>255,0</b>	<b>19,4</b>	<b>29,2</b>	<b>33,1</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>13</b>
Iran, Rép. islamique d' [2]	58,0	63,3	67,3	2,1	2,1	2,7	4	3	4
Jordanie [3]	3,4	4,4	5,2	0,1	0,3	0,4	4	7	7
Koweït [3]	2,1	1,8	2,3	0,5	0,1	0,1	23	5	5
Liban [2]	2,8	3,2	3,5	0,1	0,1	0,1	—	3	3
Arabie saoudite [2]	17,1	19,5	22,8	0,7	0,8	0,8	4	4	3
Rép. arabe syrienne [2]	13,1	15,0	17,0	0,7	0,6	0,6	5	4	4
Turquie [2]	58,7	64,1	69,3	1,0	1,5	1,8	—	—	3
Émirats arabes unis [1]	2,1	2,6	2,9	0,1	0,1	0,1	4	—	—
Yémen [5]	12,5	15,7	18,7	4,2	5,7	6,7	34	36	36
<b>AFRIQUE DU NORD</b>	<b>120,4</b>	<b>132,4</b>	<b>144,4</b>	<b>5,4</b>	<b>5,7</b>	<b>6,1</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
Algérie [3]	25,6	28,4	30,8	1,3	1,7	1,7	5	6	5
Égypte [2]	57,0	62,8	69,1	2,5	2,2	2,4	4	3	3
Jamahiriya arabe libyenne [1]	4,4	4,8	5,3	0,0	0,0	0,0	—	—	—
Maroc [3]	25,0	27,3	29,6	1,5	1,7	2,0	6	6	7
Tunisie [1]	8,4	9,1	9,6	0,1	0,1	0,1	—	—	—
<b>AFRIQUE SUBSAHARIENNE*</b>	<b>477,3</b>	<b>546,4</b>	<b>620,0</b>	<b>170,4</b>	<b>197,4</b>	<b>203,5</b>	<b>36</b>	<b>36</b>	<b>33</b>
<b>AFRIQUE CENTRALE</b>	<b>63,4</b>	<b>73,6</b>	<b>82,0</b>	<b>22,7</b>	<b>38,8</b>	<b>45,2</b>	<b>36</b>	<b>53</b>	<b>55</b>
Cameroun [4]	12,0	13,8	15,4	4,0	4,6	3,9	33	33	25
Rép. centrafricaine [5]	3,0	3,4	3,8	1,5	1,7	1,6	50	51	43
Tchad [4]	6,0	6,9	8,1	3,5	3,4	2,7	58	49	34
Congo [5]	2,6	3,0	3,5	1,4	1,8	1,3	54	59	37
Rép. dém. du Congo [5]	38,8	45,3	49,9	12,2	27,2	35,5	32	60	71
Gabon [3]	1,0	1,1	1,3	0,1	0,1	0,1	10	8	6
<b>AFRIQUE DE L'EST*</b>	<b>167,8</b>	<b>190,8</b>	<b>217,7</b>	<b>76,4</b>	<b>88,7</b>	<b>86,2</b>	<b>46</b>	<b>46</b>	<b>40</b>
Burundi [5]	5,7	6,1	6,4	2,7	3,8	4,4	48	63	68
Érythrée [5]**	nd	3,3	3,9	nd	2,2	2,8	nd	68	73
Éthiopie [5]**	nd	59,0	67,3	nd	35,8	31,3	nd	61	46
Kenya [4]	24,4	28,1	31,1	10,7	10,8	10,3	44	38	33
Rwanda [5]	6,4	5,5	8,0	2,8	2,8	3,0	44	52	37
Soudan [4]	25,5	28,7	32,2	8,0	6,6	8,5	32	23	27
Ouganda [3]	17,9	20,9	24,2	4,2	5,4	4,6	24	26	19
Rép.-Unie de Tanzanie [5]	27,0	31,7	35,6	9,9	15,8	15,6	37	50	44
<b>AFRIQUE AUSTRALE</b>	<b>71,0</b>	<b>80,6</b>	<b>90,1</b>	<b>34,1</b>	<b>36,5</b>	<b>35,7</b>	<b>48</b>	<b>45</b>	<b>40</b>
Angola [5]	9,6	11,2	12,8	5,6	5,4	5,1	58	49	40
Botswana [4]	1,4	1,6	1,7	0,3	0,4	0,6	23	27	32
Lesotho [3]	1,6	1,7	1,8	0,3	0,2	0,2	17	14	12
Madagascar [5]	12,3	14,2	16,4	4,3	5,7	6,0	35	40	37
Malawi [4]	9,6	10,3	11,6	4,8	4,1	3,8	50	40	33
Maurice [3]	1,1	1,1	1,2	0,1	0,1	0,1	6	6	6
Mozambique [5]	13,9	16,4	18,2	9,2	9,5	8,5	66	58	47
Namibe [4]	1,5	1,7	1,9	0,5	0,6	0,4	35	36	22
Swaziland [3]	0,9	1,0	1,1	0,1	0,2	0,2	14	23	19
Zambie [5]	8,4	9,6	10,6	4,0	4,6	5,2	48	48	49
Zimbabwe [5]	10,7	11,9	12,7	4,9	5,6	5,6	45	47	44
<b>AFRIQUE DE L'OUEST</b>	<b>175,1</b>	<b>201,4</b>	<b>230,3</b>	<b>37,2</b>	<b>33,5</b>	<b>36,4</b>	<b>21</b>	<b>17</b>	<b>16</b>
Bénin [3]	4,8	5,6	6,4	1,0	0,9	0,9	20	17	15
Burkina Faso [3]	9,2	10,6	12,3	1,9	2,0	2,3	21	19	19
Côte d'Ivoire [3]	12,9	14,7	16,1	2,3	2,3	2,2	18	16	14
Gambie [4]	1,0	1,2	1,4	0,2	0,4	0,4	22	31	27
Ghana [3]	15,7	17,9	20,0	5,8	3,2	2,5	37	18	13

# Tableaux

Tableau 1 (fin). PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans les pays en développement et les pays en transition

MONDE EN DÉVELOPPEMENT Région/sous-région/pays [catégorie de sous-alimentés]	Population totale			Nombre de personnes sous-alimentées			Proportion de sous-alimentés dans la population totale		
	1990-1992	1995-1997 millions	2000-2002	1990-1992	1995-1997 millions	2000-2002	1990-1992	1995-1997 %	2000-2002
Guinée [4]	6,4	7,5	8,2	2,5	2,3	2,1	39	31	26
Libéria [5]	2,1	2,3	3,1	0,7	1,0	1,4	34	42	46
Mali [4]	9,3	10,6	12,3	2,7	3,4	3,6	29	32	29
Mauritanie [3]	2,1	2,4	2,7	0,3	0,3	0,3	15	11	10
Niger [4]	7,9	9,4	11,1	3,2	3,9	3,8	41	42	34
Nigéria [3]	88,7	102,7	117,8	11,8	8,9	11,0	13	9	9
Sénégal [4]	7,5	8,5	9,6	1,8	2,2	2,3	23	25	24
Sierra Leone [5]	4,1	4,1	4,6	1,9	1,8	2,3	46	44	50
Togo [4]	3,5	4,0	4,7	1,2	1,0	1,2	33	25	26

PAYS EN TRANSITION Région/sous-région/pays [catégorie de sous-alimentés]	Population totale		Nombre de personnes sous-alimentées		Proportion de sous-alimentés dans la population totale	
	1993-1995 millions	2000-2002	1993-1995 millions	2000-2002	1993-1995 %	2000-2002
<b>PAYS EN TRANSITION</b>	<b>413,6</b>	<b>409,8</b>	<b>23,3</b>	<b>28,3</b>	<b>6</b>	<b>7</b>
<b>COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS</b>	<b>284,5</b>	<b>281,7</b>	<b>19,0</b>	<b>24,1</b>	<b>7</b>	<b>9</b>
Arménie [4]	3,4	3,1	1,8	1,1	52	34
Azerbaïdjan [3]	7,7	8,2	2,6	1,2	34	15
Bélarus [1]	10,3	10,0	0,1	0,2	—	—
Géorgie [4]	5,4	5,2	2,1	1,4	39	27
Kazakhstan [3]	16,7	15,5	0,2	2,0	—	13
Kirghizistan [3]	4,5	5,0	0,9	0,3	21	6
Rép. de Moldova [3]	4,4	4,3	0,2	0,5	5	11
Féd. de Russie [2]	148,4	144,9	6,4	5,2	4	4
Tadjikistan [5]	5,7	6,1	1,2	3,7	21	61
Turkménistan [3]	4,1	4,7	0,5	0,4	13	9
Ukraine [2]	51,7	49,3	1,2	1,5	—	3
Ouzbékistan [4]	22,3	25,3	1,7	6,6	8	26
<b>ÉTATS BALTES</b>	<b>7,6</b>	<b>7,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>5</b>	<b>2</b>
Estonie [3]	1,5	1,4	0,1	0,1	9	5
Lettonie [2]	2,5	2,4	0,1	0,1	3	4
Lituanie [1]	3,6	3,5	0,2	0,0	4	—
<b>EUROPE ORIENTALE</b>	<b>121,4</b>	<b>120,9</b>	<b>3,9</b>	<b>4,0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
Albanie [3]	3,2	3,1	0,2	0,2	5	6
Bosnie-Herzégovine [3]	3,6	4,1	0,3	0,3	9	8
Bulgarie [3]	8,5	8,0	0,7	0,8	8	11
Croatie [3]	4,5	4,4	0,7	0,3	16	7
Rép. tchèque [1]	10,3	10,3	0,2	0,2	—	—
Hongrie [1]	10,2	10,0	0,1	0,0	—	—
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine [3]	2,0	2,0	0,3	0,2	15	11
Pologne [1]	38,5	38,6	0,3	0,3	—	—
Roumanie [1]	22,8	22,4	0,4	0,2	—	—
Serbie-et-Monténégro [3]	10,5	10,5	0,5	1,1	5	11
Slovaquie [3]	5,3	5,4	0,2	0,3	4	5
Slovénie [1]	2,0	2,0	0,1	0,0	3	—

Pour les notes relatives au tableau 1, veuillez voir la page 39.

**Tableau 2. DISPONIBILITÉS ET DIVERSIFICATION ALIMENTAIRES, MORTALITÉ INFANTILE, ÉTAT NUTRITIONNEL DES ENFANTS, INSTRUCTION ET URBANISATION dans les pays en développement, par catégorie de prévalence de la sous-alimentation**

CATÉGORIE DE PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans l'ensemble de la population en 2000-2002 Pays	Disponibilités alimentaires énergétiques alimentaires (DEA) 1990-1992 2000-2002 kcal/jour/personne		Diversification alimentaire Part des aliments autres que les féculents dans les DEA 1979-1981 2000-2002 %		Mortalité infantile Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans 1990 2002 par 1 000 naissances vivantes		État nutritionnel des enfants Insuffisance pondérale des enfants de moins de cinq ans 1990 2000 %		Instruction Taux d'alphabétisation 1990 2003 %		Urbanisation Portion urbaine de la population totale 1990 2000 %	
	1990-1992	2000-2002	1979-1981	2000-2002	1990	2002	1990	2000	1990	2003	1990	2000
<b>MOINS DE 2,5% DE SOUS-ALIMENTÉS</b>												
Argentine	2990	3070	67	65	28	19	2	5	98	99	87	89
Jamahiriya arabe libyenne	3280	3320	54	51	42	19	nd	5	91	97	80	85
Malaisie	2820	2890	48	53	21	8	25	20	95	98	50	62
Rép. de Corée	3000	3060	32	51	9	5	nd	nd	100	100	74	80
Tunisie	3150	3270	42	47	52	26	10	4	84	95	58	63
Émirats arabes unis	2930	3200	70	62	14	9	nd	nd	85	92	83	85
<b>2,5 À 4% DE SOUS-ALIMENTÉS</b>												
Chili	2610	2850	51	56	19	12	2	1	98	99	83	86
Costa Rica	2710	2860	62	65	17	11	3	nd	97	99	54	59
Cuba	2720	3000	58	63	13	9	nd	4	99	100	74	75
Équateur	2510	2740	65	66	57	29	17	14	96	98	55	60
Égypte	3200	3340	36	35	104	39	10	11	61	72	43	42
Iran, Rép. islamique d'	2980	3070	39	38	72	41	nd	11	86	95	56	64
Liban	3160	3160	58	62	37	32	nd	3	92	96	83	87
Arabie saoudite	2770	2840	52	50	44	28	nd	nd	85	94	78	86
Rép. arabe syrienne	2830	3040	51	54	44	28	12	7	80	89	49	50
Turquie	3490	3360	45	47	78	41	10	8	93	97	59	65
Uruguay	2660	2830	62	59	24	15	4	nd	99	99	89	92
<b>5 À 19% DE SOUS-ALIMENTÉS</b>												
Algérie	2920	2990	41	41	69	49	9	6	77	91	51	57
Bénin	2340	2520	30	27	185	156	nd	23	40	57	34	42
Brésil	2810	3010	57	66	60	37	7	6	92	96	75	81
Burkina Faso	2350	2410	26	25	210	207	33	34	25	38	14	17
Chine	2710	2960	20	42	49	38	17	10	95	98	27	36
Colombie	2440	2580	59	59	36	23	10	7	95	97	69	75
Côte d'Ivoire	2470	2620	34	35	157	191	12	21	53	64	40	44
El Salvador	2490	2550	44	48	60	39	15	10	84	89	49	58
Gabon	2450	2610	58	51	92	91	na	12	nd	nd	68	81
Ghana	2080	2620	35	28	125	97	30	25	82	93	36	44
Guyana	2350	2710	50	50	90	72	18	14	100	100	33	36
Indonésie	2700	2910	25	30	91	43	38	25	95	98	31	42
Jamaïque	2500	2670	58	60	20	20	7	4	91	95	51	52
Jordanie	2820	2670	48	48	43	33	6	4	97	100	72	79
Koweït	2370	3050	62	58	16	10	11	2	88	93	95	96
Lesotho	2450	2620	26	19	120	87	16	18	87	91	17	18
Mauritanie	2560	2780	50	49	183	183	48	32	46	50	44	58
Maurice	2890	2960	49	53	25	19	24	15	91	95	41	43
Mexique	3100	3160	52	53	46	29	14	8	95	97	72	75
Maroc	3030	3040	35	36	85	43	10	9	55	71	48	55
Myanmar	2630	2880	20	27	130	108	32	35	88	92	25	28
Népal	2350	2440	19	23	145	87	nd	48	47	64	9	14
Nigéria	2540	2700	45	35	235	201	35	31	74	89	35	44
Paraguay	2400	2560	56	59	37	30	4	nd	96	97	49	55
Pérou	1960	2550	46	46	80	39	11	7	95	97	69	73
Suriname	2530	2630	52	56	48	40	nd	13	nd	nd	65	74

# Tableaux

Tableau 2 (suite). DISPONIBILITÉS ET DIVERSIFICATION ALIMENTAIRES, MORTALITÉ INFANTILE, ÉTAT NUTRITIONNEL DES ENFANTS, INSTRUCTION ET URBANISATION dans les pays en développement, par catégorie de prévalence de la sous-alimentation

CATÉGORIE DE PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans l'ensemble de la population en 2000-2002 Pays	Disponibilités alimentaires énergétiques alimentaires (DEA) 1990-1992 2000-2002 kcal/jour/personne		Diversification alimentaire Part des aliments autres que les féculents dans les DEA 1979-1981 2000-2002 %		Mortalité infantile Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans 1990 2002 par 1 000 naissances vivantes		État nutritionnel des enfants Insuffisance pondérale des enfants de moins de cinq ans 1990 2000 %		Instruction Taux d'alphabétisation 1990 2003 %		Urbanisation Portion urbaine de la population totale 1990 2000 %	
	1990-1992	2000-2002	1979-1981	2000-2002	1990	2002	1990	2000	1990	2003	1990	2000
Swaziland	2460	2360	45	53	110	149	nd	10	85	92	23	23
Trinité-et-Tobago	2640	2730	59	62	24	20	7	6	100	100	69	74
Ouganda	2270	2360	52	55	160	141	23	23	70	81	11	12
Venezuela	2460	2350	63	60	27	22	8	4	96	98	84	87
Viet Nam	2180	2530	16	28	53	26	41	34	94	96	20	24
<b>20 À 34% DE SOUS-ALIMENTÉS</b>												
Bangladesh	2070	2190	15	16	144	73	66	48	42	50	20	23
Bolivie	2110	2250	52	50	120	71	11	8	93	97	56	62
Botswana	2260	2160	45	51	58	110	nd	13	83	90	42	50
Cambodge	1870	2060	12	22	115	138	nd	45	74	81	13	17
Cameroun	2110	2260	45	43	139	166	15	23	81	92	40	49
Tchad	1780	2150	34	42	203	200	nd	28	48	71	21	24
Rép. dominicaine	2260	2320	65	67	65	38	10	5	88	92	55	58
Gambie	2370	2270	36	47	154	126	nd	17	42	62	25	26
Guatemala	2350	2190	40	48	82	49	33	24	73	81	41	45
Guinée	2110	2380	40	40	240	165	24	23	nd	nd	25	33
Honduras	2310	2350	46	54	59	42	18	17	80	86	40	44
Inde	2370	2420	32	39	123	90	56	47	64	75	26	28
Kenya	1920	2110	36	46	97	122	23	21	90	96	25	36
Rép. dém. pop. lao	2110	2290	14	23	163	100	44	40	70	80	15	19
Malawi	1880	2150	29	24	241	182	28	25	63	73	12	15
Mali	2220	2200	30	28	250	222	31	33	28	39	24	30
Mongolie	2070	2240	52	53	104	71	12	13	99	99	57	57
Namibie	2060	2270	42	40	84	67	26	nd	87	93	27	31
Nicaragua	2220	2280	52	49	68	41	11	10	68	73	53	56
Niger	2020	2130	28	26	320	264	43	40	17	25	16	21
Pakistan	2300	2430	42	47	130	104	40	38	47	60	31	33
Panama	2320	2240	61	61	34	25	nd	8	95	97	54	56
Philippines	2260	2380	41	44	63	37	34	32	97	99	49	59
Sénégal	2280	2280	34	39	148	138	22	23	40	54	40	47
Sri Lanka	2230	2390	42	45	23	19	37	33	95	97	21	21
Soudan	2160	2260	50	47	120	94	34	41	65	80	27	36
Thaïlande	2250	2450	33	50	40	28	25	18	98	99	29	31
Togo	2150	2300	22	23	152	141	25	25	64	78	29	33
<b>35% OU PLUS DE SOUS-ALIMENTÉS</b>												
Angola	1780	2040	40	32	260	260	nd	31	nd	nd	26	33
Burundi	1900	1640	56	48	190	190	38	45	52	67	6	9
Rép. centrafricaine	1870	1980	34	43	180	180	27	24	52	71	37	41
Congo	1860	2090	34	37	110	108	24	nd	93	98	48	52
Rép. pop. dém. de Corée	2450	2140	34	36	55	55	nd	28	nd	nd	58	60
Rép. dém. du Congo	2170	1630	28	24	205	205	nd	31	69	85	28	30
Érythrée	nd	1520	nd	25	147	89	41	40	61	73	16	19
Éthiopie	nd	1840	nd	20	204	171	46	47	43	59	13	15
Haïti	1780	2080	49	45	150	123	27	17	55	67	29	36
Libéria	2210	1990	27	36	235	235	nd	27	57	72	42	45
Madagascar	2080	2060	27	23	168	135	41	40	72	82	24	26



Tableau 2 (fin). DISPONIBILITÉS ET DIVERSIFICATION ALIMENTAIRES, MORTALITÉ INFANTILE, ÉTAT NUTRITIONNEL DES ENFANTS, INSTRUCTION ET URBANISATION dans les pays en développement, par catégorie de prévalence de la sous-alimentation

CATÉGORIE DE PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION dans l'ensemble de la population en 2000-2002 Pays	Disponibilités alimentaires Disponibilités énergétiques alimentaires (DEA)		Diversification alimentaire Part des aliments autres que les féculents dans les DEA		Mortalité infantile Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans		État nutritionnel des enfants Insuffisance pondérale des enfants de moins de cinq ans		Instruction Taux d'alphabétisation		Urbanisation Portion urbaine de la population totale	
	1990-1992	2000-2002	1979-1981	2000-2002	1990	2002	1990	2000	1990	2003	1990	2000
	kcal/jour/personne		%		par 1 000 naissances vivantes		%		%		%	
Mozambique	1 740	2 030	25	25	240	205	nd	26	49	64	21	32
Rwanda	1 950	2 050	50	44	173	203	29	24	73	86	5	14
Sierra Leone	1 990	1 930	40	36	302	284	29	27	nd	nd	30	37
Rép.-Unie de Tanzanie	2 050	1 960	31	29	163	165	29	29	83	92	22	32
Yémen	2 040	2 040	34	34	142	114	30	46	50	69	21	25
Zambie	1 930	1 900	23	23	180	182	21	28	81	90	39	35
Zimbabwe	1 970	2 020	34	44	80	123	12	13	94	98	29	34

#### NOTES DU TABLEAU 1

Les pays révisent leurs statistiques officielles régulièrement aussi bien pour le passé que pour le présent. Il en va de même pour les chiffres de la population de l'ONU. Lorsque cela se produit, la FAO revoit ses estimations sur la sous-alimentation en conséquence. Il est donc conseillé aux lecteurs de se concentrer exclusivement sur l'évolution des estimations dans le temps dans cette même publication du SOFI et de ne pas comparer les données publiées dans les éditions précédentes.

Le chiffre entre crochets qui suit le nom du pays indique la catégorie de prévalence, c'est-à-dire la proportion de sous-alimentés dans la population en 2000-2002:

- [1] <2,5% de sous-alimentés
- [2] 2,5-4% de sous-alimentés
- [3] 5-19% de sous-alimentés
- [4] 20-34% de sous-alimentés
- [5] ≥35% de sous-alimentés

Ne sont pas inclus dans ce tableau les pays pour lesquels les données étaient insuffisantes.

#### NOTES DU TABLEAU 2

**Aliments autres que les féculents:** toutes les sources de DEA à l'exception des céréales, des racines et des tubercules.

**Taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans:** probabilité pour un nouveau-né de mourir avant l'âge de cinq ans selon les taux de mortalité actuels par âge (taux par 1 000 naissances vivantes).

**Insuffisance pondérale chez les enfants moins de cinq ans:** proportion des enfants de moins de cinq ans dont le poids est inférieur d'au moins deux points d'écart à la moyenne pour leur âge. Les sondages n'ont pas tous été menés à la même date. Pour chaque pays on a recueilli les données relatives à l'année la plus proche de 1990 dans la décennie 1985-1994, et à l'année la plus récente de la décennie 1995-2004.

**Taux d'alphabétisation:** pourcentage des personnes de 15 à 24 ans capables de lire et d'écrire, en en comprenant le sens, une phrase simple portant sur un sujet familier.

\* Plutôt que d'être présentées séparément, des estimations provisoires pour l'Afghanistan, l'Iraq, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Somalie sont incluses dans les blocs de statistiques régionales.

\*\* L'Érythrée et l'Éthiopie n'étaient pas des entités séparées en 1990-1992, mais on a inclus des estimations, en nombre et en pourcentage, de la population sous-alimentée de l'ancienne République démocratique populaire d'Éthiopie dans les blocs de statistiques régionales et sous-régionales concernant cette période.

#### LÉGENDE

- proportion de sous-alimentés inférieure à 2,5%
- nd donnée non disponible
- 0,0 zéro ou moins de la moitié de l'unité indiquée

#### SOURCES

**Population totale:** Division de la population de l'ONU, *Perspectives de la population de l'ONU*, révision de 2002

**Sous-alimentation:** estimations de la FAO

**Urbanisation:** pourcentage, calculé en milieu d'année, de la population habitant les zones urbaines.

#### LÉGENDE

- nd donnée non disponible

#### SOURCES

**Catégories de sous-alimentation, disponibilités et diversification alimentaires:** FAO

**Mortalité infantile:** UNICEF

**État nutritionnel des enfants:** OMS

**Instruction:** UNESCO

**Urbanisation:** Division de la population de l'ONU, *Perspectives de la population de l'ONU*, révision de 2003

# Sources

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004 est fondé sur des données et analyses fournies par les divisions techniques de la FAO. Les ouvrages de référence de certains articles de la présente édition sont les suivants:

## Pages 8-13

On trouvera sur le site [www.fao.org/sof/sofi/](http://www.fao.org/sof/sofi/) des précisions techniques concernant les estimations provisoires de la FAO sur les coûts de la faim.

**ACC/SCN.** 2004. *Fifth report on the world nutrition situation*. Genève. 130 p.

**Alderman, H. et Behrman, J.** 2003. *Estimated economic benefits of reducing LBW in low-income countries*. Philadelphia. University of Pennsylvania.

**Alderman, H., Hoddinott, J. et Kinsey, B.** 2003. *Long-term consequences of early childhood malnutrition*. Washington, IFPRI. 30 p.

**Alderman, H., Behrman, J. et Hoddinott, J.** 2004. Hunger and malnutrition. Dans Lomborg, B., éd., *Global crises, global solutions*. Cambridge. Cambridge University Press. 672 p.

**Black, R., Morris, S. et Bryce, J.** 2003. Where and why are 10 million children dying every year. *The Lancet*, 361: 2226-34.

**Horton, S.** 1999. Opportunities for investments in nutrition in low-income Asia. *Asian Development Review*, 17 (1,2): 246-273.

**Horton, S. et Ross, J.** 2003. The economics of iron deficiency. *Food Policy* 28: 51-75.

**Jones, G., Steketee, R., Black, R., Bhutta, Q., Morris, S. et Bellagio Child Survival Study Group.** 2003. How many child deaths can we prevent this year. *The Lancet*, 362: 65-71.

**Martorell, R., Khan, K.L. et Schroeder, D.G.** 1994. Reversibility of stunting: Epidemiological findings in children from developing countries. *European Journal of Clinical Nutrition*, 48 (Suppl. 1): S45-57.

**OMS.** 2002. *Rapport sur la santé dans le monde 2002*. Genève. 248 p.

**Pelletier, D., Frongillo, E.** 2002. *Changes in child survival are strongly associated with changes in malnutrition in developing countries*. Washington, Academy for Educational Development. 32 p.

**Popkin, B., Horton, S. et Kim, S.** 2001. *The nutrition transition and prevention of diet-related diseases in Asia and the Pacific*. Tokyo. UN University Press. 58 p.

**Seres, N. dans ACC/SCN.** 2000. *Fourth report on the world nutrition situation*. Genève. 121 p.

## Pages 14-15

**FAO.** 2003. *Proceedings: Measurement and assessment of food deprivation and undernutrition*. Rome, 411 p.

**UNICEF.** 2003. La situation des enfants dans le monde 2004. New York.

## Pages 18-23

**Banque mondiale.** 2003. *Perspectives économiques mondiales 2004*. Washington. 333 p.

**Barker, D.** 1999. The long-term outcome of retarded fetal growth. *Schweiz Med. Wochenschr.* 129:189-96.

**Barker, D.** 1999. The fetal origins of type 2 diabetes mellitus. *Annals of Internal Medicine*, 130 (4): 322-324.

**Faigenbaum, S.** 2002. *Los supermercados en la distribución alimentaria y su impacto sobre el sistema agroalimentario nacional*. Santiago. Université du Chili. 93 p.

**FAO.** 2000. *Analysis of disparities in nutritional status by wealth and residence: examples from Angola, Central African Republic and Senegal*. Rome. 23 p.

**Haddad, L., Ruel, M. et Garrett, J.** 1999. *Are urban poverty and undernutrition growing: some newly assembled evidence*. Washington. IFPRI. 41 p.

**Maxwell, D., Levin, C., Armar-Klemesu, M., Ruel, M., Morris, S. et Ahiadeke, C.** 2000. *Urban livelihoods and food and nutrition security in greater Accra, Ghana*. Washington. IFPRI. 172 p.

**McCulloch, N. et Ota, M.** 2002. *Export horticulture and poverty in Kenya*. Brighton. IDS. 24 p.

**Neven, D. et Reardon, T.** 2003. The rapid rise of Kenyan supermarkets: impact on the fruits and vegetables supply system. Communication inédite présentée à un colloque scientifique de la FAO intitulé Globalization of food systems: impact on food security and nutrition, Rome, 8-10 octobre 2003. 17 p.

**ONU.** 2004. *World urbanization prospects: the 2003 revision, data tables and highlights*. New York. 20 p.

**Popkin, B.** 2003. The nutrition transition in the developing world. *Development Policy Review*, 21 (5-6): 581-597.

**Reardon, T., Timmer, P., Barrett, C. et Berdegue, J.** 2003. The rise of supermarkets in Africa, Asia and Latin America. *American Journal of Agricultural Economics* 85 (5): 1140-1146.

**UK Food Group.** 2003. *Food, inc.* London. IIED. 89 p.

**Weatherspoon, D. et Reardon, T.** 2003. The rise of supermarkets in Africa: implications for agrifood systems and the rural poor. *Development Policy Review*, 21 (3).

## Pages 24-25

**Arantes, R.** 2003. *The Brazilian "Ministério Público" and political corruption in Brazil*. Oxford. Centre for Brazilian Studies, University of Oxford. 28 p.

**Équipe spéciale du Projet du Millénaire chargée des problèmes de la faim.** 2004. *Halving hunger by 2015: a framework for action*. Rapport intérimaire. New York. Projet du Millénaire.

## Pages 26-27

**Korf, B. et Singarayer, R.** 2002. *Livelihoods, food security and conflict in Trincomalee*. Communication présentée au troisième Symposium CEPA/PIMU sur la pauvreté, Colombo. 21 p.

**FAO.** 2003. *Understanding seed systems and strengthening seed security*. Rome. 23 p.

**LEISA.** 2001. Coping with disaster. *LEISA Magazine* 17 (1): 1-36.

**Zakiyeldin, S.** 2002. *How communities of Western Sudan have coped with and adapted to present climate hazards*. Communication présentée au deuxième Atelier régional de l'AIACC, Dakar. 20 p.

## Pages 28-29

**Behrman, J., Sengupta, P. et Todd, P.** 2001. *Progressing through PROGRESA: an impact assessment of a school subsidy experiment*. Washington. IFPRI. 83 p.

**Global Campaign for Education.** 2004. *Learning to survive: how education for all would save millions of young people from HIV/AIDS*. 32 p. Disponible en anglais à l'adresse [www.campaignforeducation.org/resources/Jan2004/WEF\\_GGI2003.pdf](http://www.campaignforeducation.org/resources/Jan2004/WEF_GGI2003.pdf)

**McEwan, P.** 1999. Evaluating rural education reform: the case of Colombia's Escuela Nueva Program. *La Educación*, 132-133 (disponible en anglais à l'adresse [www.iacd.oas.org/LaEduca132/mcewan/mcewan132-134.htm](http://www.iacd.oas.org/LaEduca132/mcewan/mcewan132-134.htm)).

## Pages 30-33

**FAO.** 2004. Fiches de synthèse de l'Année internationale du riz (disponibles à l'adresse [www.fao.org/rice2004/fr/index\\_fr.htm](http://www.fao.org/rice2004/fr/index_fr.htm)).

**HM Treasury/DFID.** 2004. International Finance Facility proposal. London. HM Stationery Office. 19 p.

**IRRI.** 2002. Food security as economic stimulus. *Rice Today* 1 (1): 29.

**van den Berg, H.** 2004. *IPM Farmer Field Schools: a synthesis of 25 impact evaluations*. Rome. FAO. 53 p.



# L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

Cette sixième édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* révèle que le nombre de personnes souffrant chroniquement de la faim dans le monde en développement n'a baissé que de 9 millions depuis 1990-1992, la période de référence du Sommet mondial de l'alimentation. Une conclusion s'impose: nous devons faire mieux.

Le présent rapport rend compte des remarquables progrès accomplis dans la lutte contre la faim par plus de 30 pays de toutes les régions en développement. Un deuxième fait est donc irréfutable: nous pouvons faire mieux.

Pour la première fois cette année, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004* présente une estimation provisoire des coûts stupéfiants que la faim impose aux familles et aux peuples qui en sont victimes. Les décès prématurés et les vies brisées par l'invalidité se comptent par millions, tandis que les pertes correspondantes de productivité et de revenu se chiffrent en milliards de dollars. À l'évidence, tant du point de vue moral que du point de vue pragmatique, nous ne pouvons pas renoncer à faire mieux.

Le rapport comporte également un article spécial traitant de l'incidence de la croissance rapide des villes et des revenus dans le monde en développement et de la mondialisation de l'industrie alimentaire sur la faim, la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations.

Enfin, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004* se termine par un appel urgent en faveur d'un renforcement de l'action, des ressources et des engagements qui permettraient d'atteindre l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation. Cet objectif – réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre des êtres humains qui ont faim – est encore réalisable pour autant que les efforts déployés pendant les 10 prochaines années portent sur des mesures bien ciblées, simples et peu coûteuses qui mettent rapidement à l'abri de ce fléau une multitude d'êtres humains.

La faim ne peut pas attendre.



ISBN 92-5-205178-3



9 789252 051787

TC/M/Y5650F/1/11.04/2500